

CONSEIL

Cent huitième session

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016

TABLE DES MATIERES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION	2
OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES.....	3
DONNEES FINANCIERES.....	6
ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL	11
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	16
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE.....	17
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	18
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	19
ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (PROGRAMMES D'OPERATIONS).....	20
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF)	21
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	22
 APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif)	61
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif)	65
Appendice 3 Etat de la performance financière par service	68
Appendice 4 Sources et application des revenus de soutien opérationnel	69
I. Général.....	69
II. Mécanisme de sécurité du personnel.....	70
III. Fonds de l'OIM pour le développement	71
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu.....	72
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés	76
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations).....	78
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations) (en anglais seulement).....	80
Appendice 9 Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire du Guatemala	123

RAPPORT DE LA DIRECTION



Le 21 avril 2017

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM vise à garantir la transparence et l'accessibilité des informations financières de l'Organisation. Il est considéré comme un élément important du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers, les notes correspondantes et les informations connexes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), au Règlement financier et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été versées, lorsque celles-ci étaient expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier de l'Organisation ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. Eu égard aux limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

A notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2016. L'OIM a communiqué au Service de vérification des comptes du Ghana, nommé par le Conseil, toutes les informations pertinentes et l'accès convenus dans la mission de vérification des comptes. L'opinion du Vérificateur externe des comptes est reproduite à la page suivante.

William Lacy Swing
Directeur général

Bruce Reed
Directeur, Département de la gestion
des ressources

Andrea Verhas
Chef de la comptabilité

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

REPUBLIQUE DU GHANA

LE VERIFICATEUR GENERAL DES COMPTES

Notre n° de réf. : **AG/IOM/01**

Votre n° de réf. :

Le 17 mai 2017

Monsieur le Directeur général,

**RAPPORT DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES SUR LES ETATS
FINANCIERS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES
MIGRATIONS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016**

J'ai l'honneur de vous communiquer les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016, que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai exprimé une opinion.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

**DANIEL YAW DOMELEVO
VERIFICATEUR GENERAL
DES COMPTES**

**M. William Lacy Swing
Directeur général
Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
CH-1211 Genève 19
Suisse**

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)

RAPPORT DU VERIFICATEUR INDEPENDANT

Au

**CONSEIL DE
L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS REUNI
POUR SA CENT HUITIEME SESSION**

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, de l'état de la performance financière pour l'exercice 2016, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie, de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, de l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire, et des notes aux états financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016, ainsi que d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Il incombe à la Direction de l'OIM d'établir et de présenter fidèlement les états financiers, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur privé (IPSAS). Elle est ainsi chargée de concevoir, de mettre en place et d'exploiter des mécanismes de contrôle interne appropriés pour l'établissement d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de choisir et d'appliquer les méthodes comptables voulues, et de faire des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du vérificateur des comptes

Notre tâche consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, qui nous imposent de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les faits présentés dans les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

Une vérification des comptes consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants sur les montants et les informations figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur des comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le vérificateur des comptes prend en considération les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation fidèle des états financiers par l'entité, afin de définir des procédures de vérification appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles internes. Une vérification des comptes comporte également une appréciation du caractère approprié des méthodes comptables adoptées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même qu'une évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)**Opinion**

A notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisation internationale pour les migrations au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période allant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'Organisation internationale pour les migrations qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier de l'OIM.

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'Organisation internationale pour les migrations.

Daniel Yaw Domelevo
Vérificateur général des comptes du Ghana
Vérificateur externe des comptes

Le 17 mai 2017

DONNEES FINANCIERES

APERCU GENERAL

1. En 2016, le total combiné des dépenses correspondant au programme administratif et aux programmes d'opérations s'est élevé à 1,602 milliard de dollars E.-U., soit une augmentation de 17,1 millions de dollars E.-U. (ou 1,08 %) par rapport au résultat (retraité) de 2015, qui se situait à 1,585 milliard de dollars E.-U..

Dépenses	Millions de dollars E.-U.		Différence	
	2016	Montants retraités 2015	Dépenses totales %	Millions de dollars E.-U.
Programme administratif	46,3	45,8	0,03 %	0,5
Programmes d'opérations	1 556,0	1 539,4	1,05 %	16,6
Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)	1 602,3	1 585,2	1,08 %	17,1

2. Si les dépenses totales n'ont augmenté que modérément entre 2015 et 2016, des changements notables ont été enregistrés tant dans la répartition géographique des activités opérationnelles que dans les secteurs de services. Les programmes d'opérations en Amérique latine et dans les Caraïbes ont diminué de façon significative (219,1 millions de dollars E.-U.), essentiellement parce que plusieurs grands programmes d'infrastructure au Pérou pour lesquels l'OIM fournit une assistance technique et administrative étaient en cours d'achèvement en 2016, une situation qui explique également le recul des activités de migration et développement (baisse de 201,4 millions de dollars E.-U. en Amérique latine et dans les Caraïbes, 204,3 millions de dollars E.-U. à l'échelle mondiale). Ces diminutions notables ont été largement compensées par un accroissement des activités relevant de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (153,9 millions de dollars E.-U.) en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que des activités relevant de la catégorie Appui et services à l'échelle mondiale. Une augmentation non négligeable des programmes d'opérations a aussi été observée dans le domaine de la migration régulée (65,9 millions de dollars E.-U.), essentiellement en raison de l'aide au retour fournie à l'intention des migrants et des gouvernements, ainsi que des activités de lutte contre la traite, de gestion des frontières et de coopération technique en Afrique et en Europe. Les activités de santé dans le contexte migratoire ont également enregistré une hausse en 2016, tandis que les programmes de réparation ont reculé en raison d'une programmation réduite en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique. En Asie, les activités sont restées proches des chiffres de 2015 dans toutes les catégories de services. Les crises sévissant en République centrafricaine, en Iraq, au Nigéria, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen ont obligé l'OIM à continuer de fournir une assistance humanitaire considérable tout au long de 2016.

3. Quatre nouveaux Etats sont devenus Membres de l'OIM en 2016, portant à 166 le nombre total d'Etats Membres (contre 162 en 2015). Le nombre de projets financièrement actifs est passé à 3 020 pendant cette année (contre 2 760 en 2015). Au 31 décembre 2016, on dénombrait 1 710 projets actifs (contre 1 980 en 2015). En 2016, l'OIM a employé 10 184 membres du personnel (à l'exclusion des consultants) déployés dans 408 structures extérieures réparties dans le monde entier (contre 9 282 membres du personnel déployés dans 401 structures extérieures en 2015). La majorité de l'effectif de l'OIM (97 %) continue de travailler sur le terrain, et seulement 3 % est basé au Siège à Genève.

4. L'OIM a reçu du Service de vérification des comptes du Ghana une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et les autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016.

DONNEES FINANCIERES (suite)

PROGRAMME ADMINISTRATIF

5. Le programme administratif ne constitue toujours qu'une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant à seulement 3 % des dépenses combinées en 2016.

6. Au 31 décembre 2016, le total des contributions assignées restant dues s'élevaient à 4 846 263 francs suisses (contre 5 705 901 francs suisses en 2015), soit une diminution de 859 638 francs suisses. Six Etats Membres ont conclu des échéanciers de paiement, qui représentent 612 853 francs suisses du montant total restant dû (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2016 à l'appendice 2).

7. Conformément à la baisse des contributions assignées restant dues, la part du solde en souffrance correspondant au montant des sommes dues de longue date (contributions pour 2015 et les années antérieures) a elle aussi diminué par rapport à l'année précédente, à hauteur de 678 757 francs suisses (contre une hausse de 611 013 francs suisses en 2015). Le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement a ainsi baissé, pour passer à 1 903 569 francs suisses au 31 décembre 2016 (contre 2 582 326 francs suisses en 2015).

8. L'allocation du programme administratif pour 2016, constituée par les contributions assignées, s'est élevée à 45 459 030 francs suisses au total (contre 42 587 417 francs suisses en 2015). Les dépenses engagées au titre du programme durant l'exercice se sont élevées à 45 559 478 francs suisses (contre 42 611 928 francs suisses en 2015), entraînant un dépassement de 100 448 francs suisses (contre 24 511 francs suisses en 2015). Après intégration de la diminution précitée de la provision pour créances douteuses de 678 757 francs suisses (contre une hausse de 611 013 en 2015) et de l'excédent de charges reporté en début d'exercice de 635 524 francs suisses, le programme administratif a affiché un déficit de 57 215 francs suisses (contre 635 524 francs suisses en 2015).

9. La partie administrative du budget bénéficie d'une couverture naturelle car de nombreuses dépenses sont effectuées dans la même monnaie que celle des revenus, à savoir le franc suisse.

PROGRAMMES D'OPERATIONS

10. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2016 (document C/107/15) prévoyait pour les programmes d'opérations de l'OIM des dépenses estimées à 1 586,2 millions de dollars E.-U., sur la base des informations disponibles à l'époque.

11. Le total des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations a augmenté de 16,6 millions de dollars E.-U., passant de 1 539,4 millions de dollars E.-U. en 2015 (montant retraité) à 1 556 millions de dollars E.-U. en 2016, soit une hausse globale de 1,05 %.

12. Les représentations sur le terrain ayant enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés ont été, par ordre décroissant : la Jordanie, l'Iraq, la Turquie, le Soudan du Sud, la Colombie, le Pérou, le Liban et l'Indonésie. Les dépenses totales par représentation sur le terrain sont indiquées à l'appendice 5.

13. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	Millions de dollars E.-U.		
	2016	Montants retraités 2015	Augmentation/ (diminution)
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	908,3	754,4	153,9
Migration et santé*	162,4	148,2	14,2
Migration et développement	71,9	276,2	(204,3)
Migration régulée	321,3	255,4	65,9
Migration assistée	58,5	56,9	1,6
Politiques migratoires et recherche	7,2	3,9	3,3
Programmes de réparation	17,4	28,0	(10,6)
Appui aux programmes de caractère général	9,0	16,4	(7,4)
Total	1 556,0	1 539,4	16,6

* Les questions de santé sont communes à tous les domaines d'action de l'OIM. Ces chiffres ne reflètent que les activités axées sur la santé des migrants et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

DONNEES FINANCIERES (suite)

14. Le total des dépenses par région est résumé dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par région	Millions de dollars E.-U.		
	2016	Montants retraités 2015	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	271,2	274,5	(3,3)
Afrique	388,5	349,4	39,1
Europe	306,0	207,4	98,6
Amérique latine et Caraïbes	193,4	412,5	(219,1)
Moyen-Orient	307,2	222,1	85,1
Amérique du Nord	24,7	23,1	1,6
Appui et services à l'échelle mondiale*	65,0	50,4	14,6
Total	1 556,0	1 539,4	16,6

* Plusieurs projets ont été retirés de la catégorie Appui et services à l'échelle mondiale pour être inclus dans les régions respectives en 2016 ; il en a été fait de même pour les chiffres comparatifs pour 2015.

15. Les principales fluctuations par région et par secteur de services, telles qu'elles apparaissent dans les tableaux ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- Les dépenses au titre de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ont augmenté de 153,9 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'un essor de l'aide à la réinstallation fournie aux migrants au Moyen-Orient et en Afrique, d'une augmentation de l'aide humanitaire à l'intention des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans toutes les régions, et du développement des activités de stabilisation communautaire en Afrique, en Asie et en Océanie, en Europe et au Moyen-Orient.
- La hausse enregistrée dans le secteur Migration et santé, à hauteur de 14,2 millions de dollars E.-U., est imputable à un élargissement des activités de promotion de la santé et d'assistance sanitaire auprès des migrants menées au titre de programmes d'envergure mondiale et, en Amérique latine et dans les Caraïbes, à une hausse de ces activités en Colombie.
- Les dépenses concernant le couple migration et développement ont diminué de 204,3 millions de dollars E.-U., essentiellement au Pérou, où d'importants programmes d'infrastructure pour lesquels l'OIM fournit une assistance technique et administrative ont touché à leur terme en 2016. Dans d'autres régions, le niveau des activités était proche de celui de 2015.
- Les dépenses au titre de la migration régulée ont augmenté de 65,9 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une hausse des activités d'aide au retour à l'intention des migrants et des gouvernements en Europe, notamment en ce qui concerne le retour volontaire et la réintégration. Cette hausse fait suite au recul notable de ces activités en 2015, dû à des difficultés liées au mécanisme de financement dont l'OIM ne peut en aucune façon être tenue responsable. Les programmes ont repris durant l'année considérée dans la plupart des pays d'accueil intéressés. Une augmentation sensible a également été enregistrée en Afrique en ce qui concerne les programmes de lutte contre la traite et d'aide au retour.
- Pour ce qui est de la migration assistée, les dépenses ont augmenté de 1,6 million de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une hausse des activités en Asie et Océanie et au Moyen-Orient, qui a été compensée par un léger recul dans d'autres régions.
- Les dépenses au titre des politiques migratoires et de la recherche ont augmenté de 3,3 millions de dollars E.-U. par rapport à 2015, en raison d'une légère hausse du nombre de programmes dans la plupart des régions.
- Les programmes de réparation ont enregistré un recul de 10,6 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une diminution continue des activités connexes en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que d'une légère baisse en Afrique.

DONNEES FINANCIERES (suite)

16. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de 2016, selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), se présente comme suit :

- a) Un report de 2 853 938 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 1 694 704 dollars E.-U. en 2015). Le montant reporté a augmenté de 1 159 234 dollars E.-U..
- b) Une augmentation de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 8 167 361 dollars E.-U. (contre 2 702 921 dollars E.-U. en 2015), portant le montant total de la réserve à 33 175 898 dollars E.-U..

17. Les revenus de soutien opérationnel se composent de la commission pour frais généraux liés aux projets et des revenus divers (contributions sans affectation spéciale versées par les gouvernements, intérêts créditeurs nets et autres revenus). Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base et autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

18. Etant donné l'initiative de réforme budgétaire adoptée par le Conseil en novembre 2013, mise en œuvre sur une période triennale (2014-2016), le budget des revenus de soutien opérationnel a été fixé pour l'exercice à 74,4 millions de dollars E.-U.. Le montant de ces revenus varie d'une année à l'autre, les revenus tirés de la commission pour frais généraux variant selon le volume des activités déployées. C'est pourquoi des fonds peuvent être retirés de la réserve de revenus de soutien opérationnel si le montant des revenus de soutien opérationnel disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur au montant budgétisé.

19. Le montant réel des revenus de soutien opérationnel, non compris la part affectée à la sécurité du personnel, s'est élevé à 70,8 millions de dollars E.-U. (contre 59,1 millions de dollars E.-U. en 2015), tandis que la partie de la commission pour frais généraux affectée à la sécurité du personnel s'est élevée à 12,7 millions de dollars E.-U. (contre 11 millions de dollars E.-U. en 2015), ce qui porte le montant total des revenus de soutien opérationnel en 2016 à 83,5 millions de dollars E.-U. (contre 70,1 millions de dollars E.-U. en 2015). Ce montant effectif de 83,5 millions de dollars E.-U. a dépassé de 9,1 millions de dollars E.-U. le budget total des revenus de soutien opérationnel (74,4 millions de dollars E.-U.). Cet excédent est imputable avant tout à des rentrées, plus importantes qu'il n'était prévu, provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets. Dans l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'application des revenus de soutien opérationnel en 2016.

20. En application de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, l'excédent de revenus de soutien opérationnel est versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel après : a) application des dispositions relatives au Fonds de l'OIM pour le développement et au mécanisme de sécurité du personnel ; et b) comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ces critères, les revenus de soutien opérationnel excédentaires de 9,1 millions de dollars E.-U. (c'est-à-dire le montant effectif moins le montant budgétisé) ont été alloués comme suit :

- 1,7 million de dollars E.-U. ont été affectés au mécanisme de sécurité du personnel. Voir l'appendice 4.II – Mécanisme de sécurité du personnel.
- 0,7 million de dollars E.-U. ont été alloués à l'appui des Etats Membres en développement et de ceux dont l'économie est en transition au titre du Fonds de l'OIM pour le développement (ligne 2), pour utilisation en 2017. Voir aussi l'appendice 4.III – Fonds de l'OIM pour le développement.
- (4 millions de dollars E.-U.) – Cette somme représente le solde net des économies réalisées dans le cadre d'activités inscrites au budget lorsque des lignes budgétaires approuvées des revenus de soutien opérationnel ont été sous-utilisées grâce à des économies et des mesures de maîtrise des coûts. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel.

DONNEES FINANCIERES (suite)

- 2,5 millions de dollars E.-U. ont été alloués aux déficits de projet imprévus et non inscrits au budget, qui étaient essentiellement dus : a) à des dépassements budgétaires concernant certains projets opérationnels et à des dépenses de projets jugées irrecevables par les donateurs en Afghanistan, en Ethiopie, en République démocratique du Congo, au Niger, en République centrafricaine et ailleurs ; et b) à des découverts dans le cadre de cofinancements. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel, ainsi que la section de la note 25 relative aux annulations.
- Le montant restant de 8,2 millions de dollars E.-U. a été versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel, en application des dispositions de la résolution du Conseil précitée. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

21. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Des amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989, et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle compte actuellement 166 Etats Membres (contre 162 en 2015).

22. Les organes de l'Organisation sont le Conseil et son sous-comité, le Comité permanent des programmes et des finances, ainsi que l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif a été aboli par l'entrée en vigueur, le 21 novembre 2013 (voir la résolution du Conseil n° 1262), des amendements à la Constitution adoptés le 24 novembre 1998 à la soixante-seizième session du Conseil (résolution n° 997). Le Comité permanent des programmes et des finances, en sa qualité de sous-comité du Conseil, est ouvert à l'ensemble des Membres. Depuis l'adoption de la résolution du Conseil n° 1263 du 26 novembre 2013, il assume les fonctions exercées précédemment par le Comité exécutif.

23. L'Administration, qui comprend un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif est déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux orientations et décisions du Conseil et du Comité permanent des programmes et des finances. Le Directeur général, qui est la plus haute autorité de l'Administration, ainsi que le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil pour un mandat de cinq ans.

BUTS ET FONCTIONS

24. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect effectif des droits humains et au bien-être des migrants.

25. Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont les suivants :

- Prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée.
- S'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir.
- Fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation culturelle, des examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation.
- Fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour permettre la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti.
- Offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts concernant les questions de migrations internationales, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

26. Conformément à la Stratégie de l'OIM, adoptée par le Conseil en juin 2007 et réexaminée tous les trois ans, l'OIM a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, et en coordination avec d'autres organisations internationales, elle continue d'œuvrer en sa qualité d'organisation mondiale chef de file plus particulièrement dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective globale, y compris du point de vue de ses liens avec le développement, afin d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs. Pour y parvenir, agissant à la demande des Etats Membres ou en accord avec eux, l'OIM mettra essentiellement l'accent sur les activités suivantes :

1. Fournir des services sûrs, fiables, souples et efficaces par rapport à leur coût aux personnes ayant besoin d'une assistance internationale en matière de migration.
2. Renforcer la gestion humaine et ordonnée des migrations et le respect effectif des droits humains des migrants, conformément au droit international.
3. Offrir aux Etats, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à d'autres parties prenantes des conseils spécialisés et un appui en matière de recherche, de coopération technique et d'opérations, de façon à renforcer les capacités nationales et à faciliter la coopération internationale, régionale et bilatérale en matière migratoire.
4. Contribuer au développement économique et social des Etats par la recherche, le dialogue, la mise au point et la réalisation de programmes liés aux migrations et ayant pour objet de tirer tous les avantages possibles des migrations.
5. Aider les Etats, les migrants et les communautés à relever les défis de la migration irrégulière, notamment par la recherche et l'analyse des causes profondes, par le partage d'informations et la propagation des meilleures pratiques, et par la recherche de solutions privilégiant le développement.
6. Servir de pôle de référence essentiel en ce qui concerne l'information sur les migrations, la recherche, les meilleures pratiques, ainsi que la collecte, la compatibilité et l'échange de données.
7. Promouvoir, faciliter et appuyer le débat et le dialogue sur la migration à une échelle tant régionale que mondiale, notamment à l'occasion du Dialogue international sur la migration, aux fins de favoriser la compréhension des opportunités qu'elle offre et des défis qu'elle pose, d'aider à déterminer et à élaborer des politiques efficaces permettant de relever ces défis, et de recenser les approches globales et les mesures susceptibles de faire progresser la coopération internationale.
8. Aider les Etats à faciliter l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement et à susciter l'engagement des diasporas, entre autres comme partenaires du développement.
9. Prendre part aux réponses humanitaires coordonnées dans le contexte des dispositions interinstitutions en la matière et fournir des services de migration dans d'autres situations de crise ou d'après-crise, s'il y a lieu, selon les attentes des personnes concernées, contribuant par là à leur protection¹.
10. Entreprendre des programmes facilitant le retour volontaire et la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants et autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes s'il y a lieu, et en tenant compte des besoins et des préoccupations des communautés locales.
11. Aider les Etats à mettre au point et à réaliser des programmes, des études et des expertises techniques visant à lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants, d'une manière conforme au droit international.
12. Appuyer les efforts des Etats dans le domaine de la migration de main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne les mouvements de courte durée, et d'autres types de migration circulaire.

¹ Même si l'OIM n'a pas de mandat de protection juridique, il n'en reste pas moins que ses activités contribuent à la protection des droits de l'homme, et qu'elles ont pour effet ou pour conséquence de protéger les personnes concernées par la migration.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

STRUCTURE

Siège

27. Le Siège est chargé de formuler la politique institutionnelle, des directives et une stratégie, d'établir des normes et des procédures de contrôle de la qualité et de superviser. Il est composé des quatre départements ci-après, placés sous l'autorité du Bureau du Directeur général :

- Département de la coopération internationale et des partenariats
- Département de la gestion des migrations
- Département des opérations et des situations d'urgence
- Département de la gestion des ressources

28. Le Département de la coopération internationale et des partenariats est chargé d'appuyer et de coordonner les relations de l'Organisation avec ses Etats Membres, les organisations intergouvernementales, la société civile et les médias. En outre, il donne des conseils et apporte un appui en ce qui concerne les relations avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et ceux du secteur privé. Le Département dirige et coordonne les activités de forum de l'OIM, notamment le Dialogue international sur la migration, le soutien apporté par l'OIM aux processus consultatifs mondiaux et régionaux, ainsi que la préparation des sessions annuelles des organes directeurs de l'Organisation. Il est également responsable des fonctions de communication et d'information de l'OIM. L'une des tâches principales du Département consiste à faire fonction de premier interlocuteur des partenaires extérieurs, répondant aux demandes de renseignements, organisant des réunions d'information et, plus généralement, fournissant des informations sur l'Organisation.

29. Le Département de la gestion des migrations définit les lignes d'action des bureaux extérieurs, formule les stratégies mondiales, fixe les normes et veille au contrôle de la qualité. En outre, il gère les connaissances relatives aux « grands » secteurs de la migration, dont la migration de main-d'œuvre et la migration assistée, le couple migration et développement, la lutte contre la traite, le retour volontaire assisté, la santé dans le contexte migratoire, l'aide aux migrants vulnérables, la gestion de l'immigration et des frontières, et le renforcement général des capacités en matière de gestion des migrations. Il gère aussi le Fonds de l'OIM pour le développement.

30. Le Département des opérations et des situations d'urgence est chargé de la supervision des activités de l'OIM mises en œuvre dans les domaines suivants : réinstallation, transport, logistique, préparation et réponse aux crises migratoires et aux situations d'urgence humanitaire par des mesures transitoires et de redressement. Il coordonne la participation de l'OIM aux réponses humanitaires et fournit des services de migration dans des situations d'urgence ou d'après-crise en vue de répondre aux besoins des personnes et des communautés déracinées, contribuant ainsi à leur protection.

31. Le Département de la gestion des ressources est chargé de formuler et d'appliquer les politiques en matière de ressources humaines et financières et de technologie de l'information dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et applique des mesures propres à garantir une gestion saine des finances et des ressources humaines ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès des parties prenantes internes et externes ; coordonne les politiques administratives et financières et celles concernant la technologie de l'information et les ressources humaines ; et assiste le Directeur général dans la prise de décisions concernant la gestion globale.

Hors Siège

32. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissaient en 2016, en trois grandes catégories :

- Les bureaux régionaux
- Les bureaux spéciaux de liaison
- Les bureaux de pays

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

33. En 2016, neuf bureaux régionaux ont supervisé, planifié, coordonné et appuyé les activités de l'OIM dans leur région. Ils étaient chargés d'examiner et d'approuver les projets, et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets.

34. Les deux bureaux extérieurs ci-après, désignés bureaux spéciaux de liaison en reconnaissance de leur rôle important dans ce domaine, étaient chargés d'assurer la liaison avec des organismes multilatéraux : Addis-Abeba (Ethiopie), pour assurer la liaison avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et l'Autorité intergouvernementale pour le développement ; et New York (Etats-Unis d'Amérique), en tant qu'observateur permanent auprès des Nations.

35. L'OIM dispose d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets visant à répondre à des besoins migratoires spécifiques. Ces bureaux sont financés essentiellement par le budget des projets qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre.

36. Pour garantir l'efficacité des appels de fonds et des relations avec les donateurs, certains bureaux de pays qui coordonnent une importante partie du financement des activités de l'OIM déployées à l'échelle mondiale (Berlin (Allemagne) ; Helsinki (Finlande) ; Tokyo (Japon) ; et Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)) sont chargés de responsabilités additionnelles aux fins de mobilisation des ressources.

37. Il existe, à l'intérieur des grandes régions géographiques couvertes par chaque bureau régional, des réalités migratoires sous-régionales. Pour s'occuper de ces dynamiques migratoires particulières, certains bureaux ont le statut de bureau de pays à fonctions de coordination. En 2016, les bureaux de pays à fonctions de coordination étaient au nombre de cinq : Astana (Kazakhstan), pour l'Asie centrale ; Bangkok (Thaïlande), pour l'Asie du Sud ; Canberra (Australie), pour le Pacifique ; Georgetown (Guyana), pour les Caraïbes ; et Rome (Italie), pour la Méditerranée.

Centres administratifs

38. Les deux centres administratifs de l'OIM, situés aux Philippines et à Panama, sont considérés comme des annexes du Siège, en application de l'engagement pris par l'Administration de gérer la croissance de l'Organisation sans avoir à trop recourir à de nouvelles ressources.

39. Le Centre administratif de Manille, aux Philippines, joue le rôle de centre d'appui administratif et informatique pour les activités de l'Organisation.

40. Le Centre administratif de Panama, à Panama, apporte un soutien administratif aux bureaux de l'hémisphère occidental, et fournit certains services de soutien à l'échelle mondiale, y compris un appui au personnel sur le terrain.

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

41. En 2016, comme les années précédentes, on dénombrait sept secteurs de services : Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques migratoires et recherche ; et Programmes de réparation. Ces secteurs de services sont complétés par la catégorie Services et appui aux programmes de caractère général. Tous les projets de l'OIM entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

42. **Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise** : Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, migrants de retour et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des principaux programmes de mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 1950, est le Programme de réinstallation de réfugiés (USRP). Les projets et programmes relevant de cette catégorie de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : aide à la réinstallation ; traitement à l'étranger ; aide au rapatriement ; stabilisation communautaire ; personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; ex-combattants ; et soutien en matière électorale.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

43. **Migration et santé :** Ces projets visent à répondre aux besoins des Etats Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à favoriser l'adoption de politiques fondées sur des faits et des programmes intégrés de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants vulnérables et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; et assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise.

44. **Migration et développement :** L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. A une époque où la mobilité humaine atteint des niveaux jamais encore égalés, le besoin de mieux faire comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration offre dans une optique de développement et mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration et développement économique/communautaire ; renforcement des capacités par le retour et la réintégration de nationaux qualifiés ; et rapatriement de fonds.

45. **Migration régulée :** Une approche exhaustive, transparente et cohérente de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peut contribuer à remédier au problème de la migration irrégulière, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite des êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire capables de renforcer la gestion des migrations, tout en aidant les migrants par des moyens qui répondent à leurs besoins de protection et s'accordent avec les sensibilités relatives au genre et à l'âge, ainsi qu'avec le besoin d'autonomie. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; lutte contre la traite ; et coopération technique en matière de gestion et de renforcement des capacités dans le domaine migratoire.

46. **Migration assistée :** L'OIM fournit des conseils politiques et techniques aux gouvernements concernant la régulation de la migration de main-d'œuvre et autres mouvements migratoires, et élabore des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien préconsulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; et traitement des dossiers et intégration des migrants (y compris les services de soutien préconsulaires et la formation des migrants).

47. **Politiques migratoires et recherche :** Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux Etats Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; et recherche et publications sur la migration.

48. **Programmes de réparation :** Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une indemnité est versée aux demandeurs qui satisfont aux critères indiqués. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux engagés dans la consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et dans le relèvement à la suite de catastrophes nationales.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2016
Etat I (en dollars E.-U.)

	Notes	Dollars E.-U.	
		2016	Montants retraités 2015
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	507 748 124	495 351 783
Placements à court terme	5	311 365 629	212 822 757
Créances – Opérations sans contrepartie directe :			
– Contributions volontaires	6	160 239 380	125 787 900
– Contributions assignées	6	2 414 177	2 630 648
– Autres	6	14 879 362	12 338 966
Stocks	7	272 716	144 723
Immeubles de placement	8	865 979	
Autre actif à court terme	9	64 522 968	57 363 620
Total de l'actif à court terme		1 062 308 335	906 440 397
Actif à long terme			
Créances – Opérations sans contrepartie directe :			
– Contributions assignées	6	456 743	521 295
– Autres	6	2 305 831	1 060 949
Immobilisations corporelles	10	59 203 170	58 233 395
Immobilisations incorporelles	11	264 310	229 424
Autre actif à long terme	9	1 691 243	998 143
Total de l'actif à long terme		63 921 297	61 043 206
TOTAL DE L'ACTIF		1 126 229 632	967 483 603
PASSIF			
Passif à court terme			
Produits différés – Contributions volontaires	12	759 957 757	667 558 734
– Contributions assignées	12	573 483	542 247
– Autres	12	13 850 627	13 772 080
Passif au titre des avantages du personnel	13	12 717 902	13 038 418
Sommes dues aux fournisseurs	14	108 323 191	66 877 673
Emprunts – Prêt immobilier	15	359 610	371 948
Autre passif à court terme	14	17 629 935	18 542 835
Total du passif à court terme		913 412 505	780 703 935
Passif à long terme			
Passif au titre des avantages du personnel	13	81 222 116	77 288 683
Emprunts – Prêt immobilier	15	5 753 783	6 323 136
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	22 677 030	31 531 052
Autre passif à long terme	14	3 321 926	3 340 825
Total du passif à long terme		112 974 855	118 483 696
TOTAL DU PASSIF		1 026 387 360	899 187 631
ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES			
Solde cumulatif	17	(1 484 480)	(15 847 047)
Réserves	18	78 252 863	63 126 606
Réserve de réévaluation de l'actif	10	23 073 889	21 016 413
TOTAL DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		99 842 272	68 295 972
TOTAL DU PASSIF et de l'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		1 126 229 632	967 483 603

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
Etat II (en dollars E.-U.)

	Notes	Appendices	2016			2015 Montants retraités		
			TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMME D'OPERATIONS	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMME D'OPERATIONS
PRODUITS								
Contributions à affectation spéciale								
Contributions volontaires – à affectation spéciale	25	7, 8	1 459 358 028	1 459 358 028	1 459 358 028	1 432 703 678	1 432 703 678	
Contributions assignées	25	1	45 887 855	45 887 855	45 887 855	43 148 345	43 148 345	
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	25	7, 8	100 666 871	100 666 871	100 666 871	108 394 762	108 394 762	
Contributions en nature	25	7, 8	2 193 742	2 193 742	2 193 742	3 511 880	3 511 880	
Total partiel - Contributions à affectation spéciale			1 608 106 496	1 608 106 496	1 608 106 496	1 587 758 665	1 587 758 665	
Contributions sans affectation spéciale								
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale	25	7, 8	4 072 400	4 072 400	4 072 400	3 413 350	3 413 350	
Contributions volontaires – sans affectation spéciale	25	7, 8	3 455 096	3 455 096	3 455 096	3 317 940	3 317 940	
Total partiel - Contributions sans affectation spéciale			7 527 496	7 527 496	7 527 496	6 731 290	6 731 290	
TOTAL DES PRODUITS	25	7, 8	1 615 633 992	1 615 633 992	1 615 633 992	1 594 489 955	1 594 489 955	
CHARGES								
Aide au transport	25		317 729 811	317 729 811	317 729 811	225 063 751	225 063 751	
Assistance médicale	25		33 982 281	33 982 281	33 982 281	28 342 229	28 342 229	
Autre aide directe aux bénéficiaires	25		196 438 314	196 438 314	196 438 314	172 599 655	172 599 655	
Transferts aux partenaires d'exécution	25		63 932 599	63 932 599	63 932 599	76 562 112	76 562 112	
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	25		345 173 443	2 869 633	342 303 810	517 559 217	2 214 496	
Traitements et avantages du personnel	25		407 473 229	37 802 279	369 670 950	366 421 450	37 822 433	
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	25		45 797 560	1 857 527	43 940 033	37 862 826	1 407 425	
Fournitures et produits de consommation	25		174 281 985	3 975 097	170 306 888	144 088 960	3 404 262	
Amortissement et dépréciation	10, 11, 25		15 265 100	139 612	15 125 488	13 343 950	137 512	
Créances douteuses	25		(669 386)	(669 386)	(669 386)	877 192	256 244	
Autres charges	3, 25		2 902 481	353 945	2 548 536	2 478 532	216 290	
TOTAL DES CHARGES	25	5	1 602 307 417	1 602 307 417	1 602 307 417	1 585 199 874	1 585 199 874	
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE avant les variations de change								
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif			13 326 575	(440 852)	13 767 427	9 290 080	(2 675 021)	
Gains/(pertes) de change	17		271 545	271 545	271 545	778 557	778 557	
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE après les variations de change			14 160 328	(169 307)	14 329 635	(24 721 519)	(1 896 464)	
Y compris les soldes suivants :								
Programme administratif			(169 307)	(169 307)	(169 307)	(1 896 464)	(1 896 464)	
Réserve de revenus de soutien opérationnel			7 830 918	7 830 918	7 830 918	1 888 300	1 888 300	
Sécurité du personnel			1 177 147	1 177 147	1 177 147	(650 867)	(650 867)	
Transfert vers :								
les excédents/(déficits) cumulés			1 571	1 571	1 571	4 594 870	4 594 870	
les excédents/(déficits) cumulés – opérations avec contrepartie directe			5 903 395	5 903 395	5 903 395	7 751 042	7 751 042	
les conversions monétaires (gains/(pertes))			562 208	562 208	562 208	(34 601 049)	(34 601 049)	
la réserve pour cessation de service			(1 145 604)	(1 145 604)	(1 145 604)	(1 807 351)	(1 807 351)	
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE			14 160 328	(169 307)	14 329 635	(24 721 519)	(1 896 464)	
							(22 825 055)	

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
Etat III (en dollars E.-U.)**

		Dollars E.-U.			
		Solde cumulatif (note 17)	Réserves (note 18)	Excédent de réévaluation (note 10)	TOTAL
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2016	Notes	(15 847 047)	63 126 606	21 016 413	68 295 972
Résultat net pour l'exercice en cours	Etat II	15 305 932	(1 145 604)		14 160 328
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif	16	(78 667)			(78 667)
Réévaluation du bâtiment :					
Reprise des amortissements cumulés	10	1 058 904			1 058 904
Perte de réévaluation due aux variations de change	10	(1 923 602)			(1 923 602)
Réévaluation comptabilisée	10			2 057 476	2 057 476
Réserve pour cessation de service	18		15 455 595		15 455 595
Fonds de réponse rapide pour les transports	18		2 865		2 865
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	18		813 401		813 401
Total partiel : Mouvements en 2016		14 362 567	15 126 257	2 057 476	31 546 300
Solde de clôture au 31 décembre 2016		(1 484 480)	78 252 863	23 073 889	99 842 272

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE
CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
Etat IV (en dollars E.-U.)**

	Notes	Dollars E.-U.	
		2016	Montants retraités 2015
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Excédent (déficit) pour l'exercice		14 160 328	(24 721 519)
Mouvements sans effet de trésorerie			
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères		(14 220 701)	(22 757 446)
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif		(271 545)	(778 557)
Instruments financiers – Produits dérivés	9	(826 040)	192 200
Amortissement	10, 11	15 265 100	13 343 950
(Gains)/pertes à la vente d'immobilisations corporelles	10	14 006	(295 980)
(Gains)/pertes à la vente d'actifs incorporels	11		8 683
Provision pour créances douteuses	6	(669 386)	877 192
(Augmentation)/diminution des placements à court terme	5	(100 921 833)	(65 556 159)
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions volontaires	6	(35 342 607)	3 390 973
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions assignées	6	942 007	224 187
(Augmentation)/diminution des créances – Autres	6	(3 723 393)	2 678 656
(Augmentation)/diminution des stocks	7	(127 993)	(144 723)
(Augmentation)/diminution des immeubles de placement	8	(865 979)	
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à court terme	9	(6 880 504)	108 515 204
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à long terme	9	(761 338)	21 720
Augmentation/(diminution) des sommes dues au titre des avantages du personnel	13	3 780 258	6 990 081
Augmentation/(diminution) des produits différés – Contributions volontaires	12	92 399 023	(6 510 849)
Augmentation/(diminution) des produits différés – Contributions assignées	12	35 356	495 921
Augmentation/(diminution) des produits différés – Autres	12	188 403	(1 747 477)
Augmentation/(diminution) des sommes dues aux fournisseurs	14	42 117 722	(16 986 256)
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à court terme	14	(1 101 054)	(3 651 181)
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à long terme	14	(18 899)	(39 426)
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif	16	(78 667)	7 356
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		3 092 264	(6 443 450)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE PLACEMENT			
Achat d'immobilisations corporelles	10	(15 502 257)	(18 257 016)
Vente et transfert d'immobilisations corporelles	10	504 767	566 158
Achat d'actifs incorporels	11	(93 499)	(99 628)
Transferts depuis/(transferts vers) le plan d'épargne du personnel			(1 731 087)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE PLACEMENT		(15 090 989)	(19 521 573)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Augmentation/(diminution) des emprunts	15	(373 833)	(372 587)
Contributions provenant du/(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	(8 854 022)	18 882 641
Contributions/remboursements au/(transferts du) Fonds de réponse rapide pour les transports	18	2 865	4 873
Contributions/remboursements au (transferts du) Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	18	813 401	(2 156 088)
Augmentation/(diminution) de la réserve pour cessation de service	18	15 455 595	11 951 854
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		7 044 006	27 950 693
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(4 954 719)	1 985 670
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		495 351 783	474 243 414
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères – Gains/(pertes)		17 351 060	19 122 699
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4	507 748 124	495 351 783

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016 (PROGRAMMES D'OPERATIONS)
Etat V.a (en dollars E.-U.)**

	Dollars E.-U.				
	Montants budgétés ¹			2016 Montants réels exprimés aux fins de comparaison	Différence
	2016 Programme et Budget (C/106/7)	2016 Révision du Programme et Budget (S/18/9)	2016 Réactualisation du Programme et Budget (C/107/15)		
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	416 487 700	735 950 900	885 950 600	907 628 667	(21 678 067)
Migration et santé	104 151 300	163 757 200	175 681 200	162 532 510	13 148 690
Migration et développement	73 077 300	77 129 700	87 758 300	70 283 369	17 474 931
Migration régulée	147 981 700	272 845 700	331 257 600	319 963 579	11 294 021
Migration assistée	55 236 500	66 420 400	69 095 000	57 263 228	11 831 772
Politiques migratoires et recherche	1 593 700	4 503 700	5 142 200	6 303 228	(1 161 028)
Programmes de réparation	10 293 600	14 540 300	16 590 500	17 356 341	(765 841)
Appui aux programmes de caractère général	11 459 200	13 524 100	14 765 600	13 848 014	917 586
Total	820 281 000	1 348 672 000	1 586 241 000	1 555 178 936	31 062 064
Ajustements comptables nets				799 774	
Total selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)				1 555 978 710	

¹ Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les documents budgétaires sont présentés par catégorie de services.

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)
Etat V.b (en francs suisses)**

	Francs suisses		
	BUDGET 2016	2016	2015
PRODUITS			
Contributions assignées des Etats Membres		44 164 770	42 586 949
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres		1 294 260	468
TOTAL DES PRODUITS		45 459 030	42 587 417
CHARGES			
Traitements et avantages du personnel	35 631 000	35 934 366	34 355 869
Indemnités de cessation de service	700 000	264 360	776 283
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 142 000	1 437 184	1 065 548
Total des traitements et avantages du personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation	37 473 000	37 635 910	36 197 700
Location et entretien des bâtiments	1 156 792	1 278 752	1 226 996
Equipement informatique et maintenance	2 384 000	2 391 557	2 143 712
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipement et véhicules	735 000	752 028	706 794
Total des frais généraux de bureaux	4 275 792	4 422 337	4 077 502
Formation	705 430	781 909	699 532
Services contractuels	806 978	1 748 462	887 130
Total des services contractuels	1 512 408	2 530 371	1 586 662
Communications	471 000	450 000	322 866
Secrétariat des réunions	435 000	520 860	427 198
Allocation des contributions au prorata versées par les nouveaux Etats Membres admis en milieu d'année	1 291 830		
Total partiel : Charges avant provision pour créances douteuses	45 459 030	45 559 478	42 611 928
EXCEDENT/(DEFICIT) AVANT PROVISION en francs suisses POUR CREANCES DOUTEUSES		(100 448)	(24 511)
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		678 757	(611 013)
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		578 309	(635 524)
Excédent de ressources/(charges) reporté(es) au début de l'exercice		(635 524)	0
EXCEDENT/(DEFICIT) A LA FIN DE L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		(57 215)	(635 524)
		Dollars E.-U.	
EXCEDENT/(DEFICIT) A LA FIN DE L'EXERCICE en dollars E.-U. (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire)) 1,025 (2015 : 0,991)		(77 091)	(641 295)
Ajustement pour excédent de charges reporté en début d'exercice, appliqué selon la comptabilité budgétaire en dollars E.-U.		641 295	0
Ajustements nets sur comptes et résultats		(733 511)	(1 255 169)
Excédent/(déficit) pour l'exercice en dollars E.-U. (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))		(169 307)	(1 896 464)

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : CADRE COMPTABLE

Entité présentant les états financiers

49. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans ces états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs. Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct, et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM – voir l'appendice 9.

Base utilisée pour l'établissement des états financiers

50. Les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

51. Pour établir des états financiers conformément aux normes IPSAS, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations postérieures à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations.

52. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

53. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière et de rapprochement budgétaire concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit (Etat V. b).

Mise en œuvre de nouvelles normes IPSAS

54. Toutes les normes IPSAS en vigueur à la date de clôture ont été appliquées. La norme IPSAS 39, Avantages du personnel, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018, et la norme IPSAS 40, Regroupements d'entreprises dans le secteur public, le 1^{er} janvier 2019. Les normes IPSAS ci-après, qui ont pris effet le 1^{er} janvier 2017 et n'ont aucune incidence substantielle sur les états financiers de l'OIM, ont été mises en œuvre par anticipation :

IPSAS	Titre
IPSAS 33	Première adoption des normes comptables internationales pour le secteur public fondées sur la comptabilité d'exercice (IPSASs)
IPSAS 34	Etats financiers individuels
IPSAS 35	Etats financiers consolidés
IPSAS 36	Participations dans les sociétés associées et des entreprises conjointes
IPSAS 37	Accords conjoints
IPSAS 38	Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

Base d'évaluation

55. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

56. L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

Opérations en monnaies étrangères

57. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars E.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar E.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus dans la réserve de conversion monétaire.

58. Les contributions assignées réglées par les Etats Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

59. La notion de trésorerie et d'équivalents de trésorerie englobe les fonds en caisse, les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme fortement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'Etats Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés ou investis à court terme, et les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés.

Créances

60. Les créances sont indiquées à leur valeur estimée de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis deux ans ou plus. Les créances à recouvrer auprès des Etats Membres qui ont négocié un échéancier de paiement à long terme sont calculées initialement à leur juste valeur puis, ultérieurement, évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les sommes dues depuis plus de douze mois à compter de la date de clôture conformément à l'échéancier de paiement sont considérées comme des créances à long terme. Les contributions volontaires à recevoir sont considérées comme des créances « à court terme » si l'accord conclu avec le donateur dispose que le paiement doit être reçu dans les douze mois suivant la date de clôture, ou comme des créances « à long terme » si la contribution, en tout ou partie, n'est due que douze mois après la date de clôture. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

61. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurance, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

Stocks

62. Le coût des stocks, tels que les stocks mondiaux d'articles non alimentaires détenus dans des entrepôts de prépositionnement en vue de leur transfert futur aux projets et, par la suite, de leur distribution aux bénéficiaires, est évalué au coût le plus bas ou au coût de remplacement actuel. Il est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et englobe les dépenses engagées pour acquérir les stocks et celles afférentes à l'acheminement des stocks jusqu'à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent (par exemple, coût d'achat, transport depuis le fournisseur jusqu'à l'entrepôt, coûts des surestaries, taxes non remboursées et droits de douane). Dans le cas des stocks acquis au titre d'une opération sans contrepartie directe (par exemple, des contributions en nature), la valeur juste à la date d'acquisition est réputée en être le coût.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

63. L'OIM vérifie régulièrement ses stocks mondiaux d'articles prépositionnés pour déterminer les quantités disponibles, leur valeur, et les quantités utilisées. Si la vérification fait apparaître des pertes estimatives ou réelles découlant de stocks excédentaires ou obsolètes ou d'une baisse de la valeur des stocks mondiaux d'articles prépositionnés, la valeur est réduite en comptabilisant dans l'état de la performance financière une imputation pour dépréciation.

64. L'OIM achète aussi des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds de donateurs affectés à des projets particuliers. Ces articles sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM.

Immeubles de placement

65. Les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur, déterminée par une évaluation indépendante. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état de la performance financière. A la vente des immeubles de placement, toute différence entre la valeur comptable nette et le montant effectivement obtenu à la vente est comptabilisée dans l'état de la performance financière.

Immobilisations corporelles

66. Les terrains et les bâtiments ont été comptabilisés à leur juste valeur (c'est-à-dire le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale), déterminée par des experts indépendants conformément aux règles d'évaluation internationales.

67. Les améliorations locatives sont comptabilisées à leur coût d'origine et présentées à leur valeur nette comptable. Elles sont capitalisées et comptabilisées à l'actif si leur coût est supérieur ou égal à un seuil fixé à 100 000 dollars E.-U..

68. Les autres actifs présentant pour l'Organisation un avantage économique ou un potentiel de service futur sont capitalisés si le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars E.-U..

69. Les dons en nature importants sont comptabilisés à leur juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est égale ou supérieure à 5 000 dollars E.-U.), dès lors que ces actifs auraient été sinon achetés par l'OIM. Un montant équivalent à la juste valeur de tels actifs est simultanément comptabilisé en produit pendant la période considérée au cours de laquelle l'OIM reçoit les biens. La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

70. L'amortissement des actifs (autres que les terrains) est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Terrains	Aucun amortissement
Bâtiments	30-50 ans
Bâtiments - structures mobiles	3-5 ans
Véhicules	3-10 ans
Communications et TI	3-7 ans
Mobilier et agencements	3-12 ans
Améliorations locatives	10 ans ou durée du bail (la période la plus courte étant retenue)

71. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition jusqu'à la sortie de l'actif. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

72. Chaque bureau effectue des tests de dépréciation pour tous ses actifs lors de l'inventaire annuel des immobilisations incorporelles.

73. Il convient de noter qu'aux fins de présentation des rapports financiers aux donateurs, l'OIM continuera d'appliquer la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée et passera intégralement les immobilisations corporelles en charges au moment de leur acquisition afin d'éviter tout déficit, étant donné le mode de financement de l'Organisation consistant à imputer les dépenses au budget des projets.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Actifs incorporels**

74. Les actifs incorporels s'entendent principalement des logiciels acquis, capitalisés lorsque le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars E.-U., ainsi que des logiciels conçus en interne, capitalisés si le coût total de développement est égal ou supérieur à 100 000 dollars E.-U.. Les actifs incorporels ont été comptabilisés prospectivement à compter du 1^{er} janvier 2012, en conformité avec les dispositions transitoires d'IPSAS. Les dépenses engagées avant cette date avaient été passées en charges précédemment.

75. Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé et la dépréciation. Les actifs incorporels qui ont été donnés sont, le cas échéant, comptabilisés au coût, compte tenu de leur juste valeur à la date d'acquisition.

76. L'amortissement des actifs incorporels est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau suivant.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Logiciels acquis	3 ans
Logiciels conçus en interne	6-10 ans

77. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition en ce qui concerne les logiciels acquis, et à compter de la date d'installation en ce qui concerne les logiciels conçus en interne. Les gains ou pertes à la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Produits différés (versements effectués avant fourniture/exécution)

78. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

79. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme des produits différés.

80. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

Avantages du personnel

81. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes.

82. La CCPPNU est un régime à prestations déterminées multiemployeurs. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.

83. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés au personnel actif et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la CCPPNU, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 25 – Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

84. Selon les droits des divers membres du personnel, les autres obligations au titre des avantages du personnel sont les suivantes :

- Les indemnités dues à la cessation de service :
 - Congés annuels non utilisés, voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels. Ces éléments sont calculés sur la base des droits réels à l'aide des barèmes des traitements et des estimations de coûts.
 - Allocations de rapatriement et prestations dues à la cessation de service (par exemple, indemnités de départ). Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle.
- Les régimes à prestations définies après la cessation de service, à savoir la contribution de l'OIM aux primes d'assurance maladie après la cessation de service versées au personnel à la retraite de la catégorie des administrateurs et à celui de la catégorie des services généraux participant. Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle. Le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est une obligation au titre des prestations définies qui est comptabilisée à l'aide de la méthode du corridor, qui consiste à amortir, pendant la durée moyenne restante de service du personnel actif, pour chaque prestation, des montants représentant jusqu'à 10 % des écarts de l'obligation au titre des prestations définies se rapportant aux variations des hypothèses actuarielles.
- Le passif net envers l'OIM est calculé à l'aide de la méthode du corridor, selon laquelle les écarts actuariels sont comptabilisés uniquement s'ils sont de 10 % supérieurs à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies. La norme IPSAS 39, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2018, exigera de comptabiliser immédiatement les gains et les pertes résultant des ajustements actuariels dans un élément distinct de l'actif net. Si la norme IPSAS 39 avait été en vigueur en 2016, la perte actuarielle non comptabilisée de 10,9 millions de dollars E.-U. aurait dû être comptabilisée dans l'état de la situation financière comme une augmentation du passif au titre des avantages du personnel et comme une diminution de l'actif net. L'impact effectif de cette norme en 2018 dépendra du taux d'actualisation déterminé en fonction des conditions du marché financier en vigueur à ce moment-là.
- Autres sommes à payer au personnel : traitements et prestations non versés, remboursements dus, etc., à la date de clôture.

85. Les indemnités dues à la cessation de service et les prestations dues après la cessation de service sont collectivement appelées indemnités de cessation de service. Les avantages du personnel devant être payés dans un délai de douze mois suivant la date de clôture sont considérés comme un passif à court terme, et ceux devant être payés plus de douze mois après la date de clôture, comme un passif à long terme.

Sommes dues aux fournisseurs

86. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

Coûts d'emprunt

87. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

Provisions

88. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Produits**

- Produits sans contrepartie directe

89. Les contributions assignées à la partie administrative du budget sont comptabilisées au début de l'exercice auquel se rapporte la quote-part. Le montant des produits est déterminé sur la base du budget approuvé et du barème des traitements approuvé par le Conseil.

90. Les contributions volontaires sont comptabilisées dès la signature d'un accord contraignant avec le donateur. Les produits sont comptabilisés immédiatement si la contribution est sans affectation spéciale ou si aucune condition n'exige que les fonds soient utilisés comme il est indiqué dans l'accord ou qu'ils soient rendus à l'entité contributrice. Si des conditions sont énoncées, les produits sont comptabilisés uniquement après qu'il a été satisfait auxdites conditions du fait de la dépense de la contribution conformément aux dispositions de l'accord. Jusqu'au moment où il est satisfait à ces conditions, un passif (produits différés) est comptabilisé. Les contributions volontaires qui ne font pas l'objet d'un accord contraignant sont comptabilisées en produits à leur réception.

91. Les biens reçus en nature sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date à laquelle les actifs donnés sont acquis.

- Produits avec contrepartie directe

92. Les produits découlant des commissions demandées aux migrants et aux réfugiés qui financent eux-mêmes leur voyage ou à leurs répondants, ou prélevées au titre d'arrangements contractuels de facturation, sont comptabilisés après exécution du service pour lequel la commission est demandée. Un passif est constitué, correspondant au montant estimatif des commissions remboursables aux demandeurs. Des intérêts créditeurs sont comptabilisés au prorata du temps écoulé au cours duquel ils s'accumulent, compte tenu du rendement effectif.

Charges

93. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

94. Avec les fonds provenant des donateurs, l'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires généralement en vue de les distribuer lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre (non compris les articles de stocks mondiaux détenus dans des entrepôts de prépositionnement) de n'importe quelle année sont normalement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (par exemple, les institutions des Nations Unies, des ONG) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

95. Le matériel acheté pour les bénéficiaires dans le cadre, entre autres, de projets de développement communautaire et économique ou de gestion intégrée des frontières est intégralement passé en charges au moment de l'acquisition. Un suivi est effectué via PRISM aux fins de contrôle interne depuis l'acquisition jusqu'à la cession officielle (par acte de donation signé).

Contrats de location

96. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Imposition**

97. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

Instruments financiers

98. Un instrument financier s'entend de tout contrat qui donne lieu à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Un instrument financier est décomptabilisé lorsque le droit de recevoir d'une autre entité des flux de trésorerie liés à un actif financier, ou l'obligation de remettre à une autre entité des flux de trésorerie liés à un passif financier sont éteints.

99. A l'OIM, les actifs financiers s'entendent :

- a) De la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus pendant moins de 90 jours, qui sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- b) Des placements à court terme, qui sont des actifs financiers détenus pendant plus de 90 jours mais moins d'un an, ou contenant des options de vente qui permettent à l'Organisation de racheter les placements à intervalles de 90 jours à leur valeur nominale intégrale, et qui sont classés comme des actifs à court terme dès lors que les dates d'échéance se situent dans un délai de douze mois à compter de la date de clôture. Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- c) Des créances inconditionnelles, comprenant les contributions assignées et les autres sommes à recevoir en espèces. Les créances à court terme sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances à long terme concernant les arriérés de paiement des Etats Membres sont évaluées à leur valeur nominale, minorée des provisions pour créances douteuses telles qu'estimées. Les créances assujetties à des conditions sont intégralement compensées par un élément de passif (produits différés) et ne sont pas considérées comme des instruments financiers puisqu'elles sont comptabilisées tout à la fois comme un actif financier et comme un passif financier correspondant de l'Organisation.
- d) Des produits dérivés, qui permettent de gérer les flux de trésorerie à court terme en monnaie étrangère provenant des contributions volontaires de donateurs versées dans des monnaies autres que le dollar E.-U.. Tous les produits dérivés sont comptabilisés en « juste valeur par excédent ou déficit » compte tenu des gains ou pertes réalisés durant l'exercice, enregistrés dans l'état de la performance financière. Conformément à la norme IPSAS 29 – Financial Instruments : Recognition and Measurement, les gains ou pertes non réalisés à la date de clôture sont enregistrés dans l'état de la performance financière, et en tant qu'actifs (s'il s'agit de gains) ou passifs (s'il s'agit de pertes) dans l'état de la situation financière.

100. A l'OIM, le passif financier comprend :

- a) Les sommes à payer – évaluées à leur valeur nominale en raison de leur caractère à court terme ;
- b) Les emprunts (prêts) – évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Passif éventuel

101. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes aux états financiers. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
 - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

NOTE 3 : MODIFICATIONS APPORTEES A LA PRESENTATION

102. Des modifications ont été apportées à l'état de la situation financière, y compris les informations comparatives pour 2015, pour améliorer la présentation de l'information, comme suit :

- a) Les informations distinctes relatives au solde du Fonds de dotation Sasakawa, de 2 millions de dollars E.-U., ont été intégrées dans « Passif à long terme : Autre passif à long terme ». Une ventilation détaillée des éléments entrant dans la rubrique « Passif à long terme : Autre passif à long terme », y compris le Fonds de dotation Sasakawa, est donnée dans la note 14 : Montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc..
- b) « Actif à court terme : Créances – contributions assignées » et « Actif à court terme : Créances – autres » sont présentés nets de la provision pour créances douteuses, qui n'influe pas sur le total de l'actif net. Des informations sur la provision et les créances sont données dans la note 6 : Contributions dues et autres créances.
- c) Les informations distinctes relatives aux soldes des « Excédents/(déficits) cumulés », de 42,4 millions de dollars E.-U., des « Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe », de 28,3 millions de dollars E.-U., et des « Conversions monétaires (gains/(pertes)) », de (86,5 millions de dollars E.-U.) ont été regroupées et reclassées en « Solde cumulatif » et sont présentées séparément dans la note 17 : Solde cumulatif.
- d) Les informations distinctes relatives aux soldes de la « Réserve pour cessation de service », de 56,6 millions de dollars E.-U., du « Fonds de réponse rapide pour les transports », de 0,8 million de dollars E.-U., de la « Réserve pour imprévus », de 1 million de dollars E.-U., du « Compte d'opérations d'urgence », de 0,1 million de dollars E.-U., des « Emprunts – Etats Membres », de 1,7 million de dollars E.-U., du « Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM », de 0,3 million de dollars E.-U., et du « Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires », de 2,6 millions de dollars E.-U. ont été regroupées et reclassées en « Réserves ». Les informations relatives au solde de chaque réserve sont présentées séparément dans la note 18 : Réserves.

103. Aux fins de comparaison, les « Produits différés – Autres », de 1,2 million de dollars E.-U., ont été reclassés en « Produits différés – Contributions volontaires » pour 2015.

104. Les informations comparatives pour 2015 ont été retraitées après un changement de présentation effectué pour comptabiliser les gains et pertes de change nets dus à la clôture de projets dans les contributions pertinentes sous « Produits » (« Contributions volontaires – à affectation spéciale », « Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres », « Contributions volontaires – sans affectation spéciale », « Produits d'intérêts et autres produits », selon le cas). Ce changement se traduit par une reclassification, dans l'état de la performance financière, d'« Autres charges » en « Contributions volontaires – à affectation spéciale », en raison de la perte nette due aux variations de change découlant de clôtures de projet en 2015 à hauteur de 8,9 millions de dollars E.-U..

NOTE 4 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

105. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes portant intérêt ou placées à court terme (90 jours au maximum).

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Encaisse	766 433	1 051 423
Dépôts en banque – Non soumis à des restrictions	504 981 691	492 300 360
Total de l'encaisse non soumise à restrictions	505 748 124	493 351 783
Fonds de dotation Sasakawa (note 14)	2 000 000	2 000 000
Total de l'encaisse soumise à restrictions – Fonds d'affectation spéciale	2 000 000	2 000 000
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	507 748 124	495 351 783

NOTE 4 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (suite)

106. Environ 93 % de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus à la date de clôture étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar E.-U., dont approximativement 60 % sont conservés dans des comptes contrôlés par le Siège.

107. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découverts informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment.

NOTE 5 : PLACEMENTS A COURT TERME

108. Les placements à court terme sont des instruments détenus pendant une période supérieure à 90 jours, qui sont classés en tant qu'actifs courants car ils arrivent à échéance dans les 12 mois suivant la date de clôture. Au 31 décembre 2016, l'Organisation détenait des dépôts à terme avec échéance pour un montant de 311 365 629 dollars E.-U. (contre 212 822 757 dollars E.-U. en 2015), remboursables à une échéance de 90 à 365 jours.

	(en équivalent dollars E.-U.)					
	2016			2015		
	90 à 180 jours	Plus de 180 jours	Total	90 à 180 jours	Plus de 180 jours	Total
USD	10 000 000	140 000 000	150 000 000	40 000 000	140 000 000	180 000 000
EUR		125 828 330	125 828 330		32 822 757	32 822 757
GBP		28 151 775	28 151 775			
CAD	7 385 524		7 385 524			
Total	17 385 524	293 980 105	311 365 629	40 000 000	172 822 757	212 822 757

NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES

109. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque Etat Membre chaque année. Les créances sont réputées être à court terme (ce sont les contributions censées être reçues au cours de l'exercice suivant), sauf si un échéancier de paiement à long terme a été négocié avec un Etat Membre pour lui permettre de s'acquitter de ses arriérés. Les montants dus au titre d'un tel échéancier de paiement à long terme au cours d'exercices financiers ultérieurs à l'exercice suivant sont considérés comme des créances à long terme. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 - Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 12 : Produits différés (contributions reçues d'avance).

110. Les sommes à recevoir de la part de gouvernements et d'institutions bénévoles au titre d'interventions ont augmenté en 2016 pour passer à 160,24 millions de dollars E.-U. (contre 125,79 millions de dollars E.-U. en 2015), dont 91,42 millions de dollars E.-U. (compte tenu des réévaluations) de créances facturées (contre 69,51 millions de dollars E.-U. en 2015), et 68,82 millions de dollars E.-U. de créances non facturées (contre 56,28 millions de dollars E.-U. en 2015). Sur les créances facturées au 31 décembre 2016, 72,5 millions de dollars E.-U. avaient été reçus au 31 mars 2017.

NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

111. Les créances facturées (y compris leur réévaluation) au 31 décembre 2016 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Créance sur	Dollars E.-U.	
	Créances facturées en 2016	Entrées de trésorerie ultérieures jusqu'au 31 mars 2017
Le Gouvernement des Etats-Unis	20 028 046	19 623 828
La Commission européenne	13 533 775	12 109 977
Des organisations des Nations Unies	11 286 955	10 305 110
Le Gouvernement de l'Australie	9 998 973	9 733 127
Le Gouvernement des Philippines	7 536 836	0
Le Gouvernement du Canada	6 888 031	6 768 870
Le Gouvernement du Royaume-Uni	4 148 977	4 147 647
Le Gouvernement de l'Allemagne	3 506 932	1 695 438
Le Gouvernement de la Colombie	2 731 844	2 653 587
Autres	11 759 296	5 423 753
Total	91 419 665	72 461 337

112. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

113. Au 31 décembre 2016, les créances facturées à recevoir par l'Organisation depuis plus d'un an s'élevaient à 10,7 millions de dollars E.-U. (contre 4,1 millions de dollars E.-U. en 2015). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont la majorité (83 %) sont à moins de 120 jours.

**Ventilation des créances facturées, y compris les réévaluations et
non compris les remboursements/annulations de factures
(en millions de dollars E.-U.)**

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
60,43	15,86	4,40	10,73	91,42
66 %	17 %	5 %	12 %	100 %

NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

114. Le tableau ci-après récapitule les sommes à recevoir et les provisions pour créances douteuses correspondantes.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Créances à court terme		
Créances – Contributions volontaires – Donateurs	160 239 380	125 787 900
Contributions volontaires nettes dues	160 239 380	125 787 900
Créances – Contributions assignées	4 271 318	5 236 426
A déduire : provisions pour créances douteuses	(1 857 141)	(2 605 778)
Contributions assignées nettes dues	2 414 177	2 630 648
Créances – Autres	15 139 061	12 596 648
A déduire : provisions pour créances douteuses	(259 699)	(257 682)
Créances nettes – Autres	14 879 362	12 338 966
Total partiel : Créances à court terme	177 532 919	140 757 514
Créances à long terme		
Créances – Contributions assignées	456 743	521 295
Créances – Autres	2 305 831	1 060 949
Total partiel : Créances à long terme	2 762 574	1 582 244
Total des créances	180 295 493	142 339 758

115. Les autres créances à court terme et à long terme issues d'opérations avec contrepartie directe sont principalement des sommes à recevoir de fournisseurs, à hauteur de 12,3 millions de dollars E.-U. (contre 9,9 millions de dollars E.-U. en 2015), et d'autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes, à hauteur de 4,4 millions de dollars E.-U. (contre 3,1 millions en 2015), ainsi que des intérêts courus, à hauteur de 0,7 million de dollars E.-U. (contre 0,6 million de dollars E.-U. en 2015).

NOTE 7 : STOCKS

116. Les mouvements des stocks mondiaux d'articles prépositionnés pendant la période considérée (2016) sont présentés dans le tableau ci-après.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Solde au 1^{er} janvier 2016	144 723	
Ajouts	716 932	624 102
Transfert aux projets aux fins de distribution aux bénéficiaires	(588 588)	(479 379)
Annulations	(351)	
Solde au 31 décembre 2016	272 716	144 723

NOTE 8 : IMMEUBLES DE PLACEMENT

117. Le 6 septembre 2016, l'OIM a acquis un appartement situé à Meyrin, une commune du Canton de Genève (Suisse), dont il lui a été fait don librement. La juste valeur de cet appartement, qui comprend un garage, a été fixée à 855 000 francs suisses (équivalant à 865 979 dollars E.-U.) selon une évaluation indépendante fondée sur les prix en vigueur sur un marché actif pour un bien immeuble comparable au même endroit et dans le même état. L'OIM détient l'appartement pour la vente. A sa connaissance, la législation ou la réglementation locale ne restreint pas son droit de réaliser pleinement le produit de la vente de ce bien.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS

118. Le tableau ci-après récapitule les autres actifs, qui consistent en acomptes fournisseurs, en dépôts de garantie et en gains non réalisés : instruments financiers – dérivés.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Créances à court terme		
Acomptes fournisseurs	62 829 846	56 519 548
Dépôts de garantie	867 082	844 072
Gains non réalisés : Instruments financiers – produits dérivés	826 040	
Total partiel : Créances à court terme	64 522 968	57 363 620
Créances à long terme		
Dépôts de garantie	1 691 243	998 143
Total partiel : Créances à long terme	1 691 243	998 143
Total : autres actifs	66 214 211	58 361 763

119. Les acomptes fournisseurs de 62,82 millions de dollars E.-U. (contre 56,52 millions de dollars E.-U. en 2015) sont des avances faites aux partenaires d'exécution, fournisseurs, consultants et fournisseurs de services.

NOTE 10 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

120. L'Organisation est propriétaire de bâtiments à usage de bureaux dans six pays, à savoir l'Argentine, l'Australie, l'Etat plurinational de Bolivie, le Chili, le Pérou et la Suisse. Pour donner une idée exacte de la valeur des terrains et des bâtiments que possède l'OIM, ceux-ci ont été réévalués à leur juste valeur au 31 décembre 2016, déterminée sur la base d'évaluations indépendantes effectuées par des experts dans chacun des pays dans lesquels ils se trouvent. Ces évaluations, menées conformément aux règles d'évaluation internationales édictées par l'International Valuation Standards Council, comportaient des hypothèses quant aux conditions actuelles du marché.

121. L'augmentation de la juste valeur des bâtiments et des terrains en 2016, à hauteur de 2 057 476 dollars E.-U., est compensée par une perte de réévaluation de 1 923 602 dollars E.-U. due à des fluctuations du taux de change. L'augmentation de l'écart entre la valeur précédente et la juste valeur des bâtiments et des terrains est comptabilisée dans la réserve de réévaluation d'actifs, qui forme un élément distinct de l'actif net/capitaux.

122. En 2016, des actifs ont été donnés à l'OIM, dont la valeur est estimée à 51 020 dollars E.-U. (contre 251 584 dollars E.-U. en 2015). Ce montant a été comptabilisé dans l'année en tant qu'acquisition sous « Immobilisations corporelles ». La juste valeur de ces actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

123. Les immobilisations corporelles détenues en 2016 et en 2015 sont résumées dans les tableaux ci-après.

NOTE 10 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Dollars E.-U.	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût au 1 ^{er} janvier 2016	251 296	30 117 065	9 108 762	55 201 446	10 649 642	17 378 681	1 249 761	123 956 653
Acquisitions			1 532 081	9 448 218	1 892 237	2 629 721		15 502 257
Sorties			(179 243)	(3 632 950)	(329 081)	(606 676)	(422 482)	(5 170 432)
Transferts				35 040	12 285	18 400		65 725
Perte de réévaluation due aux fluctuations du taux de change	(96 901)	(1 826 701)						(1 923 602)
Réévaluation comptabilisée	61 026	1 996 450						2 057 476
Coût au 31 décembre 2016	215 421	30 286 814	10 461 600	61 051 754	12 225 083	19 420 126	827 279	134 488 077
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2016		(384 805)	(5 907 383)	(38 925 500)	(7 753 806)	(11 716 741)	(1 035 023)	(65 723 258)
Amortissement		(674 099)	(1 389 631)	(9 496 937)	(1 357 746)	(2 288 074)		(15 206 487)
Sorties			146 056	3 506 821	319 106	471 932	207 744	4 651 659
Transferts				(35 040)	(12 285)	(18 400)		(65 725)
Reprise de l'amortissement cumulé pour le bâtiment réévalué		1 058 904						1 058 904
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016			(7 150 958)	(44 950 656)	(8 804 731)	(13 551 283)	(827 279)	(75 284 907)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2016	251 296	29 732 260	3 201 379	16 275 946	2 895 836	5 661 940	214 738	58 233 395
Valeur comptable nette au 31 décembre 2016	215 421	30 286 814	3 310 642	16 101 098	3 420 352	5 868 843		59 203 170

Dollars E.-U.	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût au 1 ^{er} janvier 2015	251 296	33 163 337	7 986 857	48 570 093	9 738 144	14 686 134	1 143 954	115 539 815
Acquisitions		392 670	1 586 763	11 001 555	1 564 797	3 524 593	186 638	18 257 016
Sorties			(540 940)	(4 403 110)	(490 300)	(832 046)		(6 266 396)
Transferts			76 082	32 908	(162 999)		(80 831)	(134 840)
Perte de réévaluation due aux fluctuations du taux de change		(1 218 962)						(1 218 962)
Réévaluation comptabilisée		(2 219 980)						(2 219 980)
Coût au 31 décembre 2015	251 296	30 117 065	9 108 762	55 201 446	10 649 642	17 378 681	1 249 761	123 956 653
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2015		(2 099 451)	(5 231 965)	(35 078 141)	(6 980 544)	(10 681 787)	(904 765)	(60 976 653)
Amortissement		(701 338)	(1 182 335)	(8 127 716)	(1 318 812)	(1 800 503)	(162 944)	(13 293 648)
Sorties			538 283	4 311 009	411 427	765 549		6 026 268
Transferts			(31 366)	(30 652)	134 123		32 686	104 791
Reprise de l'amortissement cumulé pour le bâtiment réévalué		2 415 984						2 415 984
Amortissement cumulé au 31 décembre 2015		(384 805)	(5 907 383)	(38 925 500)	(7 753 806)	(11 716 741)	(1 035 023)	(65 723 258)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2015	251 296	31 063 886	2 754 892	13 491 952	2 757 600	4 004 347	239 189	54 563 162
Valeur comptable nette au 31 décembre 2015	251 296	29 732 260	3 201 379	16 275 946	2 895 836	5 661 940	214 738	58 233 395

NOTE 11 : ACTIFS INCORPORELS

124. Les actifs incorporels sont résumés dans le tableau suivant :

Dollars E.-U.	2016			2015		
	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total
Coût au 1 ^{er} janvier	196 711	196 239	392 950	108 987	134 261	243 248
Acquisitions	93 499		93 499	37 650	61 978	99 628
En cours de développement						
Sorties				(11 566)		(11 566)
Transferts				61 640		61 640
Coût au 31 décembre	290 210	196 239	486 449	196 711	196 239	392 950
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier	(148 687)	(14 839)	(163 526)	(54 466)		(54 466)
Amortissement	(38 989)	(19 624)	(58 613)	(35 464)	(14 839)	(50 303)
Sorties				2 883		2 883
Transferts				(61 640)		(61 640)
Amortissement cumulé au 31 décembre	(187 676)	(34 463)	(222 139)	(148 687)	(14 839)	(163 526)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier	48 024	181 400	229 424	54 521	134 261	188 782
Valeur comptable nette au 31 décembre	102 534	161 776	264 310	48 024	181 400	229 424

125. Le bâtiment du Siège à Genève (Suisse) est situé sur un terrain mis à disposition par le canton de Genève pendant 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. Bien que l'Organisation ait le droit de céder ce bien à une autre organisation internationale, le canton pourrait refuser de donner son approbation sous certaines conditions. Les droits fonciers reviendront au canton à la fin du bail. Etant donné les diverses conditions auxquelles sont assujettis les droits d'utilisation du terrain et sa cession, les droits fonciers ne sont pas évalués en tant qu'actifs dans l'état de la situation financière.

NOTE 12 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE)

126. Les contributions reçues des donateurs avant exécution au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 759 957 757 dollars E.-U. (contre 667 558 734 dollars E.-U. (montant retraité) en 2015). Les contributions assignées reçues d'Etats Membres avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées à 573 483 dollars E.-U. (contre 542 247 dollars E.-U. en 2015), comme indiqué dans le tableau suivant.

Etats Membres	Francs suisses
Albanie	136
Bénin	26 962
Burkina Faso	53 147
Costa Rica	3 233
République démocratique du Congo	7 357
Guinée	13
Guyana	564
Kirghizistan	3 808
Libéria	3 944
Niger	2 824
Pologne	459 351
Afrique du Sud	26 480
Royaume-Uni	1
Total des produits différés – Contributions assignées – Francs suisses	587 820
Total des produits différés – Contributions assignées – Dollars E.-U.(au taux de 1,025)	573 483

NOTE 12 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE) (suite)

127. Les autres contributions différées, reçues des migrants et des personnes couvrant leurs propres dépenses, et les acomptes des clients se sont élevés à 13 850 627 dollars E.-U. (contre 13 772 080 dollars E.-U. (montant retraité) en 2015).

NOTE 13 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

128. Les indemnités de cessation de service sont la somme des indemnités dues par l'Organisation aux membres du personnel à la cessation de service en application du contrat d'emploi ou du Statut et Règlement du personnel. Ces indemnités englobent : la compensation des jours de congé non pris, les frais de rapatriement et de voyage pour le personnel international, les prestations pour cessation de service et les primes d'assurance maladie du personnel à la retraite. En ce qui concerne les obligations en matière d'indemnités de cessation de service qui se rapportent aux indemnités de départ, etc., voir la note 18 : Réserves.

129. A sa soixante-douzième session, en novembre 1996, le Conseil a adopté une méthode budgétaire de financement des indemnités de cessation de service dues au personnel relevant de la partie administrative du budget, selon laquelle ces paiements doivent être financés moyennant une allocation annuelle calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2016, le budget alloué au titre des indemnités de cessation de service s'est élevé à 700 000 francs suisses (soit le même montant qu'en 2015), alors que les sommes effectivement versées se sont élevées à 264 360 francs suisses (contre 776 283 francs suisses en 2015). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les prestations à leur verser. Le passif non provisionné concernant les avantages du personnel relevant de la partie administrative du budget s'élève à 13,4 millions de dollars E.-U. (contre 12,7 millions de dollars E.-U. en 2015).

130. A cette même session, le Conseil a décidé que les indemnités de cessation de service versées au personnel relevant de la partie opérationnelle du budget seraient financées par une commission représentant un pourcentage fixe des coûts salariaux.

131. Les membres du personnel (et les personnes à leur charge) affiliés au plan d'assurance maladie ou au plan médical peuvent bénéficier d'une assurance maladie après la cessation de service en vue de laquelle l'OIM contribue aux primes d'assurance.

132. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies pour l'assurance médicale après la cessation de service a été déterminée à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste notamment à actualiser les sorties futures de fonds estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de premier rang.

133. Les Statuts de la CCPNU disposent que le Comité mixte doit faire procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon l'approche globale avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objet de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants au regard de ses obligations.

134. L'obligation financière de l'OIM envers la CCPNU consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (soit, actuellement, 7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations affiliées), ainsi que sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel, en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut que l'Assemblée générale des Nations Unies ait invoqué les dispositions de l'article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Chaque organisation affiliée doit apporter pour couvrir ce déficit un montant proportionnel au total des cotisations qu'elle a payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

NOTE 13 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

135. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2015 a fait apparaître un excédent de 0,16 % (contre un déficit de 0,72 % dans l'évaluation effectuée en 2013) de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, laissant entendre que pour que l'équilibre soit atteint au 31 décembre 2015, il aurait fallu que le taux de cotisation soit de 23,54 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, alors qu'il n'était que de 23,70 %. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée au 31 décembre 2017.

136. Au 31 décembre 2015, le ratio de capitalisation de l'actif actuariel par rapport au passif actuariel, à supposer qu'il n'y ait pas d'ajustements de pension futurs, se situait à 141,1 % (contre 127,5 % dans l'évaluation effectuée en 2013). Le ratio de capitalisation se situait à 100,9 % (91,2 % dans l'évaluation effectuée en 2013) si l'on tient compte du système actuel d'ajustement des pensions.

137. Après avoir évalué l'équilibre actuariel du Fonds, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'y avait pas lieu, au 31 décembre 2015, de demander les paiements prévus, en cas de déficit, par l'article 26 des Statuts de la Caisse, étant donné que la valeur actuarielle des actifs était supérieure à la valeur actuarielle de l'ensemble des charges à payer par le Fonds. En outre, la valeur de réalisation des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de l'intégralité des droits échus à prestations à la date d'évaluation. Lors de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

138. Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies vérifie chaque année les comptes de la CCPNU et présente au Comité mixte de la Caisse un rapport sur ses audits chaque année. La CCPNU publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés à l'adresse www.unjspf.org. En 2016, la cotisation de l'OIM à la Caisse s'est élevée à 31,2 millions de dollars E.-U. (contre 27,8 millions de dollars E.-U. en 2015).

139. Les provisions et les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Sommes dues à court terme		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	8 126 746	7 937 623
CCPPNU	52 920	39 304
Autres sommes à payer au personnel	4 538 236	5 061 491
Total partiel : Sommes dues à court terme	12 717 902	13 038 418
Sommes dues à long terme		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	81 222 116	77 288 683
Total partiel : Sommes dues à long terme	81 222 116	77 288 683
Total des sommes dues au titre des avantages du personnel	93 940 018	90 327 101

NOTE 13 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

140. Les sommes dues au titre des avantages du personnel sont ventilées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
PASSIF A COURT TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :		
Compensation des congés annuels non pris	2 768 963	3 301 099
Prime de rapatriement	468 466	518 756
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	1 166 471	1 749 084
Indemnités dues à la cessation de service	227 717	237 094
Retraite anticipée	14 804	28 208
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	1 900 929	1 201 204
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	1 579 396	902 178
Total partiel : Passif à court terme au titre des avantages du personnel	8 126 746	7 937 623
PASSIF A LONG TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :		
Compensation des congés annuels non pris	27 997 290	22 091 969
Prime de rapatriement	13 509 531	14 872 066
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	11 794 315	11 705 415
Indemnités dues à la cessation de service	6 846 355	7 105 265
Retraite anticipée	149 686	188 774
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	15 603 468	16 157 935
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	5 321 471	5 167 259
Total partiel : Passif à long terme au titre des avantages du personnel	81 222 116	77 288 683
Total : Passif au titre des avantages du personnel	89 348 862	85 226 306

Hypothèses et méthodes actuarielles

141. Chaque année, l'OIM examine et choisit les hypothèses et méthodes qu'utilisera l'actuaire pour déterminer les besoins en matière de charges et de contributions au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des indemnités de rapatriement et des prestations dues à la cessation de service. Les hypothèses à la date de clôture servent à déterminer la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à cette date ainsi que les charges pour pensions au cours de l'exercice suivant.

142. Le tableau ci-après présente les principales hypothèses financières utilisées au 31 décembre 2016 et au 31 décembre 2015.

	2016	2015
Taux d'actualisation		
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en francs suisses)	0,60 %	0,80 %
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en dollars E.-U.)	4,20 %	4,40 %
Allocation de rapatriement	3,50 %	3,50 %
Indemnité de départ	3,50 %	3,50 %
Augmentations des salaires		
Personnel de la catégorie des administrateurs	3,01 %	2,71 %
Personnel de la catégorie des services généraux	5,60 %	6,20 %
Indice des prix à la consommation		
Francs suisses	0,40 %	0,50 %
Dollars E.-U.	2,00 %	2,00 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	3,50 %	Selon l'indice des prix à la consommation

NOTE 13 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

143. Choix du taux d'actualisation : La méthode suivie pour fixer le taux d'actualisation, et notamment le taux utilisé pour actualiser les obligations en matière de prestations dues à la cessation de service (provisionnées et non provisionnées), rend compte de la valeur temps de l'argent. La monnaie et l'échéance de l'instrument financier choisi pour rendre compte de la valeur temps de l'argent sont conformes à la monnaie et à la durée estimative des obligations en matière de prestations dues à la cessation de service. Le taux d'actualisation correspond au calendrier estimatif du paiement des prestations. L'OIM a estimé que le marché des obligations d'entités de première qualité constituait la meilleure référence. Elle a pris en considération les conditions prévalant sur le marché des obligations au 31 décembre 2016 en Suisse, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Le taux d'actualisation a été calculé comme un taux équivalent unique fondé sur les obligations de sociétés notées AAA et AA, déterminé à l'aide de la courbe de rendement Mercer compte tenu de la longévité du passif.

144. Choix du taux d'augmentation de la cotisation maladie : La méthode suivie pour fixer le taux d'augmentation de la cotisation maladie est fondée sur des hypothèses relatives aux coûts médicaux qui tiennent compte de l'évolution future estimative du coût des services médicaux sous l'effet tout à la fois de l'inflation et des changements particuliers survenus dans les coûts médicaux. Une entité estime les coûts médicaux futurs sur la base des données rétrospectives concernant sa propre expérience, complétées, le cas échéant, des données rétrospectives d'autres entités, compagnies d'assurance, fournisseurs de services médicaux ou autres sources. A la clôture de l'exercice, le 31 décembre 2016, l'Organisation a décidé de prendre en considération sa dernière expérience en matière d'augmentation de la cotisation pour déterminer le taux d'augmentation de la cotisation maladie. La pratique suivie auparavant avait consisté à augmenter la cotisation pour les prestations de maladie versées par l'Organisation en fonction de la fluctuation de l'indice des prix à la consommation.

145. Les tableaux ci-après contiennent des informations et une analyse complémentaires concernant les sommes dues au titre des avantages du personnel, telles que calculées par l'actuaire.

Rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Indemnités de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Valeur actuelle des obligations au 31 décembre 2016	26 514 271	8 815 779	13 977 997	7 074 072	56 382 119
Gain/(perte) actuariel(le) net(te) non comptabilisé(e)	(9 009 874)	(1 914 912)	0	0	(10 924 786)
Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2016	17 504 397	6 900 867	13 977 997	7 074 072	45 457 333
Obligations au titre des prestations définies (années antérieures) au :					
31 décembre 2015	17 359 139	6 069 437	15 390 822	7 342 359	46 161 757
31 décembre 2014	16 817 173	5 369 522	13 532 904	8 140 056	43 859 655
31 décembre 2013	16 167 428	4 646 412	12 570 495	8 754 786	42 139 121

Rapprochement des obligations au titre des prestations définies	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Indemnités de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Obligations nettes au titre des prestations définies au 1 ^{er} janvier 2016	17 359 139	6 069 437	15 390 822	7 342 359	46 161 757
Coût des prestations au titre des services rendus en 2016	587 977	664 555	0	0	1 252 532
Charges financières pour 2016	613 227	237 623	518 756	237 094	1 606 700
Amortissement des pertes nettes (gains nets)	(64 317)	(5 050)	(1 316 467)	72 508	(1 313 326)
Prestations versées par le plan/la compagnie	(991,629)	(65 698)	(615 114)	(577 889)	(2 250 330)
Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2016	17 504 397	6 900 867	13 977 997	7 074 072	45 457 333

NOTE 13 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

Dépenses annuelles pour 2016	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Indemnités de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Coût des prestations au titre des services rendus en 2016	587 977	664 555	0	0	1 252 532
Charges financières pour 2016	613 227	237 623	518 756	237 094	1 606 700
Amortissement des (gains)/pertes résultant du changement d'hypothèses actuarielles	(64 317)	(5 050)	(1 316 467)	72 508	(1 313 326)
Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière au 31 décembre 2016	1 136 887	897 128	(797 711)	309 602	1 545 906

Sensibilité aux hypothèses d'évolution	Dollars E.-U.			
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service		Plan médical après la cessation de service	
	2016	2015	2016	2015
Tendance d'évaluation + 1 % (au début de l'exercice)	1,50 % - 3,00 %	1,50 % - 3,00 %	1,50 % - 3,00 %	1,50 % - 3,00 %
i. Montant du total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	1 350 183	1 691 528	1 136 892	1 106 273
ii. Effet sur le total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	148 979	192 569	234 714	220 335
Tendance d'évaluation + 1 % (à la fin de l'exercice)	4,5 %	1,50 % - 3,00 %	4,5 %	1,50 % - 3,00 %
iii. Montant des obligations au titre des prestations définies	30 074 057	20 320 917	10 126 531	6 637 622
iv. Effet sur les obligations au titre des prestations définies	3 559 786	2 117 370	1 310 752	1 185 062
Tendance d'évaluation - 1 % (au début de l'exercice)	0,00 % - 1,00 %	0,00 % - 1,00 %	0,00 % - 1,00 %	0,00 % - 1,00 %
i. Montant du total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	1 085 122	1 344 997	731 662	723 559
ii. Effet sur le total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	(116 082)	(153 962)	(170 516)	(162 379)
Tendance d'évaluation - 1 % (à la fin de l'exercice)	2,5 %	0,00 % - 1,00 %	2,5 %	0,00 % - 1,00 %
iii. Montant des obligations au titre des prestations définies	23 542 889	16 658 426	7 739 314	4 555 074
iv. Effet sur les obligations au titre des prestations définies	(2 971 382)	(1 545 121)	(1 076 465)	(897 486)

NOTE 14 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.

146. Les montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution et aux réserves de certains Etats Membres sont résumés dans le tableau ci-après.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Montants à verser à court terme		
Montants à verser sur facture	105 408 739	63 668 376
Charges constatées	2 914 452	3 209 297
Total : Montants à verser aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution	108 323 191	66 877 673

NOTE 14 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.

147. Les montants à verser sur facture concernent principalement les consultants, les partenaires d'exécution et les fournisseurs.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Montants à verser à court terme		
Remboursements dus	7 304 379	8 005 038
Autre passif	10 325 556	10 537 797
Total partiel : Autre passif à court terme	17 629 935	18 542 835
Montants à verser à long terme		
Fonds de dotation Sasakawa (voir le paragraphe 149)	2 000 000	2 000 000
Autre passif	1 321 926	1 340 825
Total partiel : Autre passif à long terme	3 321 926	3 340 825
Total : Autre passif	20 951 861	21 883 660

148. L'autre passif concerne principalement les montants à verser aux réserves des différents Etats Membres.

149. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Solde de compte en fin d'exercice	2 000 000	2 000 000
Compte de produits		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	7 500	3 200
<u>Transfert des projets suivants au Fonds :</u>		
Soutien à l'ASEAN en vue d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée		1 051
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Réalisation d'une cartographie mondiale de la multiproblématique migration, environnement et changement climatique		(4 251)
Renforcement des capacités en matière de réparations et de restitution des biens fonciers et immobiliers	(7 500)	
Solde du compte en fin d'exercice	0	0

NOTE 15 : EMPRUNTS

150. L'Organisation a emprunté des fonds au Canton de Genève pour acheter le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2016 s'est élevé à 368 600 francs suisses (comme en 2015). Le prêt en francs suisses est converti en dollars E.-U. au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Il ne porte pas d'intérêts, conformément à la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. L'emprunt initial et les montants restant dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Francs suisses	
	2016	2015
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(11 733 772)	(11 365 172)
Solde du prêt – Francs suisses	6 266 228	6 634 828
Solde du prêt – Dollars E.-U.	6 113 393	6 695 084
Remboursements à court terme	359 610	371 948
Remboursements à long terme	5 753 783	6 323 136
Solde du prêt – Dollars E.-U.	6 113 393	6 695 084
Taux de change à la clôture de l'exercice (francs suisses/dollars E.-U.)	1,025	0,991

NOTE 16 : RESSOURCES REPORTEES

151. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), le résultat net des programmes d'opérations à la fin de 2016 est le suivant :

- a) Un excédent de 1 177 147 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre un déficit de 650 867 dollars E.-U. en 2015) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 7 830 918 dollars E.-U. (contre 1 888 300 dollars E.-U. en 2015), qui porte à 31 356 545 dollars E.-U. le montant total de la réserve (contre 23 525 627 dollars E.-U. en 2015).

152. Le montant des revenus de soutien opérationnel n'est pas prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Ainsi, des fonds devront être retirés de cette réserve si le montant des revenus de soutien opérationnel disponibles à la fin de l'exercice financier est inférieur au budget approuvé après application de la moyenne triennale adoptée par les Etats Membres.

153. Conformément à la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012, et à la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 portant approbation des décisions du Comité exécutif, les Etats Membres avaient approuvé l'utilisation de l'excédent cumulé de 557 251 francs suisses au 31 décembre 2008 pour financer des dépenses administratives exceptionnelles au Centre administratif de Manille. Sur cette somme, 403 878 francs suisses (316 955 dollars E.-U.) avaient été utilisés au 31 décembre 2016. Les Etats Membres avaient également approuvé l'utilisation de l'excédent de 42 518 francs suisses au 31 décembre 2013 et de celui de 30 332 francs suisses au 31 décembre 2014 pour financer des dépenses exceptionnelles liées au perfectionnement et à la formation du personnel. Au 31 décembre 2016, l'intégralité de cette somme, soit 72 850 francs suisses, a été utilisée.

NOTE 16 : RESSOURCES REPORTEES (suite)

154. Les ressources reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.		
	2016	2015	(Augmentation)/ diminution
Ressources reportées – Excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	474 652	474 652	
Ressources de l'exercice en cours	(1 824 388)	(1 655 081)	169 307
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif – Exercices précédents	(529 967)	(451 300)	78 667
Impact net de l'ajustement IPSAS	(11 139 092)	(11 139 092)	
Programme administratif : Ressources reportées	(13 018 795)	(12 770 821)	247 974
Programmes d'opérations			
Programmes d'opérations – Revenus de soutien opérationnel	31 356 545	23 525 627	(7 830 918)
Mécanisme de sécurité du personnel	4 353 569	3 176 422	(1 177 147)
Excédents/(déficits) cumulés	8 198 228	8 196 657	(1 571)
Impact net de l'ajustement IPSAS	22 131 292	20 246 347	(1 884 945)
Programmes d'opérations : Ressources reportées	66 039 634	55 145 053	(10 894 581)
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés	53 020 839	42 374 232	(10 646 607)
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe	34 165 818	28 262 423	(5 903 395)
Conversions monétaires (gains/(pertes))	(88 671 137)	(86 483 702)	2 187 435
Total des ressources reportées	(1 484 480)	(15 847 047)	(14 362 567)

155. L'impact net de l'ajustement IPSAS précité, à hauteur de 1 888 945 dollars E.-U. en 2016, pour ce qui est des programmes d'opérations est le suivant : reprise des amortissements cumulés des bâtiments et des terrains, qui ont été réévalués à leur juste valeur au 31 décembre 2016 à hauteur de 1 058 904 dollars E.-U. (voir la note 10), et comptabilisation des gains non réalisés sur les instruments financiers – produits dérivés, à hauteur de 826 040 dollars E.-U. (voir la note 9).

NOTE 17 : SOLDE CUMULATIF

156. Le solde cumulatif reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Excédents/(déficits) cumulés		
Opérations sans contrepartie directe	53 020 839	42 374 232
Opérations avec contrepartie directe	34 165 818	28 262 423
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés	87 186 657	70 636 655
Conversions monétaires (gains/(pertes))	(88 671 137)	(86 483 702)
Total : Excédents/(déficits) cumulés	(1 484 480)	(15 847 047)

NOTE 17 : SOLDE CUMULATIF

157. Le montant des conversions monétaires (gains/(pertes)) reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Solde d'ouverture en début d'exercice	(86 483 702)	(50 663 691)
Gains/(pertes) de change réalisé(e)s	715 675	(31 689 047)
Gains/(pertes) de change non réalisé(e)s	(153 467)	(3 101 110)
Total partiel : Gains/(pertes) de change	562 208	(34 790 156)
Perte de réévaluation des bâtiments due à des fluctuations du taux de change (voir la note 10)	(1 923 602)	(1 218 962)
Instruments financiers – produits dérivés (voir la note 9)	(826 040)	189 107
Solde de clôture en fin d'exercice	(88 671 137)	(86 483 702)

158. Le montant des conversions monétaires (gains/(pertes)), à hauteur de (88 671 137 dollars E.-U.) (contre 86 483 702 dollars E.-U. en 2015), représente principalement la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères converties en dollars E.-U., ainsi que les éventuels profits et pertes de change réalisés lors du règlement des montants à verser et à recevoir et les soldes des projets achevés enregistrés dans une devise autre que le dollar E.-U..

NOTE 18 : RESERVES

159. Les réserves reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Réserves		
Réserve pour cessation de service	70 889 676	56 579 685
Fonds de réponse rapide pour les transports	814 662	811 797
Réserve pour imprévus	1 000 000	1 000 000
Compte d'opérations d'urgence	129 594	129 594
Emprunts – Etats Membres	1 680 400	1 680 400
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM (voir l'appendice 6)	311 553	311 553
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	3 426 978	2 613 577
Total des réserves	78 252 863	63 126 606

Réserve pour cessation de service

160. Des fonds ont été réservés pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service. Par exemple, le Statut et Règlement du personnel prévoit que des indemnités de départ soient versées au personnel dont les contrats sont résiliés avant leur échéance. La part de la réserve des indemnités de cessation de service allouée à cette fin s'est élevée à 70 889 676 dollars E.-U. (contre 56 579 685 dollars E.-U. en 2015).

NOTE 18 : RESERVES (suite)**Fonds de réponse rapide pour les transports**

161. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

162. Il sera fait appel à ce Fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'assurer le transport lors de rapatriements librement consentis, de mouvements de retour, de la réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

163. Toute utilisation dûment autorisée du Fonds sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le Fonds seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	811 797	806 924
<u>Contributions au Fonds</u>		
Intérêts créditeurs	2 865	4 873
Total des contributions au Fonds	2 865	4 873
<u>Remboursement des projets suivants au Fonds :</u>		
Afflux de Burundais - République-Unie de Tanzanie		500 000
Transport de personnes déplacées - Malawi	100 000	
Total des remboursements de projets au Fonds	100 000	500 000
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Afflux de Burundais - République-Unie de Tanzanie		500 000
Transport de personnes déplacées - Malawi	100 000	
Total des dépenses	100 000	500 000
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	814 662	811 797

Réserve pour imprévus

164. L'utilisation de la réserve pour imprévus, d'un montant de 1 000 000 dollars E.-U., est régie par la résolution du Conseil n° 413 du 17 novembre 1967.

Compte d'opérations d'urgence

165. Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account - (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

NOTE 18 : RESERVES (suite)

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Solde d'ouverture de l'EPA en début d'exercice	129 594	129 594
Transferts de l'EPA au projet suivant :		
Réponse aux besoins de personnes déplacées et appui à l'intervention d'urgence au Malawi		100 000
Total des transferts de l'EPA à des projets	0	100 000
Remboursements à l'EPA du projet suivant :		
Réponse aux besoins de personnes déplacées et appui à l'intervention d'urgence au Malawi		100 000
Total des remboursements de projets à l'EPA	0	100 000
Bilan de clôture de l'EPA en fin d'exercice	129 594	129 594

Emprunts contractés auprès des Etats Membres

166. Une réserve de caisse de 1 680 400 dollars E.-U., obtenue à l'aide de prêts sans intérêt consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre du programme administratif ou des programmes d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires

167. Créé par la résolution du Conseil n° 1229 du 5 décembre 2011, le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires est destiné à faire la soudure entre le lancement d'opérations d'urgence et le moment auquel sont reçus les fonds des donateurs. Il est financé par des contributions volontaires provenant de sources aussi diverses que possible, dont les Etats Membres, le secteur privé et les particuliers, et les éventuels intérêts cumulés sont portés au crédit du Mécanisme. Le Directeur général est autorisé à prélever des fonds sur le Mécanisme pour garantir une intervention rapide dans une situation d'urgence entraînant des migrations, en attendant la réception des contributions des donateurs pour ladite situation d'urgence. Le Mécanisme est réapprovisionné dès réception des contributions des donateurs, dans la limite des fonds alloués pour ladite situation d'urgence.

**Etat financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016**

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Bilan initial reporté en début d'exercice	2 613 577	4 769 665
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	10 771	5 297
Contributions au Mécanisme		
Bangladesh		1 002 175
Philippines		20 000
Suède		232 234
Total des contributions et des intérêts versés au Mécanisme	2 624 348	6 029 371

NOTE 18 : RESERVES (suite)

Etat financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016 (suite)

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Transferts au Mécanisme des projets suivants :		
Evacuation d'urgence au Yémen	600 000	
Intervention d'urgence à l'intention de l'Equateur	500 000	
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Nigéria	446 000	750 000
Etablissement d'un bureau de l'OIM en République centrafricaine	333 226	
Intervention d'urgence en réponse au cyclone tropical aux Fidji	200 000	
Collecte de données locales et dépôt de stockage de données sur les flux migratoires à destination de l'Europe	50 000	
Aide d'urgence aux pêcheurs victimes de la traite en Papouasie-Nouvelle-Guinée	13 404	
Intervention d'urgence en réponse au cyclone Pam au Vanuatu		100 000
Intervention d'urgence en réponse au typhon Maysak dans les Etats fédérés de Micronésie		100 000
Aide d'urgence aux migrants en détresse dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie et Somalie (Puntland)) au départ du Yémen		1 000 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Népal		1 000 000
Aide humanitaire aux migrants dans le golfe du Bengale et la mer d'Andaman		1 000 000
Riposte aux inondations au Myanmar en 2015		100 000
Intervention d'urgence à l'intention des Balkans occidentaux		124 206
Enquête sur les intentions de retour des réfugiés somaliens à Dadaab (Kenya)		100 000
Total des contributions, des intérêts et des transferts au Mécanisme	4 766 978	10 303 577
Transferts du Mécanisme aux projets suivants :		
Dépenses administratives et de personnel afférentes à la gestion annuelle du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	40 000	
Intervention d'urgence à l'intention de l'Equateur	500 000	
Intervention d'urgence en réponse au cyclone tropical aux Fidji	200 000	
Evacuation d'urgence au Yémen	600 000	
Dépenses administratives et de personnel afférentes à la gestion annuelle du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires		40 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Nigéria		1 500 000
Intervention d'urgence en réponse au cyclone Pam au Vanuatu		100 000
Intervention d'urgence en réponse au typhon Maysak dans les Etats fédérés de Micronésie		100 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Népal		1 000 000
Aide humanitaire aux migrants dans le golfe du Bengale et la mer d'Andaman		1 000 000
Aide d'urgence aux migrants en détresse dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie et Somalie (Puntland)) au départ du Yémen		3 000 000
Aide d'urgence aux pêcheurs victimes de la traite en Papouasie-Nouvelle-Guinée		100 000
Riposte aux inondations au Myanmar en 2015		100 000
Intervention d'urgence à l'intention des Balkans occidentaux		550 000
Création d'un réseau d'information aux fins d'alerte rapide le long de la route migratoire entre la Grèce et la Serbie		50 000
Collecte de données locales et dépôt de stockage de données sur les flux migratoires à destination de l'Europe		50 000
Amélioration des abris destinés aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Dominique – Guyana		100 000
Montant total des dépenses	1 340 000	7 690 000
Bilan de clôture reporté en fin d'exercice	3 426 978	2 613 577

NOTE 19 : PASSIFS EVENTUELS**Cofinancement**

168. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement pendant la durée du projet. A ce jour, elle a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds de l'OIM pour le développement en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant ou clôturant certaines activités de projet. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des Etats Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives tenues le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place en interne pour faire face à ce problème. Le groupe chargé de la question du cofinancement, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, a été créé pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris ainsi que les moyens permettant de financer les besoins de cofinancement. Au 31 décembre 2016, huit projets de l'OIM étaient en cours jusqu'en 2017 et au-delà, dont quatre présentaient la possibilité d'un engagement de cofinancement à hauteur de 476 715 dollars E.-U.. Les administrateurs des projets visés sont tenus de rechercher activement des solutions pour satisfaire intégralement à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

Comptes bancaires gelés au Guatemala

169. Quatre comptes bancaires ouverts au nom de l'OIM à la Banque rurale de développement du Guatemala (Banrural) ont été gelés par décision d'un tribunal guatémaltèque en 2008. En juin 2012, les 17 comptes restants que possédait l'OIM à la Banrural ont eux aussi été gelés par décision de justice. Les actions qui ont débouché sur ces gels ont été engagées à l'initiative de Tradeco, une société de construction mexicaine, dans l'attente du règlement d'un litige impliquant Tradeco, FONAPAZ (le Fonds national pour la paix) et l'OIM. Ce litige concerne un projet de construction de route inachevé, administré par l'OIM avec des fonds du Gouvernement du Guatemala pour le compte de FONAPAZ (voir l'appendice 9). Des discussions sur les modalités d'un règlement de ce litige de longue date ont été engagées à un niveau politique élevé entre le Gouvernement du Guatemala, le Gouvernement du Mexique, Tradeco, ainsi que des fonctionnaires du Siège et des structures extérieures de l'OIM. Le 27 décembre 2012, la somme de 10 828 513 dollars E.-U. a été débitée des 21 comptes de dépôt gelés de l'OIM à Banrural. Cette mesure n'avait pas donné lieu à une notification préalable à l'OIM. Le débit a été constaté le 2 janvier 2013 dans le cadre des procédures comptables de fin d'exercice. L'OIM a intenté une action en justice le 7 janvier 2013 en vue de recouvrer ces fonds, y compris la somme de 32 121 dollars E.-U. correspondant aux intérêts, à la date de décembre 2012, sur les sommes débitées. Le 7 février 2013, la justice a ordonné à la banque de créditer ce montant à l'OIM mais, à ce jour, elle n'a pas obtempéré. Il convient de signaler que l'OIM a mis fin à toute coopération officielle avec FONAPAZ en 2010. Elle a clos la grande majorité des sous-projets financés par FONAPAZ. En mars 2015, la Cour constitutionnelle du Guatemala, la plus haute instance judiciaire du pays, a admis que, étant donné que les privilèges et immunités de l'OIM avaient été violés, et afin de respecter les procédures régulières, il y avait lieu de rétablir la situation antérieure à la date à laquelle l'OIM avait été informée de l'action en justice. La justice suit maintenant son cours en vue de l'exécution de cette décision qui devrait se traduire par la levée du gel des fonds de l'OIM.

Rejet de dépenses éventuel

170. L'OIM est engagée depuis 2008 dans un projet financé par USAID qui vise à fournir des installations sanitaires et éducatives à des populations déplacées en Afghanistan. Un sous-traitant local travaillant dans la construction, qui a été congédié pour résultats insatisfaisants, réclame à l'OIM des dommages-intérêts d'environ 1,2 million de dollars E.-U. et a l'intention d'engager une procédure d'arbitrage devant la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. L'OIM prévoit de se défendre et de s'opposer à sa demande.

NOTE 19 : PASSIFS EVENTUELS (suite)**Projet de vote à l'intention des expatriés irakiens**

171. A la fin de 2004, l'OIM a été choisie par le Gouvernement intérimaire de l'Iraq pour gérer la participation des ressortissants irakiens de l'étranger aux premières élections organisées après la mise en place de l'administration provisoire dite Autorité provisoire de la coalition. Ce projet, mis en œuvre par l'OIM en étroite collaboration avec une ONG, International Foundation for Election Systems, a notamment consisté à mettre en place et à gérer une série de bureaux et de bureaux de vote dans les différents pays du monde accueillant une importante diaspora irakienne, pour un budget d'environ 75 millions de dollars E.-U.. Bien que le projet et le processus de vote à l'étranger aient pu être exécutés sans heurts et sans incident à l'époque, le coût élevé a été récemment jugé contestable par le Gouvernement irakien, qui a considéré que les dépenses par personne étaient considérables puisque seulement 200 000 Irakiens de l'étranger avaient voté, alors qu'on avait escompté la participation d'un million de personnes. Le Gouvernement irakien est d'avis que les dépenses de l'OIM étaient excessives et que le coût du projet aurait dû être de 57 millions de dollars E.-U. plus bas. L'OIM est fermement convaincue que les dépenses étaient raisonnables et pleinement justifiées, d'autant que le délai de mise en œuvre était extrêmement bref – 83 jours – et que des dépenses de sécurité non négligeables avaient dû être engagées en raison des divers risques pour la sécurité à l'époque. En outre, elle estime qu'elle ne peut être tenue pour responsable du taux de participation plus bas que prévu, qui est la principale raison pour laquelle le coût par personne est élevé. Le Gouvernement a intenté une action en justice contre l'OIM devant une juridiction locale à Bagdad pour tenter de recouvrer les fonds correspondant aux dépenses contestées. Afin de parvenir à un arrangement avec le Gouvernement irakien sur cette question, une délégation de l'OIM composée de membres du personnel du Siège a rencontré des hauts fonctionnaires gouvernementaux irakiens à Amman, le 20 octobre 2015, pour engager des négociations en vue de régler les questions en suspens relatives à ce projet vieux de onze années. Le Gouvernement irakien a accepté de suspendre temporairement ses poursuites pendant la durée des négociations. Les discussions avec lui se sont poursuivies et touchent à leur fin. On s'attend à ce qu'une issue favorable soit trouvée en 2017.

NOTE 20 : ENGAGEMENTS**Engagements au titre de contrats de location simples**

172. Les paiements de location minimaux futurs globaux au titre de contrats de location simples non résiliables dans lesquels l'OIM est le preneur sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Durée des contrats de location simples (dans lesquels l'OIM est le preneur)	2016 Dollars E.-U.
1 an au plus	2 652 306
Plus d'1 an et pas plus de 5 ans	5 985 210
Plus de 5 ans	1 209 027
	9 846 543

173. Certains contrats de location simples comportent des clauses de reconduction qui permettent à l'OIM de prolonger la durée du bail après la date d'échéance du contrat initial, ainsi que des clauses d'indexation prévoyant la possibilité d'augmenter le montant du loyer annuel en fonction de la hausse de l'indice des prix du marché dans les différents pays où est implantée l'Organisation.

174. En tant que bailleur, l'OIM perçoit des paiements locatifs pour la location de bureaux situés dans les bâtiments qu'elle possède à Santiago (Chili), à Buenos Aires (Argentine) et à La Paz (Etat plurinational de Bolivie).

NOTE 21 : ACTIFS DESTINES AUX BENEFICIAIRES

175. Le matériel acheté pour des bénéficiaires qui n'a pas été remis représentait 9,4 millions de dollars E.-U. au 31 décembre 2016 (contre 11,9 millions de dollars E.-U. en 2015). Le coût de ces articles est intégralement passé en charges dans le mois de l'acquisition.

NOTE 22 : PARTIES LIEES

176. L'Organisation est dirigée par un Conseil composé de représentants des 166 Etats Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses Etats Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les Etats Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

177. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

178. Le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Conseiller juridique, le Chef de cabinet, les directeurs des départements du Siège et le Directeur du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

179. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les salaires, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau suivant :

	2016		2015	
	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)
Directeur général, Directeur général adjoint et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau du Directeur général	4	1 414 370	4	1 384 564
Autres hauts responsables	5	1 487 999	5	1 447 411

180. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Les principaux dirigeants jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Aucune rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

NOTE 23 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS

181. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire

182. Les deux premiers documents budgétaires sont approuvés par le Conseil. Quant à la Réactualisation succincte, il s'agit d'un document présenté au Conseil pour l'informer de l'état des contributions et de la mise en œuvre des projets.

183. L'OIM a reçu des fonds additionnels confirmés d'une valeur de près de 421,33 millions de dollars E.-U. au cours des quatre derniers mois de l'exercice (contre 334,91 millions de dollars E.-U. en 2015). En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu. Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvée, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

NOTE 23 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)

184. Les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général, présentés sur une base comparable, comprennent les dépenses inscrites au budget relevant des Services/Appuis figurant dans le tableau synoptique VIII des documents budgétaires C/107/15 et S/18/9 pour les activités suivantes : Personnel détaché, Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa, Droit international de la migration, Assistance humanitaire aux migrants en détresse, et autres activités diverses.

185. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire (programme administratif) (Etat V.b). La somme de 2 430 francs suisses, provenant du montant total des contributions assignées des nouveaux Etats Membres pour 2016, a servi à couvrir les dépenses liées au perfectionnement et à la formation du personnel, ainsi qu'il est indiqué dans la Révision du Programme et Budget pour 2016 (S/18/9) et comme approuvé par les Etats Membres en vertu de la résolution du CPPF n° 10 du 16 juin 2016. Les contributions additionnelles des nouveaux Etats Membres admis en milieu d'année, à hauteur de 1 291 830 francs suisses, ont été appliquées conformément à la résolution du Conseil n° 1230 du 5 décembre 2011.

186. Les sources et l'application des revenus de soutien opérationnel, y compris les reports, sont présentées séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4.

187. Les principales différences entre la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), qui a servi à établir l'état de la performance financière et le tableau des flux de trésorerie, et la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), utilisée pour établir l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, sont expliquées ci-après.

- Acquisition d'immobilisations corporelles – Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) (et aux fins de présentation des rapports aux donateurs), les coûts des actifs sont intégralement passés en charges dans le mois de l'acquisition. Dans l'état de la situation financière, dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les actifs acquis sont capitalisés et amortis conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.
- Avantages du personnel – Comme il est indiqué dans la note 13 (Sommes dues au titre des avantages du personnel), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les indemnités de cessation de service sont passées en charges lorsqu'elles sont versées au titre de la partie administrative du budget. Au titre de la partie opérationnelle du budget, ces sommes dues sont passées en charges sur la base d'un pourcentage fixe des coûts salariaux, comme établi par le Conseil. Dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les charges au titre de ces avantages tiennent également compte de la modification de la provision (passif) constituée pour chaque avantage, selon les calculs de l'actuaire ou de l'Organisation conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.

NOTE 23 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)

Rapprochement des états de comparaison des montants budgétés et des montants réels (Etats V.a et V.b) et de l'état de la performance financière (Etat II)

	Dollars E.-U.			
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités d'emprunt	Total
Différences relatives aux entités – programme administratif				
Excédent (déficit) pour l'exercice	(77 091)			(77 091)
Ajustement pour excédent de charges reporté	641 295			641 295
Excédent du programme administratif pour l'exercice selon la comptabilité budgétaire (Etat V.b) en dollars E.-U.	564 204			564 204
Différences relatives aux entités – programmes d'opérations				
Produits opérationnels selon la comptabilité budgétaire	1 570 264 910			1 570 264 910
Charges opérationnelles selon la comptabilité budgétaire (Etat V.a)	(1 555 178 936)			(1 555 178 936)
Ecart de change	(261 815)			(261 815)
Excédent des opérations selon la comptabilité budgétaire	14 824 159			14 824 159
Total de l'excédent opérationnel selon la comptabilité budgétaire	15 388 363			15 388 363
Différences relatives à la comptabilité				
Gains/(pertes) à la vente d'actifs	(518 773)			(518 773)
Charges d'amortissement	(15 265 100)			(15 265 100)
Charges d'acquisition		15 595 756		15 595 756
Charges résultant des avantages du personnel	(1 864 258)			(1 864 258)
Instruments financiers	826 040			826 040
Ajustements pour réévaluation	(1 700)			(1 700)
Total des ajustements de comptabilité	(16 823 791)	15 595 756		(1 228 035)
Résultat net conformément à l'état de la performance financière (Etat II)	(1 435 428)	15 595 756		14 160 328

NOTE 24 : SERVICES EN NATURE

188. Les services en nature sont des services fournis gratuitement à l'OIM. Les principales catégories de services en nature reçus par l'OIM sont énumérées dans le tableau suivant.

Donateur	Type/catégorie de services en nature reçus	Unité/mesure
Comité consultatif pour les questions d'audit et de surveillance	Services de conseils sur des questions d'audit	49 jours
Contrôleur et vérificateur général de l'Inde	Services de vérification comptable	72 jours
Gouvernement du Ghana	Services de vérification comptable	324 jours
DLA Piper	Services juridiques	14 heures
Kennel Helsinki	Services d'experts	100 heures
Valve	Services d'experts	200 heures
SAS Institute	Services d'experts	50 jours
Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI)	Services de personnel	397 heures
Département du développement international du Royaume-Uni	Services de personnel	224 jours
Gouvernement de la Turquie	Services de personnel	261 jours
Gouvernement de l'Italie	Services de personnel	775 jours
Gouvernement de la Suède	Services de personnel	129 jours
Gouvernement des Etats-Unis (Centres pour le contrôle et la prévention des maladies)	Services de personnel	98 jours
Ville de Lausanne (Programme SYNI)	Services de personnel	1,261 jour
iMMAP	Services de personnel	97 jours
Agence suédoise pour la protection civile	Services de personnel	249 jours
Conseil norvégien pour les réfugiés	Services de personnel	3,064 jours
RedR Australie	Services de personnel	604 jours

189. Dans les pays ci-après (aux endroits indiqués) les gouvernements hôtes mettent des locaux de bureaux gratuitement à la disposition des bureaux de l'OIM ou leur demandent un loyer symbolique : Chine (Hong Kong), France (Marseille), Grèce (Athènes), Portugal (Lisbonne), Sénégal (Dakar), Soudan (Kadugli) et République-Unie de Tanzanie (Moshi).

NOTE 25 : PRODUITS ET CHARGES

Produits

190. Le tableau ci-après présente les produits comptabilisés par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements IPSAS.

	Dollars E.-U.				
	2016				2015
	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	AJUSTEMENT IPSAS	TOTAL	TOTAL
	BASE BUDGETAIRE				
PRODUITS					
Contributions à affectation spéciale					
Contributions volontaires – à affectation spéciale		1 459 358 028		1 459 358 028	1 432 703 678
Contributions assignées	45 887 855			45 887 855	43 148 345
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres		101 185 644	(518 773)	100 666 871	108 394 762
Contributions en nature		2 193 742		2 193 742	3 511 880
Total partiel : Contributions à affectation spéciale	45 887 855	1 562 737 414	(518 773)	1 608 106 496	1 587 758 665
Contributions sans affectation spéciale					
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale		4 072 400		4 072 400	3 413 350
Contributions volontaires – sans affectation spéciale		3 455 096		3 455 096	3 317 940
Total partiel : Contributions sans affectation spéciale		7 527 496		7 527 496	6 731 290
TOTAL DES PRODUITS	45 887 855	1 570 264 910	(518 773)	1 615 633 992	1 594 489 955

191. Les montants correspondant aux contributions assignées représentent les produits réels afférents au programme administratif de l'Organisation, tel qu'il est adopté par le Conseil. Les contributions assignées formant la partie administrative du budget sont facturées en francs suisses et converties en dollars des Etats-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies à la date de facturation.

192. Les contributions volontaires à affectation spéciale versées par les donateurs pour les programmes d'opérations représentent des produits à affectation spéciale reçus pour des activités pour lesquelles l'utilisation des fonds est précisée dans l'accord avec le donateur. Toutes ces contributions sont liées aux conditions énoncées dans les accords avec les donateurs qui exigent de l'OIM qu'elle fournisse des services précis aux gouvernements et aux personnes. Les produits sont comptabilisés quand les services financés par les fonds ont été fournis.

193. Les entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres représentent les fonds reçus par l'OIM pour couvrir les dépenses de voyage et de visa et les frais médicaux. Ces produits sont comptabilisés dès que le service couvert par les fonds a été fourni. Les ajustements IPSAS concernent la comptabilisation des gains ou des pertes résultant de la vente d'équipement et représentent la différence entre la valeur comptable de l'équipement (coût diminué de l'amortissement cumulé) et le montant obtenu à la vente.

194. Les contributions en nature représentent des contributions sous forme de biens et d'équipement reçus de la part de donateurs. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur de la contribution, en dollars des Etats-Unis, à la date à laquelle les biens ou l'équipement sont mis à la disposition de l'OIM aux fins de la fourniture de services.

NOTE 25 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

195. Les produits d'intérêts et autres produits sans affectation spéciale se rapportent aux fonds dégagés sur les soldes de trésorerie détenus par l'OIM en attendant qu'elle les utilise pour fournir ses services. Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus. Les contributions volontaires sans affectation spéciale représentent les fonds reçus des donateurs pour que l'OIM les utilise dans l'exécution des services conformément à son mandat. Ces fonds sont comptabilisés au moment de leur réception par l'Organisation.

Charges

196. Le tableau ci-après présente les charges comptabilisées par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements IPSAS.

	Dollars E.-U.				
	2016				2015
	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	AJUSTEMENT IPSAS	TOTAL	TOTAL
	BASE BUDGETAIRE				
CHARGES					
Aide au transport		317 729 811		317 729 811	225 063 751
Assistance médicale		33 982 281		33 982 281	28 342 229
Autre aide directe aux bénéficiaires		196 438 314		196 438 314	172 599 655
Transferts des partenaires d'exécution		63 932 599		63 932 599	76 562 112
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	2 869 633	342 303 810		345 173 443	517 559 217
Traitements et avantages du personnel	37 083 624	368 525 346	1 864 259	407 473 229	366 421 450
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	1 857 527	43 940 033		45 797 560	37 862 826
Fournitures et produits de consommation	4 099 535	185 778 206	(15 595 756)	174 281 985	144 088 960
Dépréciation et amortissement			15 265 100	15 265 100	13 343 950
Créances douteuses	(669 386)			(669 386)	877 192
Autres charges	353 945	2 548 536		2 902 481	2 478 532
TOTAL DES CHARGES	45 594 878	1 555 178 936	1 533 603	1 602 307 417	1 585 199 874

197. Les montants correspondant à l'aide au transport, à l'assistance médicale, à l'autre aide directe aux bénéficiaires et à une partie des services contractuels recouvrent les dépenses effectives engagées par l'OIM pour fournir une aide directe aux personnes et aux groupes de bénéficiaires conformément à son mandat. Les charges sont comptabilisées quand le service visé est fourni au bénéficiaire. Toutes les dépenses de personnel qui se rapportent directement ou indirectement à la fourniture de l'aide sont présentées sous la rubrique « Traitements et avantages du personnel » et sont, par conséquent, exclues de cette présentation.

198. Les montants correspondant aux transferts des partenaires d'exécution représentent les fonds fournis aux gouvernements et aux ONG pour exécuter des services précis au titre d'accords avec un donateur. Les charges sont comptabilisées au moment de la fourniture des services par le partenaire.

199. Les services contractuels couvrent les coûts des services acquis auprès de fournisseurs et de consultants externes, y compris l'obtention de tels services pour le compte de bénéficiaires. Ces coûts sont comptabilisés au moment de la fourniture du service. L'ajustement IPSAS se rapporte à la comptabilisation des dépenses engagées pour des logiciels conçus en interne.

NOTE 25 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

200. Les traitements et avantages du personnel englobent tous les coûts liés aux indemnités versées au personnel international de la catégorie des administrateurs et au personnel local s'occupant de la fourniture de services dans le cadre d'opérations et de l'administration générale de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment où les traitements et les avantages sont acquis par le personnel de l'OIM. L'ajustement IPSAS se rapporte à la comptabilisation du coût d'avantages du personnel tels que le congé annuel, les indemnités dues à la cessation de service, ou l'assurance maladie après la cessation de service qui ont été acquis mais n'ont pas été versés à la date de clôture (le 31 décembre de chaque année).

201. Les charges correspondant aux indemnités pour frais de voyage et de séjour représentent les dépenses de déplacement et de subsistance engagées par le personnel de l'OIM en mission. Les charges remboursables des membres du personnel sont traitées conformément au Statut et Règlement du personnel et aux instructions de voyage de l'Organisation. Elles sont comptabilisées à la date du voyage.

202. Les fournitures et produits de consommation représentent le coût des biens et de l'équipement acquis pour les opérations et l'administration de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment de la réception des biens par l'OIM. L'ajustement IPSAS se rapporte à la capitalisation de l'équipement au-delà du seuil de capitalisation de 5 000 dollars E.-U., comme il est indiqué dans les politiques comptables de l'OIM.

203. L'ajustement IPSAS se rapportant à la dépréciation et à l'amortissement représente la charge annuelle liée à l'utilisation des immobilisations incorporelles et des logiciels capitalisés conformément aux politiques comptables de l'OIM.

204. Les créances douteuses représentent un ajustement de la provision requis par les normes IPSAS pour que la valeur de la provision soit suffisante pour pleinement compenser les créances correspondant aux contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus et pour lesquelles aucun échéancier de paiement n'a été conclu. Toutes les autres créances, y compris les contributions volontaires, sont examinées, et la provision est ajustée de manière à refléter la valeur des créances dont la réception est jugée douteuse, et la différence est imputée ou créditée aux charges.

205. Les autres charges sont principalement les frais bancaires, qui sont comptabilisés en charges quand le service correspondant est fourni par la banque.

206. Les pertes de change englobent la différence réalisée nette entre la valeur des transactions effectuées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies et la valeur au taux de change de la banque. Les pertes de change comprennent en outre la perte non réalisée sur la réévaluation des actifs (y compris les montants à recevoir, la trésorerie et les investissements) et des passifs (y compris les sommes à payer) évalués dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

Annulations

207. L'article 10.2 du Règlement financier dispose que « le Directeur général peut, après enquête approfondie, donner son autorisation pour que soient rayés des comptes les espèces ou les autres biens dont la perte aura été constatée. Un relevé des avoirs ainsi passés par profits et pertes est présenté aux commissaires externes aux comptes et signalés dans les comptes rendus financiers annuels ».

208. En l'absence d'autres sources de produits, 2 504 784 dollars E.-U. (contre 5 934 565 dollars E.-U. en 2015) ont dû être prélevés sur les revenus de soutien opérationnel pour combler des déficits de projet imprévus. Les charges afférentes à ces déficits sont prises en considération dans les lignes de charges appropriées (voir supra pour les définitions) selon la nature de la charge. Ces déficits étaient dus à : a) des dépassements budgétaires d'environ 2,2 millions de dollars E.-U. concernant des projets achevés en Afghanistan, en Ethiopie, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Niger et ailleurs ; et b) 0,3 million de dollars E.-U. correspondant à des déficits de cofinancement et à des dépenses jugées irrecevables à la suite de vérifications de projets précis effectuées par les donateurs.

NOTE 26 : RISQUES FINANCIERS

209. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar E.-U.. L'Administration utilise des instruments financiers dérivés (en espèces des swaps), dont le produit est crédité aux revenus divers.

210. L'Organisation possède des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration a des dépôts dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en euros, en yens japonais, en couronnes norvégiennes et en francs suisses. Les conversions monétaires (gains/(pertes)) sont comprises dans le solde cumulatif (voir la note 17).

211. L'OIM atténue le risque de fluctuation monétaire pour la partie administrative du budget par une opération de couverture naturelle, en faisant correspondre les revenus perçus et les éléments du passif dans diverses monnaies. Elle peut acquérir des produits dérivés pour couvrir son actif et son passif se rapportant à la partie opérationnelle du budget. Le risque de change est limité car les budgets de projet correspondants sont ajustés compte tenu de la valeur de la monnaie du projet par rapport à d'autres monnaies.

212. Les instruments financiers et le risque de change net de l'Organisation au 31 décembre 2016 sont indiqués dans le tableau suivant.

2016	Dollars E.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars E.-U.	Euros - en équivalent dollars E.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars E.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars E.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars E.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars E.-U.	Total Dollars E.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	197 942 843	13 183 336	62 732 816	9 150 659	15 350 160	133 615 443	75 772 867	507 748 124
Placements à court terme (note 5)	150 000 000		125 828 330	28 151 775			7 385 524	311 365 629
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		2 870 920						2 870 920
Montants à recevoir : autres (note 6)	9 815 362	191 401	1 800 494	119 969	499 167	(3 748)	4 762 548	17 185 193
Produits dérivés (note 9)			826 040					826 040
Montants à verser aux fournisseurs (note 14)	(68 807 590)	(9 309 645)	(5 484 731)	(4 448 153)	(2 332 450)	(832 302)	(17 108 320)	(108 323 191)
Emprunts (note 15)		(6 113 393)						(6 113 393)
Risque net	288 950 615	822 619	185 702 949	32 974 250	13 516 877	132 779 393	70 812 619	725 559 322

2015	Dollars E.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars E.-U.	Euros - en équivalent dollars E.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars E.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars E.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars E.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars E.-U.	Total Dollars E.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	100 771 659	29 780 689	106 740 014	31 619 761	29 302 824	140 637 514	56 499 322	495 351 783
Placements à court terme (note 5)	180 000 000		32 822 757					212 822 757
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		3 151 943						3 151 943
Montants à recevoir : autres (note 6)	6 707 782	89 794	684 217	514 311	391 280	2 250 093	2 762 438	13 399 915
Produits dérivés (notes 8 et 14)								
Montants à verser aux fournisseurs (note 14)	(44 409 366)	(6 198 230)	(4 454 475)	578 527	(2 126 981)	(746 959)	(9 520 189)	(66 877 673)
Emprunts (note 15)		(6 695 084)						(6 695 084)
Risque net	243 070 075	20 129 112	135 792 513	32 712 599	27 567 123	142 140 648	49 741 571	651 153 641

NOTE 26 : RISQUES FINANCIERS (suite)

213. En ce qui concerne les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de change, à la date de chaque transaction, le gain réalisé net s'est élevé à 245 381 dollars E.-U. (contre 3 817 569 dollars E.-U. en 2015), et la perte réalisée à 946 201 dollars E.-U. (contre 1 244 024 dollars E.-U. en 2015). Les gains non réalisés se sont élevés à 838 317 dollars E.-U. (aucun gain non réalisé en 2015), et la perte non réalisée à 12 277 dollars E.-U. (aucune perte non réalisée en 2015).

214. Le tableau ci-dessous montre les incidences des instruments financiers sur l'excédent/déficit et sur l'actif net auxquelles l'Organisation était exposée au 31 décembre 2016, si les grandes monnaies dans lesquelles les instruments financiers sont détenus s'étaient affaiblies ou renforcées de 5 %, soit la limite supérieure des variations de change possibles par rapport au dollar E.-U. selon les estimations de la direction.

2016	Dollars E.-U. (en millions)	
	Incidences sur l'excédent/déficit	Incidences sur l'actif net
+ 5 %	24,94	(20,86)
- 5 %	(27,56)	22,91

215. L'Organisation est exposée au risque de crédit dû au défaut de paiement, ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les Etats Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes), ou financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

216. L'exposition de l'Organisation au risque de trésorerie est limitée en raison de l'exigence selon laquelle les projets financés par des contributions volontaires à affectation spéciale, qui représentent 90 % des revenus, ne peuvent être lancés tant que les ressources de trésorerie nécessaires pour financer les activités de projet ne sont pas déposées sur un compte bancaire de l'OIM. La partie administrative du budget est alimentée par les contributions assignées dues par les Etats Membres de l'OIM. L'expérience montre que plus de 95 % de ces fonds sont perçus en cours d'exercice, et 99 % dans un délai de deux ans. L'OIM gère aussi le risque de trésorerie en surveillant constamment les flux de trésorerie réels et estimés. Elle ne peut, sans l'accord du Conseil, contracter de dettes à long terme.

NOTE 26 : RISQUES FINANCIERS (suite)

217. L'Organisation a pour objectif de préserver l'équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité en utilisant des fonds déposés auprès de banques et des fonds de trésorerie. Le tableau ci-après résume l'échéance des actifs et des passifs financiers.

	Dollars E.-U.							
	2016				2015			
	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	507 748 124			507 748 124	495 351 783			495 351 783
Placements à court terme (note 5)	311 365 629			311 365 629	212 822 757			212 822 757
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)	2 414 177	456 743		2 870 920	2 630 647	521 296		3 151 943
Montants à recevoir : autres (note 6)	14 879 362	2 305 831		17 185 193	12 338 966	1 060 949		13 399 915
Produits dérivés (note 9)	826 040			826 040				
Total actifs financiers	837 233 332	2 762 574		839 995 906	723 144 153	1 582 245		742 726 398
Passifs financiers								
Produits dérivés (note 14)								
Montants à verser aux fournisseurs (note 14)	108 323 191			108 323 191	66 877 673			66 877 673
Emprunts (note 16)	359 610	1 798 048	3 955 735	6 113 393	371 948	1 859 740	4 463 396	6 695 084
Total passifs financiers	108 682 801	1 798 048	3 955 735	114 436 584	67 249 621	1 859 740	4 463 396	73 572 757

NOTE 27 : INFORMATION SECTORIELLE

218. Les secteurs géographiques correspondent globalement à la classification régionale des Nations Unies. Dans certains cas, des régions sont regroupées. Par exemple, le secteur géographique « Amérique latine et Caraïbes » comprend deux régions selon la classification des Nations Unies, à savoir « Amérique centrale et Caraïbes » et « Amérique du Sud ». De même, le secteur géographique « Asie et Océanie » regroupe deux régions des Nations Unies, à savoir « Asie centrale, de l'Est et du Sud » et « Pacifique Sud ». Le secteur géographique « Europe » comprend la Turquie. Le secteur Activités d'envergure mondiale comprend toutes les activités qui ne sont pas limitées à une ou plusieurs régions. Quant au secteur intitulé Programme administratif, il englobe les activités financées par la partie administrative du budget. Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3.

NOTE 27 : INFORMATION SECTORIELLE (suite)

**ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION GEOGRAPHIQUE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(en dollars E.-U.)**

	Asie et Océanie	Afrique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
PRODUITS									
Contributions à affectation spéciale									
Contributions volontaires à affectation spéciale	248 584 322	378 142 994	297 948 243	1 69 521 170	279 976 520	22 699 981	62 484 798		1 459 358 028
Contributions assignées								45 887 855	45 887 855
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	16 073 305	13 734 925	5 182 683	15 296 279	3 635 765	1 518 907	45 225 007		100 666 871
Contributions en nature	678 703	587 481	865 979				61 579		2 193 742
Transferts d'un projet à l'autre	7 031 979	8 004 498	9 655 764	7 040 471	3 007 689	7 855 700	(35 526 101)		
Total partiel - Contributions à affectation spéciale	272 368 309	400 469 898	313 652 669	191 857 920	286 619 974	25 004 588	72 245 283	45 887 855	1 608 106 496
Contributions sans affectation spéciale									
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale							4 072 400		4 072 400
Contributions volontaires sans							3 455 096		3 455 096
Total partiel - Contributions sans affectation spéciale							7 527 496		7 527 496
TOTAL DES PRODUITS	272 368 309	400 469 898	313 652 669	191 857 920	286 619 974	25 004 588	79 772 779	45 887 855	1 615 633 992
CHARGES									
Aide au transport	44 141 410	71 739 281	71 907 720	16 198 748	80 311 647	12 544 685	20 886 320		317 729 811
Assistance médicale	6 454 522	4 731 845	2 047 916	3 100 722	7 343 032	2 233 941	8 070 303		33 982 281
Aide directe aux bénéficiaires	47 394 958	35 159 000	55 615 033	5 748 423	48 502 190	499 283	3 519 427		196 438 314
Transferts des partenaires d'exécution	19 978 505	20 838 520	13 053 196	3 906 864	4 586 144	66 458	1 502 912		63 932 599
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	39 186 538	72 871 809	44 878 544	109 187 406	55 125 825	835 812	20 217 876	2 869 633	345 173 443
Traitement et avantages du personnel	59 433 455	92 171 439	68 169 513	31 713 534	53 422 039	5 456 756	59 304 214	37 802 279	407 473 229
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	6 138 135	13 807 865	5 926 677	3 891 916	8 875 700	293 209	5 006 531	1 857 527	45 797 560
Fournitures et produits de consommation	34 450 102	49 148 833	29 838 237	12 962 114	27 775 442	1 661 994	14 470 166	3 975 097	174 281 985
Amortissement	1 231 423	7 195 585	649 793	580 935	2 928 414	25 336	2 514 002	139 612	15 265 100
Créances douteuses	339 006	551 598	302 055	612 671	501 429	91 755	150 022	(669 386)	(669 386)
Autres charges	12 483 926	20 313 365	13 551 997	5 482 746	17 816 886	995 136	(70 644 056)	353 945	2 902 481
Transferts d'un projet à l'autre									
TOTAL DES CHARGES	271 231 980	388 529 140	305 940 681	193 386 079	307 188 748	24 704 365	64 997 717	46 328 707	1 602 307 417

Note : Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3. L'appendice 5 récapitule les dépenses par pays/lieu. Etant donné que les projets peuvent s'étendre sur plusieurs pays/lieux, les ventilations régionales des dépenses dans la note 33 et l'appendice 3 ne sont pas comparables.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(PROGRAMME ADMINISTRATIF)

	Francs suisses	
	2016	2015
ETATS MEMBRES		
Afghanistan	2 473	2 385
Albanie	4 946	4 769
Algérie	67 970	65 578
Angola	4 946	4 769
Antigua-et-Barbuda	972	937
Argentine	214 376	206 741
Arménie	3 489	3 364
Australie	1 029 260	992 485
Autriche	396 025	381 885
Azerbaïdjan	19 830	19 162
Bahamas	8 435	8 133
Bangladesh	4 946	4 769
Bélarus	27 780	26 785
Belgique	495 264	477 570
Belize	486	468
Bénin	1 502	1 448
Bolivie (Etat plurinational de)	4 461	4 301
Bosnie-Herzégovine	8 435	8 133
Botswana	8 435	8 133
Brésil	1 456 024	1 404 008
Bulgarie	23 319	22 484
Burkina Faso	1 502	1 448
Burundi	486	468
Cabo Verde	486	468
Cambodge	1 987	1 916
Cameroun	5 962	5 749
Canada	1 480 845	1 427 940
République centrafricaine	486	468
Tchad	972	937
Chili	165 750	159 814
Colombie	128 519	123 959
Comores	486	468
Congo	2 473	2 385
Costa Rica	18 858	18 183
Côte d'Ivoire	5 476	5 280
Croatie	62 537	60 298
Chypre	23 319	22 484
Tchéquie	191 543	184 726
République démocratique du Congo	1 502	1 448
Danemark	334 990	322 993
Djibouti	486	468
République dominicaine	22 347	21 547
Equateur	21 817	21 036
Egypte	66 512	64 130
El Salvador	7 950	7 665
Estonie	19 830	19 162
Ethiopie	4 946	4 769
Fidji	1 502	1 448
Finlande	257 569	248 345
France	2 775 579	2 676 435
Gabon	9 937	9 581
Gambie	486	468
Géorgie	3 489	3 364
Allemagne	3 543 781	3 417 212
Ghana	6 934	6 686
Grèce	316 617	305 321

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)

	Francs suisses	
	2016	2015
ETATS MEMBRES (suite)		
Guatemala	13 382	12 903
Guinée	486	468
Guinée-Bissau	486	468
Guyana	486	468
Haïti	1 502	1 448
Saint-Siège	486	468
Honduras	3 975	3 832
Hongrie	132 008	127 281
Islande	13 382	12 903
Inde	330 529	318 692
Iran (République islamique d')	176 659	170 375
Irlande	207 442	200 013
Israël	196 533	189 495
Italie	2 207 355	2 128 518
Jamaïque	5 476	5 280
Japon	5 376 044	5 184 028
Jordanie	10 909	10 518
Kazakhstan	60 064	57 913
Kenya	6 448	6 217
Kirghizistan	972	937
Lettonie	23 319	22 484
Lesotho	486	468
Libéria	486	468
Libye	70 487	67 963
Lituanie	36 215	34 918
Luxembourg	40 190	38 751
Madagascar	1 502	1 448
Malawi	972	937
Maldives	486	468
Mali	1 987	1 916
Malte	7 950	7 665
Iles Marshall	486	468
Mauritanie	972	937
Maurice	6 448	6 217
Mexique	914 122	881 470
Micronésie (Etats fédérés de)	486	468
Mongolie	1 502	1 448
Monténégro	2 473	2 385
Maroc	30 783	29 680
Mozambique	1 502	1 448
Myanmar	4 946	4 769
Namibie	4 946	4 769
Nauru	486	468
Népal	2 959	2 853
Pays-Bas	820 802	791 492
Nouvelle-Zélande	125 560	121 064
Nicaragua	1 502	1 448
Niger	972	937
Nigéria	44 651	43 052
Norvège	422 304	407 222
Pakistan	42 177	40 667
Panama	12 896	12 434
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 987	1 916
Paraguay	4 946	4 769
Pérou	58 077	55 997
Philippines	76 405	73 711

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2016	2015
ETATS MEMBRES (suite)		
Pologne	457 061	440 735
Portugal	235 222	226 840
République de Corée	989 556	954 202
République de Moldova	1 502	1 448
Roumanie	112 134	108 161
Rwanda	972	937
Saint-Vincent-et-les Grenadines	486	468
Samoa	486	
Sénégal	2 959	2 853
Serbie	19 830	19 162
Seychelles	486	468
Sierra Leone	486	468
Slovaquie	84 841	81 845
Slovénie	49 641	47 863
Somalie	486	468
Afrique du Sud	184 609	177 997
Soudan du Sud	1 987	1 916
Espagne	1 475 368	1 422 659
Sri Lanka	12 410	11 966
Soudan	4 946	4 769
Suriname	1 987	1 916
Swaziland	1 502	1 448
Suède	476 405	459 387
Suisse	519 599	501 033
Tadjikistan	1 502	1 448
Thaïlande	118 627	114 378
ex-République yougoslave de Macédoine	3 975	3 834
Timor-Leste	972	937
Togo	486	468
Trinité-et-Tobago	21 817	21 036
Tunisie	17 887	17 246
Turquie	659 027	635 510
Turkménistan	9 407	9 113
Ouganda	2 959	2 853
Ukraine	49 111	47 395
Royaume-Uni	2 570 125	2 478 338
République-Unie de Tanzanie	4 461	4 301
Etats-Unis d'Amérique	10 917 882	10 527 871
Uruguay	25 792	24 869
Vanuatu	486	468
Venezuela (République bolivarienne de)	311 141	300 041
Viet Nam	20 846	20 099
Yémen	4 946	4 769
Zambie	2 959	2 853
Zimbabwe	972	937
Total partiel : Etats Membres – francs suisses	44 164 770	42 586 949
Total partiel : Etats Membres – dollars E.-U.	44 565 863	43 147 871

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2016	2015
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Chine	1 291 338	
Erythrée	486	
Kiribati	486	
Saint-Kitts-et-Nevis	486	
Saint-Lucie	486	
Samoa		468
Sao Tomé-et-Principe	486	
Iles Salomon	246	
Tuvalu	246	
Total partiel : Nouveaux Etats Membres – francs suisses	1 294 260	468
Total partiel : Nouveaux Etats Membres – dollars E.-U.	1 321 992	474
TOTAL – francs suisses	45 459 030	42 587 417
TOTAL – dollars E.-U.	45 887 855	43 148 345

Notes :

A la fin de 2016, l'OIM comptait 166 Membres (contre 162 à la fin de 2015).

Les Iles Salomon, les Tuvalu et la Chine ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n^{os} 1314, 1315 et 1316, respectivement, adoptées par le Conseil le 30 juin 2016.

Les contributions de la Chine, des Iles Salomon et des Tuvalu pour 2016 ont été calculées au prorata, compte tenu de leur date d'admission dans l'Organisation.

Les Tonga ont été admises en qualité de Membre en vertu de la résolution n^o 1319, adoptée par le Conseil le 5 décembre 2016.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2016 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

Etats Membres	Francs suisses					
	2015	2014	Exercices précédents	Total	2016	Total général
Afghanistan					2 473	2 473
Antigua-et-Barbuda	937	7		944	972	1 916
Argentine					214 376	214 376
Bangladesh	4 769			4 769	4 946	9 715
Bolivie (Etat plurinational de) ¹			26 150	26 150	4 461	30 611
Brésil					1 130 974	1 130 974
Cabo Verde [#]	468	451	433	1 352	486	1 838
Cambodge					1 987	1 987
Cameroun					5 962	5 962
République centrafricaine [#]	468	451	1 299	2 218	486	2 704
Tchad [#]	937	902	1 734	3 573	972	4 545
Chili					1 968	1 968
Colombie					128 519	128 519
Comores [#]	468	451	866	1 785	486	2 271
Congo	40			40	2 473	2 513
Côte d'Ivoire					2 626	2 626
Danemark					334 990	334 990
Djibouti	468	447		915	486	1 401
République dominicaine ^{#.2}	3 392		362 378	365 770	22 347	388 117
Egypte					66 512	66 512
El Salvador					7 920	7 920
Erythrée					486	486
Ethiopie	4 769			4 769	4 946	9 715
Fidji					1 502	1 502
Gabon [#]	9 581	9 221	57 446	76 248	9 937	86 185
Gambie [#]	468	451	66 153	67 072	486	67 558
Ghana	6 686			6 686	6 934	13 620
Guatemala					101	101
Guinée-Bissau [#]	468	451	145 822	146 741	486	147 227
Haïti*	1 448	1 393		2 841	1 502	4 343
Honduras					97	97
Hongrie					11	11
Iran (République islamique d')					139 904	139 904
Israël					196 533	196 533
Jordanie					10 909	10 909
Kenya	805			805	6 448	7 253
Kiribati					486	486
Lesotho	468			468	486	954
Libéria ¹			15 635	15 635		15 635
Libye	67 963	34 784		102 747	70 487	173 234
Madagascar	57			57	1 502	1 559
Malawi [#]	937	902	239	2 078	972	3 050
Maldives					486	486
Mali					22	22
Iles Marshall	4			4	486	490
Mauritanie [#]	937	902	1 200	3 039	972	4 011
Mexique					37 203	37 203
Micronésie (Etats fédérés de) [#]	468	451	866	1 785	486	2 271

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2016 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Etats Membres	Francs suisses					
	2015	2014	Exercices précédents	Total	2016	Total général
Maroc	337			337	30 783	31 120
Mozambique					1 502	1 502
Myanmar	26			26	4 946	4 972
Nauru					486	486
Népal					80	80
Nicaragua					1 289	1 289
Nigéria	43 052			43 052	44 651	87 703
Pakistan					77	77
Panama	11 649			11 649	12 896	24 545
Papouasie-Nouvelle-Guinée*	1 916	1 844		3 760	1 987	5 747
Pérou					14 658	14 658
République de Moldova					1 502	1 502
Saint-Kitts-et-Nevis					486	486
Sainte-Lucie					486	486
Saint-Vincent-et-les Grenadines#	468	451	433	1 352	486	1 838
Samoa					27	27
Sao Tomé-et-Principe					486	486
Sénégal					29	29
Iles Salomon					246	246
Somalie#	468	451	7 481	8 400	486	8 886
Soudan du Sud#	1 916	1 844	2 600	6 360	1 987	8 347
Soudan#. 2	4 769	4 590	24 844	34 203	4 946	39 149
Suriname	19			19	1 987	2 006
Swaziland	1 448			1 448	1 502	2 950
Tadjikistan					1 337	1 337
ex-République yougoslave de Macédoine					3 975	3 975
Timor-Leste					953	953
Togo					14	14
Tunisie					17 887	17 887
Tuvalu					246	246
Ouganda#. 2	2 853	2 746	141 911	147 510	2 959	150 469
Ukraine					7 235	7 235
République-Unie de Tanzanie	4 301	4 113		8 414	4 461	12 875
Uruguay					25 792	25 792
Vanuatu#	468	451	433	1 352	486	1 838
Venezuela (République bolivarienne de)#	300 041	288 910	139 191	728 142	311 141	1 039 283
Yémen	4 677			4 677	4 946	9 623
Zambie#. 2	1 984		62 393	64 377	2 959	67 336
Total en francs suisses	487 398	356 664	1 059 507	1 903 569	2 942 694	4 846 263
Total en dollars E.-U. (taux : 1,025)	475 510	347 965	1 033 665	1 857 140	2 870 920	4 728 061

* Etat Membre tombant sous le coup de l'article 4 (nombre total : 2).

Etat Membre ayant perdu son droit de vote (nombre total : 19).

1 Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement et qui est à jour dans les paiements, dont le droit de vote a été rétabli (nombre total : 2).

2 Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement mais qui n'honore pas les obligations convenues et qui a perdu son droit de vote (nombre total : 4).

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2016 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. La somme de 1 903 569 francs suisses (1 857 140 dollars E.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2015 et les années précédentes.

	Francs suisses	Dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2015 (A)	1 971 313	1 997 278
Contributions assignées restant dues de 2014 au 1 ^{er} janvier 2015 (B)	3 575 734	3 622 831
Paiements reçus en 2015 au titre des contributions assignées restant dues pour 2014 et les années précédentes (C)	(2 964 721)	(3 006 269)
Augmentation de la provision en raison du non-paiement de certains Etats Membres et de contributions assignées (B – C)	611 013	616 562
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		(8 062)
Provision au 31 décembre 2015 (A + B – C + D)	2 582 326	2 605 778
	Francs suisses	Dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2016 (E)	2 582 326	2 605 778
Contributions assignées restant dues de 2015 au 1 ^{er} janvier 2016 (F)	3 123 575	3 151 943
Paiements reçus en 2016 au titre des contributions assignées restant dues pour 2015 et les années précédentes (G)	(3 802 332)	(3 814 145)
Diminution de la provision en raison du paiement de certains Etats Membres et de contributions assignées (F – G)	(678 757)	(662 202)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		(86 435)
Provision au 31 décembre 2016 (E + F – G + H)	1 903 569	1 857 141

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016 (en dollars E.-U.)

	Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	Migration et santé	Migration et développement	Migration régulée	Migration assistée	Politiques migratoires et recherche	Programmes de réparation	Services et appui aux programmes de caractère général	Programme administratif	Total
PRODUITS										
Contributions à affectation spéciale										
Contributions volontaires à affectation spéciale	891 423 549	130 353 030	67 511 265	316 447 923	24 368 369	5 668 586	17 355 108	6 230 228	45 887 855	1 459 358 028
Contributions assignées										
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répendants et autres	18 830 151	29 767 052	3 332 463	3 636 203	37 017 480	629 972	7 500	7 446 050		100 666 871
Contributions en nature	120 821	1 114 182			31 182			927 557		2 193 742
Transferts d'un projet à l'autre	(281 122)	1 421 572	1 012 024	2 302 621	1 205 853	897 267	(2 765)	(6 555 450)		
Total partiel - Contributions à affectation spéciale	910 093 369	162 655 836	71 855 752	322 386 747	62 622 884	7 195 825	17 359 843	8 048 385	45 887 855	1 608 106 496
Contributions sans affectation spéciale										
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale								4 072 400		4 072 400
Contributions volontaires sans affectation spéciale								3 455 096		3 455 096
Total partiel - Contributions sans affectation spéciale								7 527 496		7 527 496
TOTAL DES PRODUITS	910 093 369	162 655 836	71 855 752	322 386 747	62 622 884	7 195 825	17 359 843	15 575 881	45 887 855	1 615 633 992
CHARGES										
Aide au transport	233 025 269	8 046 879	1 500 500	52 454 486	20 754 420	386 862	599 907	961 488		317 729 811
Assistance médicale	11 902 955	16 698 394	13 378	3 035 916	394 865	(37 295)	1 911 792	62 276		33 982 281
Aide directe aux bénéficiaires	118 653 155	3 938 818	827 559	68 234 526	1 762 977	177 025	131 783	2 712 471		196 438 314
Transferts des partenaires d'exécution	45 156 228	8 062 386	664 747	6 935 738	962 571	132 782	1 570 717	447 430		63 932 599
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	170 035 762	26 328 217	53 321 213	61 192 830	6 713 992	3 099 919	7 371 356	14 240 521	2 869 633	345 173 443
Traitements et avantages du personnel	162 558 845	57 466 271	10 117 114	65 439 286	16 203 993	2 188 457	3 045 526	52 651 458	37 802 279	407 473 229
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	22 624 937	7 037 715	936 760	6 521 751	1 955 037	295 092	224 241	4 344 500	1 857 527	45 797 560
Fournitures et produits de consommation	85 035 381	22 259 448	2 735 121	42 558 945	7 092 452	576 886	1 183 239	8 865 416	3 975 097	174 281 985
Amortissement	9 352 580	2 111 651	116 059	592 320	147 243	953	81 632	2 723 050	139 612	15 265 100
Créances douteuses									(669 386)	(669 386)
Autres charges	1 180 488	208 442	131 204	264 833	81 950	2 985	1 593	677 041	353 945	2 902 481
Transferts d'un projet à l'autre	48 809 570	10 163 434	1 524 448	14 027 160	2 465 842	358 106	1 315 232	(78 663 792)		
TOTAL DES CHARGES	908 335 170	162 321 655	71 888 103	321 257 791	58 535 342	7 181 772	17 437 018	9 021 859	46 328 707	1 602 307 417

Pour les secteurs par région, voir la note 27 : information sectorielle.

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016

I. GENERAL

		Dollars E.-U.		
		Budget révisé pour 2016	Montants réels	Ecart
SOURCES EN 2016				
Commission pour frais généraux liés aux projets				
Frais généraux	a)	56 582 000	63 281 757	(6 699 757)
Partie des frais généraux destinés à assurer la sécurité du personnel	b)	11 000 000	12 700 621	(1 700 621)
Total de la commission pour frais généraux liés aux projets		67 582 000	75 982 378	(8 400 378)
Revenus divers				
Contributions sans affectation spéciale		3 455 100	3 455 096	4
Intérêts créditeurs et autres		3 362 900	4 072 400	(709 500)
Total des revenus divers c)		6 818 000	7 527 496	(709 496)
TOTAL		74 400 000	83 509 874	(9 109 874)
APPLICATION EN 2016				
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets				
Personnel et services au Siège		11 200 000	10 214 431	985 569
Personnel et services du Centre administratif de Manille		7 871 000	8 192 187	(321 187)
Personnel et services du Centre administratif de Panama		2 046 000	1 639 900	406 100
Personnel et services des bureaux régionaux		16 042 000	15 518 569	523 431
Personnel et services des bureaux spéciaux de liaison		972 000	952 722	19 278
Personnel et services des bureaux de pays		5 474 000	6 059 311	(585 311)
Centre africain de renforcement des capacités		447 000	500 402	(53 402)
Centre mondial d'analyse des données sur la migration		600 000	586 910	13 090
Activités et appuis à l'échelle mondiale		6 030 000	5 441 579	588 421
PRISM		2 400 000	2 441 638	(41 638)
Activités et structures non inscrites au budget ¹		3 500 000	3 566 746	(66 746)
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets, à l'exclusion de la sécurité du personnel d)		56 582 000	55 114 397	1 467 603
Sécurité du personnel	e)	11 000 000	11 541 387	(541 387)
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets		67 582 000	66 655 784	926 216
Application des revenus divers				
Fonds de l'OIM pour le développement – Première ligne de crédit		1 400 000	1 400 000	
Fonds de l'OIM pour le développement – Deuxième ligne de crédit		5 418 000	6 127 496	(709 496)
Application des revenus divers f)		6 818 000	7 527 496	(709 496)
TOTAL		74 400 000	74 183 280	216 720
			Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire)	Selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)
Revenus de soutien opérationnel (a + c – d – f) ^{2,3}			8 167 361	7 830 918
Sécurité du personnel (b – e) ⁴			1 159 234	1 177 147
Excédent/(déficit) pour l'exercice			9 326 594	9 008 065

¹ Le montant effectivement passé en charges au titre de ce poste comprend 2 504 784 dollars E.-U. destinés à couvrir les déficits de projet imprévus (voir la note 25).

² La réserve de revenus de soutien opérationnel s'élève désormais à 31 356 545 dollars E.-U. (contre 23 525 627 dollars E.-U. en 2015).

³ L'ajustement net à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) s'élève à 336 443 dollars E.-U. pour la réserve de revenus de soutien opérationnel.

⁴ L'ajustement net à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) s'élève à 17 913 dollars E.-U. pour la sécurité du personnel.

**SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016 (suite)**

II. MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL

A la suite de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, le Directeur général maintient un dispositif permettant de contrôler de manière transparente les revenus affectés à la sécurité du personnel qui sont tirés de la commission pour frais généraux appliquée au coût total d'un projet. Ces fonds servent à défrayer la participation de l'OIM au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) et, dans la limite des ressources disponibles, à couvrir les coûts liés au respect des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) et aux évacuations, ainsi que les autres dépenses liées à la sécurité du personnel.

**Etat financier concernant le mécanisme de sécurité du personnel
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016**

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Source		
Commission pour frais généraux liés aux projets	12 700 621	11 048 561
Total des contributions au mécanisme	12 700 621	11 048 561
Application		
Redevance de l'UNDSS		
Assurance contre les actes de malveillance	261 709	500 506
Dépenses sur le terrain	6 305 447	6 587 130
Redevance totale de l'UNDSS	6 567 156	7 087 636
Prescriptions MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	4 974 231	5 097 569
Total des dépenses	11 541 387	12 185 205
Excédent/(déficit) pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))	1 159 234	(1 136 644)
Ajustements nets sur comptes et résultats	17 913	485 777
Excédent/(déficit) pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))	1 177 147	(650 867)

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016 (suite)

III. FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT

En application de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, le Directeur général est invité à allouer 1,4 million de dollars E.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'Etats Membres en développement et d'Etats Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit).

Vingt-cinq pour cent des revenus de soutien opérationnel (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars E.-U. sont réservés au Fonds de l'OIM pour le développement au titre du financement par la deuxième ligne de crédit.

Sur la base des revenus de soutien opérationnel générés en 2016, qui s'élevaient à 70,8 millions de dollars E.-U. (contre 59,1 millions de dollars E.-U. en 2015), 6,1 millions de dollars E.-U. supplémentaires (contre 5,3 millions de dollars E.-U. en 2015) ont été alloués à la deuxième ligne de crédit du Fonds de l'OIM pour le développement, pour être utilisés en 2017. Cette somme vient s'ajouter à celle de 1,4 million de dollars E.-U. allouée chaque année à la première ligne de crédit du Fonds, ce qui porte à 7,5 millions de dollars E.-U. l'allocation totale du Fonds de l'OIM pour le développement en 2017.

L'allocation totale du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes) ne peut, conformément à la résolution n° 134 du Comité exécutif, être supérieure aux revenus divers (comprenant les contributions sans affectation spéciale et les intérêts créditeurs).

		2016 Dollars E.-U.
Première ligne de crédit		1 400 000
Deuxième ligne de crédit		
Revenus de soutien opérationnel réels en 2016	70 809 253	
Base des revenus de soutien opérationnel	20 000 000	
Différence	50 809 253	
Allocation à la deuxième ligne de crédit (25 % de 50 809 253 dollars E.-U.) pour application en 2017	12 702 313	
A déduire : le montant supérieur aux revenus divers	(6 574 817)	6 127 496
Allocation totale des revenus de soutien opérationnel de 2016		7 527 496

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(en dollars E.-U.)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ASIE ET PACIFIQUE			
Afghanistan	29 299 079		29 299 079
Australie	5 163 825		5 163 825
Bangladesh	10 931 071		10 931 071
Cambodge	2 692 982		2 692 982
Chine	1 923 682		1 923 682
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	338 032		338 032
Fidji	1 449 244		1 449 244
Inde	580 360		580 360
Indonésie	49 162 163		49 162 163
Iran (République islamique d')	1 976 648		1 976 648
Japon	1 036 328		1 036 328
République démocratique populaire lao	802 400		802 400
Malaisie	11 820 244		11 820 244
Maldives	344 249		344 249
Iles Marshall	1 794 450		1 794 450
Micronésie (Etats fédérés de)	15 677 501		15 677 501
Mongolie	146 209		146 209
Myanmar	13 930 324		13 930 324
Nauru	88 537		88 537
Népal	27 400 657		27 400 657
Pakistan	37 751 753		37 751 753
Palau	173 434		173 434
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 970 705		4 970 705
Philippines – Centre administratif	24 281 495	1 406 654	25 688 149
République de Corée	756 050		756 050
Iles Salomon	177 183		177 183
Sri Lanka	8 052 182		8 052 182
Thaïlande – Bureau régional	29 989 995	1 117 762	31 107 757
Timor-Leste	1 266 335		1 266 335
Vanuatu	755 525		755 525
Viet Nam	5 333 101		5 333 101
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	290 065 743	2 524 416	292 590 159
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE			
Bénin	66 315		66 315
Burkina Faso	341 770		341 770
Cabo Verde	101 111		101 111
Cameroun	1 945 270		1 945 270
République centrafricaine	7 411 285		7 411 285
Tchad	8 044 479		8 044 479
Congo	173 829		173 829
Côte d'Ivoire	892 709		892 709
Gambie	96 098		96 098
Ghana	6 433 603		6 433 603
Guinée	8 995 241		8 995 241
Guinée-Bissau	353 363		353 363
Libéria	6 840 162		6 840 162
Mali	6 337 106		6 337 106
Mauritanie	2 983 632		2 983 632
Niger	17 027 658		17 027 658
Nigéria	17 390 318		17 390 318
Sénégal – Bureau régional	3 627 081	926 714	4 553 795
Sierra Leone	6 197 900		6 197 900
Togo	82 373		82 373
TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	95 341 303	926 714	96 268 017

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST			
Burundi	5 862 948		5 862 948
Djibouti	2 369 305		2 369 305
Ethiopie	21 896 549	248 857	22 145 406
Kenya - Bureau régional	44 236 268	772 216	45 008 484
Rwanda	6 166 325		6 166 325
Somalie	30 416 221		30 416 221
Soudan du Sud	69 555 417		69 555 417
Ouganda	16 642 198		16 642 198
République-Unie de Tanzanie	27 778 724		27 778 724
TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST	224 923 955	1 021 073	225 945 028
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
Algérie	136 229		136 229
Egypte - Bureau régional	13 550 234	569 403	14 119 637
Iraq	83 619 667		83 619 667
Jordanie	84 144 722		84 144 722
Koweït	1 275 594		1 275 594
Liban	50 384 206		50 384 206
Libye	9 967 326		9 967 326
Maroc	5 882 725		5 882 725
Qatar	43 560		43 560
Arabie saoudite	367 174		367 174
Soudan	19 946 531		19 946 531
République arabe syrienne	9 141 999		9 141 999
Tunisie	1 712 274		1 712 274
Emirats arabes unis	310 966		310 966
Yémen	23 213 077		23 213 077
TOTAL MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	303 696 284	569 403	304 265 687
AFRIQUE AUSTRALE			
Angola	397 589		397 589
Botswana	292 701		292 701
République démocratique du Congo	15 563 492		15 563 492
Madagascar	270 118		270 118
Malawi	1 591 062		1 591 062
Maurice	397 628		397 628
Mozambique	3 954 934		3 954 934
Namibie	724 535		724 535
Afrique du Sud - Bureau régional	9 615 170	796 507	10 411 677
Zambie	2 701 749		2 701 749
Zimbabwe	2 627 571		2 627 571
TOTAL AFRIQUE AUSTRALE	38 136 549	796 507	38 933 056
AMERIQUE DU SUD			
Argentine - Bureau régional	23 878 447	914 219	24 792 666
Bolivie (Etat plurinational de)	299 115		299 115
Brésil	207 873		207 873
Chili	4 601 928		4 601 928
Colombie	61 257 409		61 257 409
Equateur	9 024 185		9 024 185
Paraguay	1 542 106		1 542 106
Pérou	52 675 521		52 675 521
Uruguay	827 838		827 838
Venezuela (République bolivarienne de)	2 502 134		2 502 134
TOTAL AMERIQUE DU SUD	156 816 556	914 219	157 730 775

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES			
Belize	689 872		689 872
Canada	6 329 118		6 329 118
Costa Rica – Bureau régional	4 264 883	808 236	5 073 119
Cuba	25 054		25 054
République dominicaine	1 472 687		1 472 687
El Salvador	7 769 434		7 769 434
Guatemala	1 383 797		1 383 797
Guyana	1 113 207		1 113 207
Haïti	16 440 960		16 440 960
Honduras	3 198 638		3 198 638
Jamaïque	913 199		913 199
Mexique	2 511 432		2 511 432
Nicaragua	809 782		809 782
Panama	2 828 130	557 820	3 385 950
Trinité-et-Tobago	85 405		85 405
Etats-Unis d'Amérique – Chicago	6 238 289		6 238 289
Etats-Unis d'Amérique – Dallas	1 398 604		1 398 604
Etats-Unis d'Amérique – Aéroport JFK	11 539 393		11 539 393
Etats-Unis d'Amérique – Houston	3 648 336		3 648 336
Etats-Unis d'Amérique – Los Angeles	4 019 911		4 019 911
Etats-Unis d'Amérique – Miami	4 386 534		4 386 534
Etats-Unis d'Amérique – New York	7 037 970	396 923	7 434 893
Etats-Unis d'Amérique – Newark	2 280 280		2 280 280
Etats-Unis d'Amérique – Comté d'Orange	794 378		794 378
Etats-Unis d'Amérique – Washington, D.C.	5 482 743		5 482 743
TOTAL AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES	96 662 036	1 762 979	98 425 015
ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN			
Autriche	6 368 566		6 368 566
Belgique – Bureau régional	21 975 318	1 311 126	23 286 444
Bulgarie	1 295 451		1 295 451
Croatie	877 512		877 512
Chypre	488 086		488 086
Tchéquie	275 117		275 117
Danemark	957 124		957 124
Estonie	252 377		252 377
Finlande	7 988 378		7 988 378
France	1 423 522		1 423 522
Allemagne	36 563 404		36 563 404
Grèce	23 989 701		23 989 701
Hongrie	390 151		390 151
Irlande	1 474 627		1 474 627
Italie	6 927 920		6 927 920
Lettonie	154 193		154 193
Lituanie	401 520		401 520
Malte	695 975		695 975
Pays-Bas	17 552 917		17 552 917
Norvège	12 254 028		12 254 028
Pologne	1 251 973		1 251 973
Portugal	243 560		243 560
Roumanie	1 561 460		1 561 460
Slovaquie	1 559 380		1 559 380
Slovénie	582 361		582 361

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2016
(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN (suite)			
Espagne	2 082 529		2 082 529
Suisse (Berne)	6 150 358		6 150 358
Royaume-Uni	3 159 129		3 159 129
TOTAL ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN	158 896 637	1 311 126	160 207 763
EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE			
Albanie	430 028		430 028
Arménie	392 978		392 978
Autriche – Bureau régional	1 955 502	765 847	2 721 349
Azerbaïdjan	1 337 759		1 337 759
Bélarus	3 977 325		3 977 325
Bosnie-Herzégovine	2 684 603		2 684 603
Géorgie	3 865 322		3 865 322
Kazakhstan	2 691 120		2 691 120
Kirghizistan	1 032 060		1 032 060
Monténégro	572 123		572 123
République de Moldova	3 562 095		3 562 095
Fédération de Russie	8 318 362		8 318 362
Serbie	3 666 888		3 666 888
Kosovo placé sous administration des Nations Unies (résolution 1244 du Conseil de sécurité)	9 265 939		9 265 939
Tadjikistan	2 706 014		2 706 014
ex-République yougoslave de Macédoine	5 304 661		5 304 661
Turquie	75 857 947		75 857 947
Turkménistan	730 966		730 966
Ukraine	33 025 087		33 025 087
Ouzbékistan	334 512		334 512
TOTAL EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE	161 711 291	765 847	162 477 138
TOTAL BUREAUX EXTERIEURS	1 526 250 354	10 592 284	1 536 842 638
TOTAL SIEGE DE GENEVE	28 928 582	35 002 594	63 931 176
TOTAL GENERAL SELON LA COMPTABILITE BUDGETAIRE DE L'OIM	1 555 178 936	45 594 878	1 600 773 814
Ajustements nets sur comptes et résultats	799 774	733 829	1 533 603
TOTAL GENERAL SELON LA COMPTABILITE IPSAS	1 555 978 710	46 328 707	1 602 307 417

La ventilation régionale ci-dessus est conforme au Programme et Budget pour 2016.

FONDS DE PRET AUX REFUGIES

Création et objet du Fonds

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2016, 107 493 mouvements (contre 74 035 en 2015) ont eu lieu au titre du Fonds de prêt aux réfugiés.

Etat pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Solde d'ouverture en début d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	31 531 052	12 648 411
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
Solde d'ouverture en début d'exercice	31 842 605	12 959 964
Contributions au Fonds		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	219 750 000	166 300 000
Contributions de migrants	51 060	83 849
Remboursements des billets à ordre	51 804 878	48 178 086
Intérêts créditeurs	43 826	9 306
Revenus divers	648 581	720 181
Total des contributions au Fonds	272 298 345	215 291 422
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique	(111 639 236)	(67 679 303)
Moyen-Orient	(74 953 066)	(44 948 859)
Amérique latine et Caraïbes	(12 838 073)	(8 006 287)
Amérique du Nord	(1 380 005)	(1 183 333)
Asie et Océanie	(51 461 147)	(55 258 658)
Europe	(28 837 014)	(19 323 035)
Total des transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations	(281 108 541)	(196 399 475)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(43 826)	(9 306)
Solde de clôture en fin d'exercice	22 988 583	31 842 605
Solde de clôture en fin d'exercice		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	22 677 030	31 531 052
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
TOTAL	22 988 583	31 842 605

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)

Comptabilité et évaluation des billets à ordre

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total du transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement, par l'OIM agissant sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis, des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué par diverses agences bénévoles, qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est transféré à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le Fonds de prêt et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

Une méthode pratique et prudente pour évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2016 pour les prêts émis en 2001 et les années précédentes a donné un taux de 70 %. Ce taux a servi à prévoir la valeur des recouvrements des nouveaux billets à ordre émis en 2016 dans le relevé ci-après. La valeur des recouvrements des billets à ordre émis auparavant n'a pas été révisée de manière significative.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	115 700 000	116 500 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	61 343 459	47 322 180
Révision de la valeur estimative des recouvrements	61 419	55 906
Recouvrements perçus durant l'exercice	(51 804 878)	(48 178 086)
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice*	125 300 000	115 700 000

* Valeur estimative des recouvrements pour le Gouvernement des Etats-Unis.

A titre de rappel, il convient de noter que le taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 74 % en 2016. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte de l'OIM Comté d'Orange et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR
(PROGRAMMES D'OPERATIONS)**

	Dollars E.-U.			Total
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	
ETATS MEMBRES				
Argentine			19 518 184	19 518 184
Australie		39 600	71 056 848	71 096 448
Autriche			5 137 322	5 137 322
Belgique		1 315 496	12 778 649	14 094 145
Bosnie-Herzégovine			251 149	251 149
Brésil			77 997	77 997
Bulgarie			2 349 508	2 349 508
Canada			76 400 658	76 400 658
Chili			596 000	596 000
Chine			153 678	153 678
Colombie			23 073 667	23 073 667
Costa Rica			6 166	6 166
Croatie			15 329	15 329
Chypre			31 847	31 847
Tchéquie			331 705	331 705
Danemark			3 123 415	3 123 415
République dominicaine			6 062	6 062
Egypte			(9 826)	(9 826)
Estonie			285 327	285 327
Finlande			9 272 279	9 272 279
France			2 616 503	2 616 503
Allemagne			74 585 398	74 585 398
Grèce			15 695 512	15 695 512
Guatemala			18 350	18 350
Guyana			387 561	387 561
Honduras			653 681	653 681
Hongrie			211 177	211 177
Islande			196 163	196 163
Irlande			1 651 341	1 651 341
Italie			15 234 869	15 234 869
Japon			54 646 255	54 646 255
Kazakhstan			65 000	65 000
Lettonie			270 487	270 487
Lituanie			222 059	222 059
Luxembourg			749 117	749 117
Malte			13 298	13 298
Mexique			733 957	733 957
Monténégro			116 804	116 804
Pays-Bas			28 645 060	28 645 060
Nouvelle-Zélande			2 341 540	2 341 540
Nicaragua			3 100	3 100
Norvège			20 414 487	20 414 487
Panama			813 140	813 140
Papouasie-Nouvelle-Guinée			29 834	29 834
Pérou			36 530 204	36 530 204
Philippines			586 074	586 074

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR
(PROGRAMMES D'OPERATIONS) (suite)

	Dollars E.-U.			
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	Total
ETATS MEMBRES				
Pologne			1 012 357	1 012 357
Portugal			712 624	712 624
République de Corée			3 252 424	3 252 424
Roumanie			502 403	502 403
Serbie			72 170	72 170
Slovaquie			1 519 983	1 519 983
Slovénie			143 781	143 781
Espagne			4 241 830	4 241 830
Sri Lanka			4 545	4 545
Suède			44 225 767	44 225 767
Suisse			12 681 994	12 681 994
Thaïlande			846 697	846 697
ex-République yougoslave de Macédoine			183 901	183 901
Turquie			1 996 041	1 996 041
Royaume-Uni	10 558		77 423 995	77 434 553
Etats-Unis d'Amérique		2 100 000	531 590 742	533 690 742
Uruguay			103 512	103 512
Total - Etats Membres	10 558	3 455 096	1 162 401 702	1 165 867 356
ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES				
Etats non membres			9 679 705	9 679 705
Commission européenne			192 740 753	192 740 753
Organismes des Nations Unies	848 167		119 268 930	120 117 097
Secteur privé	865 979		9 898 288	10 764 268
Autres organisations	469 038		19 706 581	20 175 618
Total - Etats non membres, agences et autres	2 183 184		351 294 257	353 477 441
Remboursement de billets à ordre			51 804 879	51 804 879
Intérêts nets et autres produits		4 072 400		4 072 400
Réfugiés, migrants, répondants et autres			100 666 871	100 666 871
Réajustements comptables d'acomptes en fin d'exercice			(106 142 810)	(106 142 810)
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	2 193 742	7 527 496	1 560 024 899	1 569 746 137

Note : Les contributions des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées à 497 069 747 dollars E.-U..

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
 (OPERATIONAL PROGRAMMES)**

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MEMBER STATES			
ARGENTINA			
Assistance for Río Negro to develop and execute programmes for native and migrant labour – Argentina			11 792 863
Improvement of municipal management in order to reduce migration – Argentina			3 747 421
Administrative and technical assistance for the national directorate of migration (DNM) programme			1 125 962
Technical assistance for migrants' identification and ID cards issuance – Argentina			633 970
Technical cooperation among developing countries			606 158
Technical cooperation linking entrepreneurs worldwide and promoting return of experts – Argentina			421 355
Development and implementation of assistance activities to enhance UPCEFE capacities to design, formulate and implement programmes and projects for Río Negro province – Argentina			416 337
Strengthening migration management in the border area encompassing Argentina, the Plurinational State of Bolivia and Paraguay – Argentina			351 900
Administrative assistance for strengthening the bureau for borders technical affairs – Argentina			296 928
International cooperation for strengthening Río Negro provincial policies related to economic and productive development, human rights and environmental management – Argentina			68 739
Identification and formulation of international policies to reverse rural to urban migration – Argentina			57 928
Development of instruments and evaluation of public policies on addictions – Argentina – for refund			(1 377)
Total: Argentina – Earmarked			19 518 184
AUSTRALIA			
Unearmarked income		39 600	
Regional cooperation agreements in Indonesia			36 636 690
Assisted passage, medical and related services for Australian government-funded refugees – Australia			7 416 606
Health assessment for Australia-bound migrants (visa class 200 to 204)			3 157 568
Movement assistance for the Syrian refugees caseload – Australia			2 185 778
Management and care of intercepted irregular immigrants project – phase II (MCIP II) – Indonesia			2 038 125
Reintegration assistance for irregular migrant (asylum seeker) returnees from Australia			2 009 866
Departure health check: Australia-funded cases			1 781 755
Case management, counselling and reintegration planning for Christmas Island in Australia			1 729 155
AUSCO: Australian cultural orientation – Thailand			1 632 863
Immigration information and counselling services in Australia			1 604 837
Cambodian refugee settlement project – Phnom Penh			1 204 606
Support for migrant-processing facilities in Nauru – Australia			1 071 423
Administration of the regional support office of the Bali process – Thailand			1 008 804
Assisted voluntary return and capacity-building in migration management in Papua New Guinea			952 124
Hurricane Matthew response fund in Haiti			755 287
Migrant outreach and messaging in Indonesia			734 513
IOM circle of care for displaced persons in Indonesia – phase II (ICARE2)			511 546
Building resilience of returning migrants from the Andaman sea through economic reintegration and community empowerment – Bangladesh			490 378
Promoting reconciliation in Sri Lanka through technical assistance on repatriations – Sri Lanka			463 032
Regional biometric data exchange solution – Thailand			456 075
Voluntary return support and reintegration assistance for Bali process member states – phase III – Thailand			311 157
IDCU: identity checking unit in Afghanistan			306 102
Voluntary return support and reintegration assistance for Bali process member states – phase III – Thailand			304 226
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals – phase II – Afghanistan			300 002

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
AUSTRALIA (continued)			
Vanuatu border capability improvement programme – Australia			298 027
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking and related transnational crime			259 279
Capacity development and community engagement in transit arrangements for refugees – Papua New Guinea			252 754
Australian cultural orientation – Thailand			236 701
Bali process (Australian funds) – Australia			213 093
Reducing irregular migration by sea through awareness-raising in four districts of Bangladesh			172 786
Marshall Islands drought response fund – Federated States of Micronesia			148 920
Delivery of a strategic communication campaign to deter irregular migration from Viet Nam to Australia – Viet Nam			142 133
Community rainwater resilience in Chuuk – Federated States of Micronesia			90 000
Strategic communication campaign to deter irregular migration from Viet Nam to Australia – Viet Nam			80 987
Informing programme and policy development on human trafficking in the Timor-Leste – Indonesia border area – Timor-Leste			67 000
International dialogue on migration 2016: follow-up and review of migration in the sustainable development goals			60 000
Supporting Indonesia's efforts to prosecute human traffickers and the perpetrators of related transnational crime			58 799
Supporting the government of Viet Nam to return fishermen from the Federated States of Micronesia – Viet Nam			58 749
Reception assistance for returning Afghans			17 830
Rehabilitation and reconstruction of livelihood-based infrastructure in Batticaloa, Sri Lanka – for refund			(5 468)
Sri Lankan biometrics project – phase II – for refund			(11 245)
Raising awareness of the risks associated with irregular migration and smuggling among potential Afghan migrants – for refund			(18 054)
Capacity-building in migration management phase V: Basra international airport pilot project – Iraq – for refund			(52 881)
Socioeconomic transitions and rehabilitation programme for Sri Lanka (ACRP 3) – for refund			(75 080)
Total: Australia – Unearmarked and earmarked		39 600	71 056 848
AUSTRIA			
Voluntary repatriation from Austria – net of “for refund”			2 069 123
Reintegration assistance for returnees to Afghanistan, Pakistan and the Russian Federation – Austria			991 115
Austrian voluntary contribution			805 400
Assisted voluntary return and reintegration of returnees to Afghanistan			395 460
Transfer of Syrian refugees under the auspices of UNHCR to Austria			272 049
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			201 996
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran			126 121
Enhancing the identification of victims of trafficking in the Austrian asylum procedure (IBEMA)			101 977
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			101 803
Cultural orientation training for young refugees – Austria			58 939
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			19 064
Processing of requests for country-specific information on health care for the Austrian ministry of interior			2 788
Cultural orientation training for young refugees (CulTrain III) – Austria – for refund			(143)
Coordinated approach for the reintegration of victims of trafficking (CARE) – France – for refund			(8 370)
Total: Austria – Earmarked			5 137 322
BELGIUM			
Unearmarked income		1 315 496	
Return of asylum seekers from Belgium (REAB)			4 815 443
Return of asylum seekers from Belgium (REAB)			3 404 465
Reintegration assistance from Belgium – Belgium			1 608 531
Funds received in 2016 – to be allocated			622 573

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
BELGIUM (continued)			
Livelihood support for Eritrean refugees for self-reliance and local integration in Djibouti city – Djibouti			594 480
Reintegration assistance from Belgium			532 314
Staff and office expenses – Brussels			290 431
Promoting sustainable peace and preventing irregular migration through communicating with communities in Burundi			265 393
Facilitating refugee resettlement in Belgium in 2015 – net of “for refund”			256 426
Reinforcement of border management capabilities in Bandundu province – Democratic Republic of the Congo			206 270
Assisted voluntary return and reintegration for stranded or at-risk migrants willing to return to their country of origin – Morocco			170 068
Assisted voluntary return and reintegration support – Mauritania			169 109
IOM gender mainstreaming global efforts			111 483
Assisted voluntary return and reintegration for irregular migrants stranded in Morocco			56 054
Information campaign in Georgia for the prevention of irregular migration			16 718
Pilot project for the mobilization of Moroccans residing in Belgium for the development of Morocco – for refund			(68 277)
Assisted voluntary return and reintegration approach in Belgium: Advanced reintegration – for refund			(272 832)
Total: Belgium – Unearmarked and earmarked		1 315 496	12 778 649
BOSNIA AND HERZEGOVINA			
Repair and reconstruction of centres for disabled children in Bosnia and Herzegovina			251 149
Total: Bosnia and Herzegovina – Earmarked			251 149
BRAZIL			
Visa application centre for the Brazilian embassy in Haiti			77 997
Total: Brazil – Earmarked			77 997
BULGARIA			
Strengthening the national capacity in Bulgaria in the fields of asylum and migration			1 837 172
Supporting voluntary return and reintegration of third-country nationals – Bulgaria			423 110
Counselling and training for third-country nationals and beneficiaries of international protection – Bulgaria			71 138
Provision of information and counselling for assisted voluntary returns – Bulgaria			26 024
Promoting effectiveness of reintegration support and improving implementation capacity – Bulgaria – for refund			(3 097)
Assisted voluntary return programme for up to 250 migrants returning to their respective countries – for refund			(4 839)
Total: Bulgaria – Earmarked			2 349 508
CANADA			
Evacuation of Syrian refugees to Canada – chartered flights			28 326 015
Canadian resettlement programme – net of “for refund”			11 411 546
Evacuation of Syrian refugees to Canada – net of “for refund”			11 384 698
Canadian orientation abroad			4 322 800
Evacuation of Syrian refugees to Canada – phase II – chartered flights			2 892 549
Assisting vulnerable children in Haiti’s border areas			2 311 248
South Sudan – emergency assistance – IOM 2016			2 247 191
Provision of primary health-care support to displacement-affected populations across Iraq			1 540 832
Provision of individual livelihood and community support to internally displaced persons, host communities, returnees and those who do not return across Iraq – Iraq			1 540 832
Emergency assistance and livelihood support for the Mosul response			1 509 434
Displacement tracking matrix and integrated humanitarian assistance for crisis-affected populations in Sudan			1 498 127
Combating trafficking of children and youth in Ukraine			974 889
Hurricane Matthew emergency relief items in Haiti – IOM 2016			896 861
Increasing national and local capacity for peace implementation in Colombia			563 999
Iraqi refugee processing for resettlement in Canada			549 741
Addressing counter-smuggling and protection gaps in Ghana, Benin and Togo: strengthening national and regional mechanisms – Ghana			455 195

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CANADA (continued)			
Strengthening government capacity to combat human smuggling and other cross-border crimes in Sri Lanka			410 731
Strengthening institutional capacity to prevent human smuggling and related crimes in Cambodia			394 362
Document examination support centre – phase III – Thailand			381 451
Strengthening travel document security to facilitate cross-border movement and combat people smuggling in Cambodia (pilot phase)			357 910
Supporting continued efforts of the Malaysian authorities to reinforce their border control and protection and to combat migrant smuggling and human trafficking – Malaysia			353 302
Global assistance for irregular migrants – phase IV – Ghana – net of “for refund”			335 200
Emergency response to the Ecuador earthquake (Canada) – Ecuador			254 777
Strengthening socio-productive conditions of coffee-growing families and youth – Colombia			241 194
Capacity-building and communication campaign to prevent people smuggling in Viet Nam			218 488
Iraqi refugees resettlement processing to Canada			208 986
Supporting the government of Myanmar to combat migrant smuggling through improved legislation, operational skills, induction training and cross-border cooperation – Myanmar			192 552
IOM assistance for Tibetans in India – Nepal			137 824
Strengthening the border management capacity and expertise of Thai government officials – phase III – Thailand			120 193
Improving socioeconomic development and mitigating migration impacts for families – Colombia			86 411
Document verification service in China for Manitoba province – Canada			79 265
Strengthening border security to combat transborder crimes, terrorism and extreme violence in Cambodia			74 405
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			68 000
Social cost of migration on children left behind due to labour migration – Bangladesh			38 666
Immigration medical examinations, tuberculosis treatment and certain vaccinations for Bhutanese refugees – Nepal			27 797
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			15 000
Rapid assessment on climate change-related migration in the Pacific island region and potential impacts on the Canadian immigration system – Australia			7 704
Contributing to improved protection and assistance for stranded unaccompanied migrant children in Djibouti city			2 389
Assisted voluntary return and reintegration pilot programme – Canada			1 378
Biometrics pilot project at the Torkham border crossing – phase II – for refund			(33 282)
Total: Canada – Earmarked			76 400 658
CHILE			
Towards a migratory policy in Chile			556 000
Chilean special account			40 000
Total: Chile – Earmarked			596 000
CHINA			
Assisted voluntary return and reintegration: pilot project – China			153 678
Total: China – Earmarked			153 678
COLOMBIA			
Support for victims of forced displacement and other groups of victims through mobile units – Colombia			5 296 151
Institutional and community strengthening for the implementation of the public health plan 2012–2021 – Colombia			3 725 866
Support for the formalization of the property rights process led by the national land agency with an educational focus – Colombia			3 230 166
Support for mobile units to provide care for children and victims of armed conflict – Colombia – net of “for refund”			2 861 575
Supporting the implementation at departmental and municipal level of the national policy for victim assistance and reparation – Colombia			2 555 300
Creating educational infrastructures under the sectorial action plan of the department of Choco – Colombia			2 110 443
Education improvement and community stabilization strategy in border areas – Colombia			1 418 174
Advancing transitional justice and criminal policy for peacebuilding – Colombia			713 187
Tailoring public employment services to the needs of the victims of internal armed conflict – Colombia			394 390

C/108/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
COLOMBIA (continued)			
Support for the ministry of foreign affairs in the development of a national plan for the productive return of migrants – Colombia			216 687
Advancing innovation in ex-combatant reintegration – Colombia			200 368
Promoting community reintegration and protective environments against recruitment and utilization of children and youth in armed conflict – Colombia			187 466
Institutional strengthening of the information systems of territorial entities – Colombia			135 402
Promoting citizen participation and electoral transparency mechanisms – Colombia			127 854
Improving institutional capacities of the national training service (SENA) for planning and international relations relating to labour migration – Colombia			120 923
Management of projects to rebuild water supply and basic sanitation infrastructure – Colombia			120 299
Supporting the UARIV public communication activities at national and subnational level – Colombia			76 263
Support for the ministry of foreign affairs on the plan for the return and reintegration of migrants – phase IV – Colombia			71 379
Support for the ministry of foreign affairs and the ministry of labour in the implementation of actions for return migration – Colombia			65 795
Supporting the national strategy for rights restitution relating to unidentified persons in unmarked (“NN”) graves – Colombia			44 868
Support for the child welfare observatory for knowledge management to promote peacebuilding – Colombia			43 675
Supporting the ministry of foreign affairs in the implementation of counter-trafficking activities – Colombia			38 812
Support for the ministry of foreign affairs on the implementation of actions for the prevention of human trafficking – Colombia			31 656
Construction of temporary classrooms in Cauca department – Colombia – net of “for refund”			27 793
Implementation of the information system on human rights of the ministry of interior – Colombia			24 230
Migration and post-conflict scenarios: challenges and opportunities analysis – Colombia			21 279
Dissemination of the contribution of the reintegration and reconciliation process and territorial peacebuilding – Colombia – net of “for refund”			14 708
Analysis of dynamic migration between Colombia and Panama – Colombia – net of “for refund”			7 644
Strengthening peace and reconciliation programmes in the national training service (SENA) – Colombia – for refund			(5)
Support for community stabilization through improved education in border areas – phase II – Colombia – for refund			(43)
Support for community stabilization through improved education in border areas – Colombia – for refund			(71)
Using lessons learned to systematize the implementation of the district resettlement policy – Colombia – for refund			(993)
Supporting agricultural processes on rural properties for victims of the armed conflict – Colombia – for refund			(1 134)
Design and implementation of a model for a corporate management unit for care and reparations for victims – Colombia – for refund			(3 891)
Consolidation of aspects of the unified public policy on victims of the internal armed conflict – Colombia – for refund			(6 347)
Support in the development and implementation of a framework for the reintegration of former combatants – Colombia – for refund			(6 907)
Systematization of social service activities for participants to comply with Law 1424 – Colombia – for refund			(8 726)
Technical assistance for strengthening the inter-agency information system for transitional justice – Colombia – for refund			(9 337)
Implementation and transfer of a model for the economic reintegration of demobilized individuals – Colombia – for refund			(13 701)
Strengthening the ability of ethnic groups to manage the development of their territories – Colombia – for refund			(84 441)
Support for administrative agrarian processes to recover and draw up deeds for vacant land for conflict victims – Colombia – for refund			(314 624)
Rights restitution and prevention of recruitment of children affected by conflict – Colombia – for refund			(358 462)
Total: Colombia – Earmarked			23 073 667
COSTA RICA			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 104
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 062
Total: Costa Rica – Earmarked			6 166

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CROATIA			
European migration network 2015–2016: national contact point for Croatia			15 329
Total: Croatia – Earmarked			15 329
CYPRUS			
Financial contribution for the operations of the IOM office in Cyprus			31 847
Total: Cyprus – Earmarked			31 847
CZECHIA			
Undocumented Afghan returnees appeal (Czechia) – Afghanistan			101 616
Assisted voluntary return from Czechia in 2016			93 101
Crisis centre for return migrants in the Republic of Moldova – Czechia			50 287
Return centre 2014 – Czechia			28 699
Migration trends early warning system – Czechia			24 093
IOM Prague – return counselling in 2016 – Czechia			19 364
IOM Prague: return counselling in 2015–2016 – Czechia			13 155
Return centre 2013 – Czechia			5 917
Return counselling – Czechia			4 699
Assisted voluntary return from Czechia in 2015 – for refund			(50)
Improving the reintegration of migrants of the Republic of Moldova: creation of a crisis centre – Czechia – for refund			(9 176)
Total: Czechia – Earmarked			331 705
DENMARK			
Family reunification in Denmark			714 243
Funds received in 2016 – to be allocated			713 470
IOM support for the development of the global compact for safe, orderly and regular migration and the intergovernmental conference on international migration in 2018			570 776
Building resilience of returning migrants through economic reintegration and community empowerment – Bangladesh			356 735
Quota cases to Denmark			341 438
Voluntary return assistance from Denmark			181 705
Information, assisted voluntary return and reintegration aid for migrants – phase II – Denmark			164 562
Reception and reintegration assistance for Afghan returnees from Denmark – Afghanistan			80 485
Total: Denmark – Earmarked			3 123 415
DOMINICAN REPUBLIC			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 062
Total: Dominican Republic – Earmarked			6 062
EGYPT			
Integrated migration information system – phase III – Egypt – for refund			(9 826)
Total: Egypt – Earmarked			(9 826)
ESTONIA			
Voluntary assisted return and reintegration from Estonia – phase VI – Finland			168 162
Improving the quality of asylum procedures in Estonia – phase II – Finland			45 735
Welcome sessions for beneficiaries of international protection – Finland			38 844
Bridges to participation: empowering third-country nationals, non-governmental organizations and local governments in Estonia			24 972
Providing refugee resettlement assistance to the government of Estonia – Finland			7 613
Total: Estonia – Earmarked			285 327
FINLAND			
Assisted voluntary return and reintegration programme for asylum seekers and other migrant groups in Finland			2 660 582
Assisted voluntary return and reintegration support for asylum seekers and migrant groups in Finland			2 282 482
MIDA FINNSOM: health and education sector development in south central Somalia – Finland			1 202 186
MIDA: institutionalizing health-care improvement through temporary returns – Finland			1 101 060

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
FINLAND (continued)			
Promoting health and well-being among migrants transiting through Egypt, Libya, Morocco, Tunisia and Yemen – Morocco			1 058 377
Quota refugee and family reunification resettlement – Finland			772 372
Cultural orientation for Finland-bound quota refugees in 2016–2017 – Finland			198 809
MAGNET II – Joint approach to job placement for Iraqi returnees (Kurdistan region of Iraq)			11 173
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			8 744
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			3 607
Junior professional officer – Pakistan – for refund			(27 114)
Total: Finland – Earmarked			9 272 279
FRANCE			
Cooperation on transfer and reception in France of displaced Iraqi citizens and other refugees			586 658
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			343 705
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			280 283
Funds received in 2016 – to be allocated			265 393
Response to the most urgent IDP camp care and maintenance needs through CCCM mobile teams in Ramadi, central Iraq			222 965
Psychosocial support for populations in need of assistance in north-eastern Nigeria			222 965
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka			172 131
Access to justice for populations displaced by conflict in Maiduguri (Borno state) – Nigeria			159 236
Junior professional officer			155 187
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			140 782
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran			95 866
Psychosocial support and mobilization for populations displaced by conflict in north-eastern Nigeria – for refund			(2 559)
Junior professional officer – for refund			(2 892)
Early recovery in earthquake-affected areas through rubble removal and management – Nepal – for refund			(10 663)
Coordinated approach for the reintegration of victims of trafficking (CARE) – France – for refund			(12 555)
Total: France – Earmarked			2 616 503
GERMANY			
REAG/GARP Germany 2016: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2016 – net of “for refund”			43 037 366
Support for a family admissions programme for Syrians to Germany			7 406 195
Support for the establishment of humanitarian hubs and the implementation of displacement tracking and direct assistance in north-eastern Nigeria			4 317 364
Multi-year seasonal emergency response plan to provide for the basic needs of vulnerable internally displaced persons – Iraq			3 341 292
Post-arrival humanitarian assistance for vulnerable Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran and Pakistan – Afghanistan			2 329 439
Humanitarian assistance for vulnerable migrants in Yemen			2 218 580
Support for the national programme on the treatment and handling of disengaging combatants in Baidoa and Kismayo – transition, reintegration and socioeconomic reintegration monitoring – Somalia			1 958 011
Promoting peace and stability for internally displaced migrants and local host communities in Libya			1 932 075
Strengthening community policing in Iraq			1 904 241
Multipurpose cash transfers to internally displaced persons in Ukraine			1 132 503
Direct assistance for internally displaced persons, migrants at sea, detained migrants and vulnerable migrants in urban settings – Libya			1 127 396
Post-arrival humanitarian assistance for vulnerable Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran and Pakistan – Afghanistan			955 414
Mental health and psychosocial support and resilience-building for populations displaced by conflict in north-eastern Nigeria			726 433
Reintegration of returnees from Germany to the Kurdistan region of Iraq – Berlin			581 568

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GERMANY (continued)			
Programme for human security and stabilization in Kenya – phase II			560 990
Strengthening national awareness and response capacities to combat trafficking in persons and other forms of exploitation under prevailing crisis conditions in the Central African region			550 923
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			530 553
Support for the family assistance programme for Syrians applying for family reunification in Germany			503 769
Information and return counselling centre: integrated reintegration in Viet Nam and Kenya 2015–2016 – Germany			410 696
Educational programme for Syrian refugees and host communities			393 220
Understanding and addressing trafficking in persons in Mauritania – phase II			340 407
Global migration data portal – pilot phase – Germany			238 578
MIGRAKTION: assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants from Niger and reintegration and community-strengthening in the Zinder region – Niger			220 663
Junior professional officer			176 247
Junior professional officer			150 057
Junior professional officer			136 035
Supporting the implementation of the protection agenda: platform on disaster displacement			134 078
Fighting trafficking in persons through capacity-building for non-governmental organizations and law enforcement in Morocco			99 223
ZIRF counselling – individual return-related inquiries 2016 – Germany			75 918
Programme for human security and stabilization in Kenya			54 645
ZIRF counselling – individual return-related inquiries 2016 in Berlin – Germany			48 394
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran			44 843
Understanding and addressing trafficking in persons – Mauritania – net of “for refund”			37 638
Integrated experts programme (GAPPO)			6 780
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			4 891
IOM information and return counselling centre in Berlin – for refund			(25)
ZIRF counselling: country fact sheets – Germany – net of “for refund”			(6 731)
ZIRF counselling: individual return-related inquiries 2015 – Germany – net of “for refund”			(25 041)
Psychosocial and community mobilization for populations displaced by conflict in north-eastern Nigeria – for refund			(46 022)
Support for the federal government of Somalia and local government partners in activities for the reintegration of former combatants – for refund			(47 505)
Resettlement of 208 refugees from the Syrian Arab Republic to Germany – for refund			(62 748)
Resettlement of 200 refugees from Sudan to Germany – Sudan – for refund			(113 368)
Humanitarian admissions programme for Syrian refugees from Egypt to Germany – Egypt – for refund			(179 252)
Resettlement of refugees from Egypt to Germany – Egypt – for refund			(191 802)
REAG/GARP Germany 2015: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2015 – net of “for refund”			(381 665)
Resettlement of 1,700 Syrian refugees from Lebanon to Germany – for refund			(845 722)
Humanitarian admissions programme for Iraqi displaced persons from Iraq to Germany – for refund			(1 201 146)
Total: Germany – Earmarked			74 585 398
GREECE			
Relocation programme from Greece to other EU member states for beneficiaries in clear need of international protection – Greece			14 065 574
Emergency funding: migration management through voluntary return for irregular migrants from Greece			1 347 263
Emergency support to enhance the operational capacity of the first reception service to manage the extreme rise in migration flows into Greek national and European territory – Greece			181 406
Emergency assistance and effective management of immigration flows at external borders – Greece – net of “for refund”			101 270
Total: Greece – Earmarked			15 695 512
GUATEMALA			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			15 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			3 350
Total: Guatemala – Earmarked			18 350

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GUYANA			
Health promotion among key populations in the mining and logging sector of Guyana			387 561
Total: Guyana – Earmarked			387 561
HONDURAS			
Strengthening the capacity to care for returned girls, boys and adolescents from El Eden shelter – Honduras			617 309
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			30 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			6 372
Total: Honduras – Earmarked			653 681
HUNGARY			
Hungarian assisted voluntary return and reintegration programme for migrants – net of “for refund”			113 927
Complex reintegration assistance for assisted voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo			38 220
Hungarian information project on assisted voluntary return and integration – Hungary			30 947
Miscellaneous income and service fee collection			22 198
Evaluation of reintegration assistance provided to returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo – Hungary			5 886
Total: Hungary – Earmarked			211 177
ICELAND			
Assisted voluntary return and reintegration support for asylum seekers in Iceland – pilot project – Finland			112 111
Resettlement of quota refugees to Iceland			84 052
Total: Iceland – Earmarked			196 163
IRELAND			
Voluntary assisted return and reintegration programme for non-EEA nationals – Ireland			579 906
Resettlement assistance for Ireland			342 496
Voluntary assisted return and reintegration programme for non-EEA nationals – Ireland			307 479
Voluntary assisted return and reintegration programme for irregular non-EEA nationals – Ireland			291 260
Voluntary assisted return and reintegration for irregular non-EEA nationals – Ireland			135 325
Improving the quality of prosecution of trafficking and protection of victims through the justice system in Malta – for refund			(5 124)
Total: Ireland – Earmarked			1 651 341
ITALY			
RISTART: sustainable return through reintegration support – Italy			2 690 583
Funds received in 2016 – to be allocated			1 696 909
Increasing local response capacity in Mauritania to assist stranded and vulnerable migrants through health, legal and reintegration support – Mauritania			1 158 451
Direct assistance and voluntary return and reintegration for migrants transiting in Niger			1 109 878
Sea and desert migration management for Libyan authorities to rescue migrants – Libya			1 021 830
Facilitating the resettlement in Italy of people in need of international protection by providing comprehensive resettlement support services (FAIR) – Italy			1 017 077
Supporting Tunisia’s migration governance addressing the needs of vulnerable migrants – Tunisia			891 748
Provision of water, sanitation and health services to vulnerable communities in eastern Sudan (Kassala State)			874 317
Psychosocial support for crisis-affected, displaced and migrant youth and their families in the Syrian Arab Republic and neighbouring countries (phase II): Syrian Arab Republic, Lebanon and Jordan – Lebanon			668 896
Support for community stabilization initiatives in Diyala – Iraq			599 863
Aware migrants project (information campaign) – Italy			586 981
Strengthening the humanitarian response for conflict-affected populations in Borno state – Nigeria			552 486
Family tracing activities and organization of assisted voluntary returns and reintegration of unaccompanied migrant children residing in Italy, in support of the Italian ministry of labour and social policies			499 445
Praesidium: strengthening reception capacity of migration flows – phase IX bis – Italy			459 840

In-kind
contribution
(USD) Unearmarked
(USD) Earmarked
(USD)

ITALY (continued)

Community empowerment and self-reliance of host communities in the Malian refugee context – Mauritania		313 334
Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Morocco		233 257
Know the risks, know the needs – preliminary phase – Italy		175 015
Solidarity with children from the Maghreb and Mashreq – Egypt		170 562
Supporting and strengthening the capacity of the primary reception system for unaccompanied minors landing in Italy		89 871
Supporting and strengthening the capacity of the primary reception system for unaccompanied minors landing in Italy		87 731
Working with the national theatre to combat irregular migration in Ethiopia		76 930
Facilitating resettlement to Italy by providing comprehensive support services – ITARES – Italy		63 850
Enhancing the sustainability of reintegration for migrants returning from the EU – Italy		61 995
Management support unit for the Italian-led regional development and protection programme for North Africa – Italy		55 454
Programme support unit for the Italian-led regional development and protection programmes in North Africa – Italy		49 083
Counter-trafficking assistance Az.1 – Italy		33 880
VISI – Vulnerability, inclusion, support and socioeconomic integration – Italy		28 392
Support for law enforcement in combating smuggling of migrants and trafficking in persons – Jordan – for refund		(32 789)
Total: Italy – Earmarked		15 234 869

JAPAN

Assistance for highly vulnerable migrants and return of qualified Afghans from the Islamic Republic of Iran – Afghanistan		5 000 000
Emergency grant aid for returnees in Afghanistan		5 000 000
Promoting human security of migrants and mobile populations in Somalia through emergency assistance, border control and humanitarian border management and countering violent extremism – Somalia		4 500 000
Core relief assistance for the most vulnerable families affected by the Syrian crisis		4 000 000
Improving human security for vulnerable displaced populations and host communities in South Sudan affected by conflict		3 500 000
Integrated emergency response and community stabilization plan for internally displaced returnees and host communities across Iraq		3 500 000
Kenya: improving capacities to manage borders and combat terrorism		2 700 000
Countering epidemic-prone diseases along borders and migration routes in Guinea		2 000 000
Humanitarian assistance for internally displaced persons and conflict-affected communities		2 000 000
Programme for human security and stabilization in Kenya		1 800 000
Strengthening border security in Uganda		1 800 000
Capacity-building for youth in northern Mali to prevent radicalism – Mali		1 700 000
Capacity-building to improve border security and address potential terrorist threats in South Sudan		1 500 000
Humanitarian assistance and social stabilization for Syrian refugees in Turkey		1 500 000
Social stabilization in Chad through empowerment of youth at risk in the Lac region – Chad		1 300 000
Improving living conditions of host and refugee communities in the Gambella and Benishangul-Gumuz regions in Ethiopia to promote social cohesion		1 250 000
Strengthening technical and operational practices (STOP) to address irregular migration at Egyptian entry and exit points – Egypt		1 204 000
Support for community stabilization for the conflict-affected population in the Donbas region – Ukraine		1 100 000
Supporting the Jordanian border authorities on humanitarian border management – Jordan		1 000 000
Strengthening health system capacity preparedness and resilience – Sierra Leone		1 000 000
Improving living conditions of host communities and refugees from Somalia in Ethiopia – Ethiopia		1 000 000
Provision of emergency shelter and camp management assistance to internally displaced persons in Fallujah – Iraq		1 000 000
Countering terrorism by enhancing land border control in Nigeria		910 000
Support for border police in addressing increased migration flows along the Western Balkans route – Serbia		900 000
Strengthening security in Djibouti and safety of migrants through counter-trafficking marine safety and emergency assistance		600 000
Emergency and livelihood assistance for Syrian refugees in Iraq		500 000

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
JAPAN (continued)			
Strengthening the capacity to deal with irregular migration, organized crime and terrorism in Mauritania			500 000
Emergency grant aid for Ecuador for earthquake damage			500 000
Emergency grant aid in response to the yellow fever outbreak – Democratic Republic of the Congo			500 000
Refugee resettlement – Japan			470 058
Junior professional officer			165 341
Junior professional officer			162 650
Junior professional officer – Philippines			116 587
Return and reintegration assistance for trafficked victims in Japan			107 208
Junior professional officer			60 313
Junior professional officer – Malaysia			47 042
Assisted voluntary return and reintegration – pilot project in Japan			37 324
Assisted voluntary return and reintegration project in Japan			30 222
Bali process website support (Japanese funds)			10 000
Support for Middle East and North African countries – Iraq, Jordan, Lebanon, Syrian Arab Republic, Turkey and Yemen – for refund			(15)
Enhanced migration management in Djibouti – for refund			(1 532)
Conflict prevention in the context of food insecurity and influx of Malian refugees – Mauritania – for refund			(150 955)
Responding to needs of newly displaced internally displaced persons and breaking their cycle of dependency in Darfur – Sudan – for refund			(171 988)
Total: Japan – Earmarked			54 646 255
KAZAKHSTAN			
Funds received in 2016 – to be allocated			65 000
Total: Kazakhstan – Earmarked			65 000
LATVIA			
Continuation of assisted voluntary return and reintegration in Latvia – phase VII – Latvia			266 151
Facilitating refugee resettlement in Latvia			4 336
Total: Latvia – Earmarked			270 487
LITHUANIA			
RAF: return assistance for foreigners – Lithuania			81 762
European migration network 2015–2016: national contact point for Lithuania			46 444
Reintegration in the home country – Lithuania			15 955
Migration information centre: returning to Lithuania – net of “for refund”			77 898
Total: Lithuania – Earmarked			222 059
LUXEMBOURG			
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			409 439
Cooperation on services for refugee resettlement to Luxembourg (244 Syrians) – Mauritania			167 630
Development of the interactive emergency operations manual			111 452
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			57 618
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			2 978
Total: Luxembourg – Earmarked			749 117
MALTA			
Assistance in the identification of victims of trafficking – Malta			6 369
Looking beneath – Malta			3 583
Pan-European conference (II): integration and immigrant spouses and children – Malta			1 565
Mainstreaming a common model of intercultural competence for the integration process of third-country nationals – Malta			1 381
Supporting the integration of third-country nationals through enhancing their awareness of the Maltese sociolegal context			1 368
Launching initiatives supporting Malta’s effort to suppress trafficking – LIMES – for refund			(969)
Total: Malta – Earmarked			13 298

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MEXICO			
Project for providing assistance to migrant returnees (PAMIR) – Mexico			373 966
Assistance for migrant returnees during the repatriation process in Mexico 2015			312 726
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			35 887
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			7 080
Study on trafficking in persons for sexual and labour exploitation in the state of Jalisco – Mexico			4 298
Total: Mexico – Earmarked			733 957
MONTENEGRO			
Adaptation of existing border police premises for development of a trilateral police cooperation centre – Montenegro			116 804
Total: Montenegro – Earmarked			116 804
NETHERLANDS			
Assisted voluntary return from the Netherlands – Netherlands			7 001 456
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN) 2016			6 812 220
Enhancing regional convergence of data collection, analysis and dissemination through the displacement tracking matrix			1 592 357
Consortium for integrated stabilization and peace in eastern Democratic Republic of the Congo (CISPE) – Democratic Republic of the Congo			1 583 652
Temporary return of qualified nationals			1 477 569
Funds received in 2016 – to be allocated			1 143 305
Partnership on health and mobility in the mining sector of Southern Africa			1 107 680
Migrant rescue and assistance in the Agadez region – Niger			1 061 569
SRHR-HIV knows no borders – South Africa			1 041 304
Return and emigration assistance from the Netherlands			1 020 601
Connecting diasporas for development (CD4D) – Netherlands			1 001 922
Encouraging hope: community mobilization to mitigate irregular migration – Ethiopia			743 100
Resettlement programme in the Netherlands			612 963
Enhancing saving-lives-at-sea operations by the Libyan coastguard and supporting humanitarian repatriation of vulnerable migrants out of Libya			591 991
Resettlement in the Netherlands			488 739
Post-arrival and reintegration assistance for Congolese minors from the Netherlands – Democratic Republic of the Congo			263 855
Assisted voluntary return and enhanced reintegration support for former asylum seekers – phase II – Netherlands			222 015
SWAT – working together towards the future – Netherlands			184 602
Relocation to the Netherlands – pilot phase – Netherlands			175 387
Morocco: assisted voluntary return and reintegration for migrants stranded or at risk and willing to return to their country of origin			159 236
Supporting Turkey in establishing a human rights-based and effective system for the implementation of the EU-Turkey readmission agreement – Turkey			129 373
Junior professional officer			127 045
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			126 947
Junior professional officer			59 801
Supporting the establishment of a human rights-based framework for the EU: Turkey readmission agreement			30 038
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			17 544
MAGNET II – Joint approach to job placement for Iraqi returnees (Kurdistan region of Iraq)			16 648
World migration report 2015 – Netherlands funding			13 600
Enhancing effectiveness of support processes in the implementation of return procedures – Bulgaria			11 526
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Somalia			1 274
SAFE: smart, aware, free, enjoy – information campaign to prevent trafficking in human beings – Slovakia			1 062
CO-Nareis: global cultural orientation for family reunification to the Netherlands: first steps to integration – for refund			(4 930)
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN) 2015 – net of “for refund”			(170 388)
Total: Netherlands – Earmarked			28 645 060

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
NEW ZEALAND			
Resettlement services – Australia			997 306
New Zealand assistance to IOM for humanitarian response in Mosul – Iraq			733 919
Migration health services for resettlement – Australia			337 241
Emergency response and rainwater improvement project in the Marshall Islands			100 000
Facilitated migration services – Australia			80 135
Administration of the regional support office of the Bali process – Thailand			36 806
Consular support services for New Zealand			26 590
Movements to New Zealand			15 728
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking and related transnational crime			13 816
Total: New Zealand – Earmarked			2 341 540
NICARAGUA			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			2 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 100
Total: Nicaragua – Earmarked			3 100
NORWAY			
Financial support to return – phase VIII – Norway			3 384 263
Assisted voluntary return of unsuccessful asylum seekers and other migrants in an irregular situation in Norway			3 027 985
Undocumented Afghan returnees appeal (Norway) – Afghanistan			1 810 719
Funds received in 2016 – to be allocated			1 518 692
Quota cases to Norway – refugees from Europe – Norway			1 340 073
Cultural orientation programme for Norway-bound refugees in 2016 – Norway			1 263 732
Support to enhance institutional capacity of the department of immigration in Somalia (Somaliland)			1 030 189
Direct assistance for internally displaced persons and stranded migrants in Libya			1 001 199
Information on return and reintegration for vulnerable migrants in Norway			853 718
Reintegration and rehabilitation of victims of trafficking in Ukraine (VoT III)			737 408
Information on return and reintegration for Afghan nationals returning to Afghanistan (IRRANA IX) – Norway			724 740
Contributions and invoicing – Norway			640 856
Water, sanitation and hygiene assistance for the conflict-affected communities in non-government-controlled areas of Ukraine			602 991
Basic needs support and awareness-raising for refugees in Turkey			479 616
Enhancing operational capacities of the Somali immigration authorities			467 290
Programme against human trafficking in Eastern Europe – Ukraine			365 608
Protecting the human rights of victims of trafficking – Republic of Moldova			321 659
Capacity-building for shelter staff in providing protection and care services to unaccompanied migrant children in Turkey			301 617
Collection and interactive visualization of data on mixed migration flows to, through and from North Africa – phase II – Egypt			293 152
Outreach for voluntary return in 2016 – Norway			178 513
Voluntary assisted return programme from Norway (2015)			165 073
Counter-smuggling interventions in Turkey			117 650
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals (PRAN VII) – Afghanistan			81 208
Support for the world migration report 2017			40 888
Professional accelerated introduction for jobs and entrepreneurship – Norway			39 436
Building the capacities of institutions in Bosnia and Herzegovina to address mental health issues			23 547
Voluntary repatriation from Norway			18 308
Training package based on the Nordic-Baltic initiative to counter trafficking in human beings on the Baltic Sea using passenger ferries – Norway			18 090
Assisted voluntary return and reintegration of Afghans residing in the Islamic Republic of Iran to Afghanistan – Islamic Republic of Iran – for refund			(1 498)
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt – for refund			(9 189)
Assisted voluntary return of irregular migrants from Greece – net of “for refund”			(26 245)
Information, return and reintegration of Iraqi nationals to Iraq (IRRINI VII) – Norway – for refund			(396 800)
Total: Norway – Earmarked			20 414 487

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PAPUA NEW GUINEA			
Strengthening public awareness and building capacity in communication and community engagement – phase II – Papua New Guinea			813 140
Total: Papua New Guinea – Earmarked			813 140
PARAGUAY			
Additional office support costs for IOM Asunción – Paraguay			29 834
Total: Paraguay – Earmarked			29 834
PERU			
Technical and administrative assistance to Banco de la Nación in the construction of its new headquarters – Peru – net of “for refund”			18 462 112
Technical assistance project for EsSalud’s work management services – Peru			8 430 053
Strengthening the national police for security and community stabilization in Peru – phase II			6 018 892
Technical support for Lima’s town hall work execution services – net of “for refund”			4 324 486
Technical cooperation among developing countries			33 667
Strengthening the national police for community security and stabilization – Peru			26 911
Consolidation programme for the reorganization and modernization of the public ministry in Peru – for refund			(5 439)
Strengthening the public ministry – Peru – for refund			(29 104)
Strengthening the management system of Lima’s town hall – Peru – for refund			(123 314)
Rehabilitation, community stabilization and strengthening of productive activities – Peru – for refund			(131 040)
Technical and administrative assistance for the drinking water and sewerage project – Peru – net of “for refund”			(477 019)
Total: Peru – Earmarked			36 530 204
PHILIPPINES			
Construction of transitional shelters for typhoon Haiyan-affected populations – Philippines			257 207
Construction of transitional shelters and water and sanitation facilities for crisis-affected populations – Philippines – net of “for refund”			155 402
Construction of a community evacuation centre in the city of Borongan – Philippines			127 413
Funds received in 2016 – to be allocated			49 994
Leyte resettlement sites sustainable water supply – Philippines – for refund			(3 942)
Total: Philippines – Earmarked			586 074
POLAND			
Poland assisted voluntary returns programme 2006 – net of “for refund”			451 173
Increasing the effectiveness of migration management – Poland			326 982
Migrant.Info: support for migrants and their inclusion in Polish society – Poland			122 673
Cooperation and competence as a key to efficiently combating trafficking in human beings – Poland			111 674
Analysis of migrants’ enfranchisement process by example of EU countries – phase II – Poland – for refund			(145)
Total: Poland – Earmarked			1 012 357
PORTUGAL			
Facilitating refugee resettlement in Portugal			204 867
Emerging resettlement countries joint support mechanism programme account			204 188
Assisted voluntary return and reintegration – phase IV – Portugal			128 634
Assisted voluntary return and reintegration – phase VI – Portugal			125 418
Assisted voluntary return from Portugal – bridging phase			26 425
Assisted voluntary return and reintegration programme (ARVoRE III) – Portugal			12 212
Certification and monitoring of a temporary installation centre in Porto			7 218
Beyond “not just numbers” – promoting refugee integration in Portugal through interventions in education			6 442
Cultural orientation programme for refugees selected for resettlement in Portugal – for refund			(2 779)
Total: Portugal – Earmarked			712 624

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
REPUBLIC OF KOREA			
Funds received in 2016 – to be allocated			744 114
Seconded official			650 747
Community-based shelter and livelihood support for vulnerable displaced families in the Syrian Arab Republic			400 000
Health-care assistance for internally displaced persons and conflict-affected communities in Yemen			400 000
Provision of camp coordination and camp management assistance to displacement-affected communities in the Kurdistan region of Iraq – Iraq			300 000
Camp coordination and camp management support and capacity-building in northern Shan state – Myanmar			300 000
Junior professional officer – Turkey			242 602
Emergency assistance for the populations in Haiti affected by hurricane Matthew			200 000
Refugee resettlement in the Republic of Korea			14 961
Total: Republic of Korea – Earmarked			3 252 424
ROMANIA			
INTERACT: integrated services for migrants and social and multicultural dialogue in Romania			429 427
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2015			64 367
Integration services for beneficiaries of international protection and third-country nationals legally residing in the western region of Romania			11 704
Supporting electronic national identity management in Afghanistan – for refund			(65)
Capacity-building in border management through training of trainers in Romania – for refund			(3 030)
Total: Romania – Earmarked			502 403
SERBIA			
Capacity-building for the Serbian commissariat for refugees and migration in finding durable solutions for refugees and internally displaced persons and improving the response to increased migration flows – Serbia			72 170
Total: Serbia – Earmarked			72 170
SLOVAKIA			
Migrant crisis in Europe: support for stranded migrants in Greece and Hungary – Bosnia and Herzegovina			450 958
Migration information centre to support the integration of migrants in Slovakia – phase VIII			228 761
Voluntary return and reintegration in country of origin – Slovakia			187 869
Integration programme for persons resettled in Slovakia			178 489
Support for IOM activities in relation to the crisis in the Syrian Arab Republic			169 109
Integration programme for persons resettled in Slovakia – phase III			138 353
European migration network 2015–2016: national contact point for Slovakia			54 645
Trafficking in humans beings – Slovakia			53 556
Voluntary return and reintegration in the country of origin – Slovakia			35 751
Funds received in 2016 – to be allocated			15 924
Contribution towards rented premises – Bratislava			11 025
Don't become a slave! – prevention of human trafficking through the training of trainers/professionals – Slovakia – for refund			(4 458)
Total: Slovakia – Earmarked			1 519 983
SLOVENIA			
Slovenian assisted voluntary return and reintegration programme			79 616
Slovenian assisted voluntary return and reintegration programme 2015–2016			58 316
Legal counselling on procedures for returning foreigners from Slovenia			4 895
Legal counselling in the procedures for returning foreigners from Slovenia			1 285
Slovenian assisted voluntary return and reintegration programme 2014–2015 – for refund			(332)
Total: Slovenia – Earmarked			143 781
SPAIN			
Resettlements to Spain			1 509 923
Return assistance for migrants and government – Spain			901 963
Supporting development of the Spanish–Peruvian cooperation programme – Peru			668 613
AVRR MEYSS 2016 – Spain			626 632
Encouraging employment in rural areas (PEAR) – Spain			236 358

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SPAIN (continued)			
Certification and training in the construction sector – phase II – Spain			78 025
EMPLEA-T – Spain			61 933
Assisted voluntary return and reintegration from Mauritania 2016 – Spain			55 866
Mandatory contribution from the ministry of foreign affairs – IOM Madrid office rent – Spain			47 003
SENSIBILIZA-T – Spain			37 346
Training packages for health professionals to improve access to and quality of health services – Belgium			18 168
Total: Spain – Earmarked			4 241 830
SRI LANKA			
Funds received in 2016 – to be allocated			4 545
Total: Sri Lanka – Earmarked			4 545
SWEDEN			
Emerging resettlement countries joint support mechanism programme account			16 302 576
Reintegration grants for voluntary returnees from Sweden to Afghanistan			8 017 851
Strengthening the humanitarian response through enhanced information management services, psychosocial and direct assistance, early recovery and counter-trafficking activities in north-eastern Nigeria			3 260 515
Partnership on health and mobility in East and Southern Africa			2 282 361
Quota cases to Sweden – refugees from Europe to Sweden			1 719 102
Undocumented Afghan returnees appeal – Afghanistan			1 676 435
Strengthening institutions through diaspora assistance in Somalia – public financial management			1 385 770
SIDA unallocated funds for 2016			1 177 856
Life-saving emergency assistance, shelter and non-food items for internally displaced populations affected by hurricane Matthew in Haiti			1 105 094
Mosul emergency response – Iraq			1 086 838
Improving access to health, water, sanitation and hygiene for the undocumented nationals of Myanmar living in the Cox's Bazar district of Bangladesh			1 060 071
Life-saving emergency assistance for migrants, internally displaced persons and other conflict-affected populations in Yemen			1 060 071
Family reunification resettlement cases to Sweden			1 016 337
Increased understanding of gender-based violence and improved access to life-saving health care in Baghdad, Diyala, Salah al din, Najaf, Anbar and Erbil – Iraq			968 289
Institutional and civil society response to transitional justice mechanisms under the peacebuilding process – Colombia			829 384
Reception and reintegration assistance for Afghan returnees from Sweden – Afghanistan			447 424
Funds received in 2016 – to be allocated			373 867
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals from Sweden – Afghanistan			325 231
Promoting the social mobilization and education for peace strategy: the “world’s largest conversation” – Colombia			281 360
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking for sexual exploitation and foreign citizens in prostitution in Sweden – Finland			198 154
Support for the sustainable development goals national follow-up strategy – Colombia			123 900
Swedish medical programme for Bosnia and Herzegovina and UNSC 1244-administered Kosovo – phase V – Bosnia and Herzegovina			117 343
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			95 541
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			17 516
Loan of a government official from the Swedish ministry of justice to IOM			10 000
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			7 962
Voluntary return assistance from Sweden			4 025
Government of Sweden support for the international recruitment integrity system – for refund			(6 591)
Responding to immediate and ensuing post-crisis needs of migrants and mobile populations – Zimbabwe – net of “for refund”			(7 786)
Provision of assistance to the most vulnerable internally displaced persons in Haiti – for refund			(8 522)
Responding to immediate and ensuing post-crisis needs of migrants and mobile populations – Zimbabwe – net of “for refund”			(11 916)
Supporting civil society in protecting the rights of vulnerable groups in Belarus – for refund			(29 861)

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWEDEN (continued)			
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and prostitution in Sweden – for refund			(46 931)
Emergency response addressing the basic needs of Iraqi internally displaced persons fleeing violence across Iraq – for refund			(202 641)
Responding to the humanitarian needs of migrants in Yemen – for refund			(410 858)
Total: Sweden – Earmarked			44 225 767
SWITZERLAND			
Reintegration assistance from Switzerland (RAS 2016)			2 600 839
IOM Bern office costs			2 327 412
Mainstreaming migration into national development strategies			1 572 730
Information management and policy development for durable solutions for internally displaced persons in Ethiopia			826 531
Consolidating the migration and development institutional framework of the Republic of Moldova			607 461
Community stabilization initiative for populations affected by the conflict in northern Mali			536 636
Undocumented Afghan returnees appeal – Afghanistan			515 464
Strengthening labour migration governance through regional cooperation in Colombo process countries – Sri Lanka			500 000
Swiss REPAT – IOM movements programme			381 988
Preventing abuse by aid workers: inter-agency community-based complaints mechanisms in northern Syrian Arab Republic			300 000
Awareness-raising to combat irregular migration from Nigeria through a television miniseries “The missing steps” – production phase – Nigeria			249 000
Assisted voluntary return and reintegration from Switzerland to Guinea 2016 – phase IX			241 400
Poverty reduction through skills development for safe and regular migration in Cambodia, the Lao People’s Democratic Republic, Myanmar, Thailand and Viet Nam			220 364
Coordination and improvement of internally displaced person sites through camp coordination and camp management in Unity state and Upper Nile state – South Sudan			203 666
Reimbursable movements from/to Switzerland – Federal office for migration			186 934
Funds received in 2016 – to be allocated			177 153
Support for the promotion of youth employment through entrepreneurship and development of micro-enterprises in the province of Kinshasa – pilot phase – Democratic Republic of the Congo			134 541
Displacement tracking in Bubanza, Cankuzo and Gitega provinces using the displacement tracking matrix – Burundi			123 711
Socioeconomic integration through enterprise development to address the problem of drug abuse – Georgia			121 774
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration			118 475
Assistance in providing protection and food security to internally displaced persons and returnees in the province of North Kivu – Democratic Republic of the Congo			117 163
Coordination support for the GFMD chair – Bangladesh			93 901
Facilitating sustainable reintegration of voluntary returnees from Switzerland through business support in Nigeria			82 465
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and cabaret dancers in Switzerland			75 000
ASHSHASH: for men and women who have escaped trafficking – Bangladesh			73 965
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration – phase VII			71 429
Return and reintegration of victims of human trafficking – Bulgaria			70 813
Cantonal programme for return and reintegration assistance for asylum seekers and irregular migrants living in the Canton of Bern			62 613
Migrant lives: monitoring migrant well-being in 15 Southern African States – Germany			56 000
Switzerland: contributing to preventing and combating human trafficking through international round tables			55 227
Swiss cultural orientation programme (PDCH II)			55 000
Reintegration assistance from Switzerland			52 191
Service fee collection point for the Swiss REPAT – IOM movements programme			51 026
Sub-research on local informal recruitment channels between the United Arab Emirates, Kerala (India) and Nepal – Kuwait			50 987
Protection of civilians, camp coordination and camp management and humanitarian response review report – South Sudan			47 878

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWITZERLAND (continued)			
Mapping of migrant smuggling and human trafficking in the Western Balkans part II: addressing migrant smuggling and vulnerability – Bosnia and Herzegovina			46 377
Building capacity to pursue the Sana'a declaration recommendations – Yemen			38 627
Community stabilization for communities of high return – Chad			38 620
Assessing changes in migration patterns in the Lao People's Democratic Republic and their impact on the country and in Thailand			36 000
Assisted voluntary return and reintegration for sub-Saharan migrants – Morocco			35 008
Fostering the economic and social benefits of migration in the South Caucasus – bridging phase – Georgia			29 557
Training project on the creation and management of micro-enterprises in Guinea for recipients of assisted reintegration from Switzerland			28 088
Reintegration and psychosocial support for returned migrants from Algeria – Niger			25 773
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud: assisted voluntary return and reintegration			25 237
Reimbursable movements to/from Switzerland: Swiss REPAT – IOM movements programme			24 234
Scoping study on the planned project "Improving protection and voluntary return integration for vulnerable migrants along Western Mediterranean migration routes" – Germany			21 169
Post-arrival and reintegration assistance from Switzerland to Sri Lanka – Sri Lanka – net of "for refund"			15 564
Housing recovery and reconstruction platform – phase II – Swiss agency for development and cooperation contribution – Nepal			14 201
Swiss return information fund			10 000
Awareness-raising on human trafficking in Switzerland: production and distribution of postcards – net of "for refund"			9 781
Week against human trafficking 2015 in Switzerland – for refund			7 199
Communicating effectively about migration in Morocco: international seminar on media and migration – Morocco			2 356
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialhilfe Stadt Basel			2 128
Support for project development and a reporting officer – Rwanda			1 600
Humanitarian repatriation for stranded migrants in Libya – for refund			(89)
Improving the protection of vulnerable migrants travelling through the Horn of Africa – for refund			(3 131)
Presentation of IndigoDigital's feasibility study in Switzerland – for refund			(3 159)
Awareness-raising to combat irregular migration from Nigeria through a TV miniseries "The missing steps" – Nigeria – for refund			(3 974)
Mapping the smuggling of migrants and trafficking in human beings in the Western Balkans – Bosnia and Herzegovina – for refund			(5 890)
Swiss pre-departure cultural orientation programme – Lebanon – for refund			(7 561)
Strengthening Serbia's response to increased migration flows along the Western Balkan route – for refund			(15 798)
Support for the immigration and asylum management system in Bosnia and Herzegovina – for refund			(17 468)
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt – for refund			(22 972)
Addressing irregular migration of sub-Saharan Africans through southern Egypt – for refund			(52 747)
Assisted voluntary return and reintegration to Tunisia – phase III – for refund			(163 188)
Improving access to services for Syrian refugees living in Mersin in Turkey – for refund			(395 287)
Total: Switzerland – Earmarked			12 681 994
THAILAND			
Containment of artemisinin resistance and moving towards eliminating plasmodium falciparum – Thailand			746 697
Bay of Bengal: regional information campaign to address irregular migration and promote safe migration practices – Thailand			100 000
Total: Thailand – Earmarked			846 697
THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA			
Pathway to employment through skills development and sustainable labour market migration of the Roma in particular Roma women (PATHSKILL) – The former Yugoslav Republic of Macedonia			183 901
Total: The former Yugoslav Republic of Macedonia – Earmarked			183 901

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
TURKEY			
Protecting victims of human trafficking – Turkey			1 035 931
Consolidation and strengthening of the national referral mechanism for assisted voluntary return and reintegration of irregular migrants in Turkey			793 629
Comprehensive global approach to counter migrant smuggling and enhance migrant protection			166 482
Total: Turkey – Earmarked			1 996 041
UNITED KINGDOM			
Mosul emergency response and preparedness – Iraq			17 286 585
Multi-year programme for natural disaster preparedness, response and recovery in Pakistan 2015–2019			11 959 374
Syria resettlement programme (pre-arrival) – United Kingdom			8 036 455
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the Greater Upper Nile – South Sudan			7 068 026
Strengthening the protection of migrants through the humanitarian resilience programme – Yemen			3 439 680
Emerging resettlement countries joint support mechanism programme account			3 125 000
Support for the refugees and migration programme in Ethiopia			2 326 220
Support for IOM to address the migration crises in Yemen – 2016/2017			2 250 000
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the greater Upper Nile in South Sudan			1 725 032
Integration and stabilization support through livelihoods for internally displaced persons and the conflict-affected population in Ukraine			1 250 000
Support for resettlement of national staff and families working for the British Embassy in Kabul			1 129 361
Supporting Libyan authorities in managing migration flows by improving compliance with human rights in migrant detention centres and through voluntary repatriations – Libya			1 064 673
Internally displaced person and host community livelihood and stabilization support in Ukraine			1 063 600
Gateway resettlement programme (pre-arrival outcomes) – United Kingdom			1 045 851
Provision of emergency non-food items and shelter materials to internally displaced persons, hosts and vulnerable persons in South Sudan			947 443
Establishment of a migration resource and response mechanism in Niger			914 737
Tajik–Afghan integration, resilience and reform-building programme – Tajikistan			862 805
Monitoring migration flows through the displacement tracking matrix and enhancing the protection of migrants through direct assistance and durable solutions – Sudan			752 480
Improving the lives of migrants through direct assistance and the displacement tracking matrix – Libya			752 480
Improving the response to increased migration flows through the Western Balkans route – The former Yugoslav Republic of Macedonia			664 045
Improving coordination of humanitarian interventions for undocumented nationals of Myanmar – Bangladesh			661 611
Transportation of refugees and newly arrived migrants to the first reception centre on the island of Lesbos – Greece			571 043
Direct assistance for migrants rescued at sea and tracking displaced populations inside Libya			528 580
Housing recovery and reconstruction platform – phase II – Nepal			524 246
Enhancing protection in displacement settings through the displacement tracking matrix and camp coordination and camp management operational collaboration			498 034
Preventing and responding to irregular migration in Egypt			468 750
Vulnerable children resettlement scheme – United Kingdom			454 200
Gateway protection programme – United Kingdom			378 112
Specification for reintegration assistance in Afghanistan			357 047
Data collection to improve understanding of migration flows from Afghanistan and Pakistan towards Europe			332 023
Facilitated reintegration scheme for detained migrants from the United Kingdom – year 1			324 723
Expansion and maintenance of the Malakal protection of civilians site – South Sudan			315 341
Supporting labour migration management in Turkey			284 553
Field data collection and central data repository on migration flows towards Europe			268 165
Implementation of the strategy document and national action plan on irregular migration – Turkey			261 712
Provision of emergency water, sanitation and hygiene materials to crisis-affected populations in South Sudan			255 682
Mediterranean migration response – reducing risks of unsafe migration: linking research data and policy – Germany			219 135
Strengthening data collection and analysis in response to human mobility in the context of the Mediterranean migration crisis			200 661

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM (continued)			
Systematic data collection and analysis of migratory flows towards Europe – Austria			200 661
Data collection and analysis on migration from West and Central Africa in the context of the Mediterranean migration crisis – Senegal			200 661
Strengthening immigration and border management capacity of the federal government of Somalia			195 245
Capacity-building for the judicial system in Sudan to address human trafficking			186 309
Fighting irregular migration by increasing capacity to detect forged documents – Turkey			182 654
Improvement of infrastructure, security and operational capacities at the Cilvegözü/Bab al-Hawa border crossing at the Turkish-Syrian border			154 454
Increasing access to protection for migrants in Serbia and the former Yugoslav Republic of Macedonia – Serbia			150 496
Support for the socioeconomic development of conflict-affected populations in Azerbaijan			142 565
Strengthening the capacity to provide shelter for children and youth to accommodate unaccompanied migrant children – Serbia			141 380
Gateway protection programme – United Kingdom			140 512
Understanding complex migration flows from Iraq to Europe through movement tracking and an awareness-raising campaign – Iraq			138 828
Improving evidence-based planning of migration management projects, strategies and policies – Sudan			136 880
Assistance for the voluntary return and reintegration of returnees from Greece			133 869
Distribution of non-food items in Kos and Lesbos – Greece			130 506
Mediterranean sustainable reintegration (MEASURE)			125 413
Supporting Turkey in the development of a national integration policy – Turkey			120 865
Community-based approach to support youth in targeted municipalities in Bosnia and Herzegovina			119 910
Research on improved shelters for responding to floods in Pakistan – phase II			119 221
Increasing capacities of the border police to regulate the increased influx of migrants in Serbia			115 026
Movement tracking of migration flows towards Europe: Syrian Arab Republic and Turkey			110 340
Strengthening capacity and international cooperation in detecting forged travel documents – Turkey			101 837
Capacity-building in migration management for authorities in Puntland and the federal government of Somalia			100 000
Study on migrant profiles and building an evidence base – Italy			99 607
Tracing unsafe migration: advancing data and research on migrant deaths – Germany			98 590
Providing inputs for post-conflict corruption risk management – Colombia – net of “for refund”			86 413
Border security vulnerability assessment – Sri Lanka			86 177
Socioeconomic inclusion of minority communities into society to support long-term reconciliation and conflict prevention – UNSC resolution 1244-administered Kosovo			68 319
Assisting mine survivors residing in conflict-affected rural areas through livelihood support grants – Azerbaijan – net of “for refund”			67 467
Expert-level workshop series on protection at sea			66 405
Health and humanitarian border management in Sierra Leone – phase II			62 543
Study tour for the federal government of Somalia and Puntland state to the Rwandan immigration department – Somalia			53 138
Contributing to Turkey’s efforts to respond to the migration crisis through enhanced migration management – Turkey			51 667
Moving towards sustainable approaches in preventing violent extremism in Bosnia and Herzegovina			49 103
Support for the coordination of the IOM Mediterranean intervention			46 483
Provision of basic business skills and vocational skills training and income-generation support to Eritrean communities in the Tigray region in northern Ethiopia			44 924
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran			44 343
Support for the coordination of the IOM-DFID Mediterranean intervention (including interim and final reporting) – United Kingdom			43 811
Data and research on dead and missing migrants and the impact on families of the missing: special emphasis on the Mediterranean – Germany			33 202
Enhancing Somalia’s institutional operations and international cooperation in border management: Federal Government of Somalia delegation visit to the United Kingdom – Somalia			31 794
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka			31 250
Resettlement of Syrian vulnerable cases – United Kingdom – for refund			29 627

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM (continued)			
Improving the capacity of the government of Kenya to counter human trafficking – Kenya			24 135
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			22 447
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			17 905
MAGNET II – Joint approach to job placement for Iraqi returnees (Kurdistan region of Iraq)			17 007
Strengthening capacities for smuggling risk analysis at the joint risk analysis centre – Bosnia and Herzegovina			14 428
In-kind contribution – Philippines	10 558		
Enhancing capacities of policymakers and practitioners in migration and the environment in Africa – for refund			(284)
Malakal protection-of-civilians site extension: improving living conditions for internally displaced persons in the UNMISS base in Malakal – South Sudan – for refund			(6 250)
Coordinated approach for the reintegration of victims of trafficking (CARE) – France – for refund			(7 330)
Camp coordination and camp management support for earthquake-affected populations of Nepal – for refund			(14 337)
Resettlement of Syrian vulnerable cases – United Kingdom – for refund			(217 274)
Shelter recovery and reconstruction coordination support for earthquake-affected populations – Nepal – for refund			(517 014)
Humanitarian response in the United Republic of Tanzania – for refund			(719 398)
Total: United Kingdom – Earmarked	10 558		77 423 995
UNITED STATES OF AMERICA			
Unearmarked income		2 100 000	
United States refugee admission programme			228 654 656
Community revitalization programme – phase VI – Iraq			18 000 000
Federally administered tribal areas transition initiative in Pakistan			17 750 769
Return and reintegration in the Northern Triangle (2016–2019) – El Salvador			16 813 000
Community revitalization programme – phase V – Iraq			16 600 000
Conflict victims project: institutional strengthening activity – Colombia			13 700 000
Typhoon Maysak reconstruction project: preparing stage 3 – Federated States of Micronesia			13 039 686
Emerging resettlement countries joint support mechanism programme account			8 450 000
Integrated emergency response: addressing the needs of displacement-affected populations in Iraq			7 382 695
Emergency response to address the shelter and psychosocial needs of internally displaced persons in Iraq			6 875 248
Provision of emergency water, sanitation and hygiene, health and humanitarian services in Bentiu and Malakal protection of civilians camps – South Sudan			6 273 595
Non-food item and shelter assistance for populations affected by the Syrian crisis in the Syrian Arab Republic			6 073 581
Improving access to health, water and sanitation services, education and freedom from violence in Cox's Bazar – Bangladesh			6 000 000
Multisectoral assistance for populations affected by the Syrian crisis in the Syrian Arab Republic			5 997 199
Community cohesion initiative – Niger			5 914 893
Enhancing screening activity and surveillance capacity at borders and in border communities: Ebola crisis response			5 901 056
Reintegration and prevention of recruitment programme – Colombia			5 700 000
Access to services and community stabilization			5 100 000
Afghanistan rapid humanitarian assistance programme			5 074 661
Assistance for internally displaced persons for Mosul preparedness and response – Iraq			4 600 000
Global health security partner engagement: expanding efforts and strategies to protect and improve public health globally			3 867 044
Rapid response fund: South Sudan and Abyei			3 708 613
Assistance for Syrian refugees: regional refugee and resilience plan (3RP) 2016 contribution			3 700 000
Health and humanitarian border management in Guinea			3 513 725
Somalia stabilization initiative – Somalia			3 422 004
Emergency evacuation in Yemen 2016			3 400 000
Activities in Lebanon in support of the IOM 2015 Syrian crisis appeal			3 400 000
Provision of emergency water, sanitation and hygiene, health and psychosocial support in South Sudan			3 343 323

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Essential hygiene, shelter and multipurpose cash support for vulnerable internally displaced persons, returnees and other conflict-affected communities in Ukraine			3 000 000
Implementation of the displacement tracking matrix across Iraq			2 750 000
Strengthening humanitarian response capacity through displacement tracking and monitoring – Nigeria			2 575 466
Life-saving emergency assistance for internally displaced persons and conflict-affected populations in Yemen			2 476 093
Regional programme to strengthen capacities to protect and assist vulnerable migrants in Mesoamerica (Mesoamerica programme) – phase VII – Costa Rica			2 450 000
Enhanced opportunities for Moroccan youth			2 187 295
ASEAN: IOM MAPP (migrant assistance and protection programme) – Thailand			2 000 000
Rehabilitation of provincial operations centres to support the Ebola response in Conakry, Guinea			1 996 494
Provision of camp management services in the Bentiu protection of civilians site – South Sudan			1 996 032
Enhancing conflict-affected communities' access to health and psychosocial support in Yemen			1 973 984
Addressing irregular migration flows and upholding the human rights of migrants along the north-eastern African migration route and North Africa – NOAH phase IV – Egypt			1 900 000
Migrant support programme – United States			1 884 876
Promoting a reduction in and improved operational response to gender-based violence through camp management and site planning – phase II			1 817 926
Horn of Africa/Gulf of Aden/Yemen: improving protection of migrants – phase VI – Kenya			1 800 000
Capacity-building and assistance for the protection of vulnerable migrants and migrant descendants of Haitian origin at the Dominican Republic-Haiti border – phase VII – Dominican Republic			1 565 000
Providing infrastructure and regulatory reform to reduce population movement in eastern Democratic Republic of the Congo			1 526 317
Post-presidential disaster declaration on El Niño-induced drought response in the Marshall Islands – Federated States of Micronesia			1 479 973
Technical capacity-building for the ministry of refugees and repatriation in Afghanistan			1 464 239
Addressing irregular migration flows in Southern Africa – phase VII – Botswana			1 400 000
Establishing model border divisions of the state border guard service of Ukraine (new face of the border in Ukraine)			1 380 000
Camp coordination and camp management and disaster risk management capacity-building in Southern Africa – phase III – Mozambique			1 375 525
Rapid assistance programme for the internally displaced: R.A.P.I.D. fund for eastern Democratic Republic of the Congo			1 362 511
Rapid response fund for humanitarian emergencies in Sudan			1 348 679
Border transit assistance response at the berm border area and emergency health services for Syrian refugees			1 300 000
Inspiring a movement and public action to counter trafficking and exploitation (IMPACT) – Thailand			1 248 945
Enhancing capacities and mechanisms to identify and protect vulnerable migrants in the Western Balkans – Bosnia and Herzegovina			1 200 000
Protecting vulnerable migrants in West and Central Africa – Senegal			1 200 000
Abyei rehabilitation initiative – South Sudan			1 183 293
HIV prevention and care interventions for migrants and specific communities in Africa			1 174 317
Typhoon Maysak response – Federated States of Micronesia – net of “for refund”			1 168 201
Dignity and rights in Central Asia – Kazakhstan			1 130 520
Disaster preparedness for effective response (PREPARE) programme – Federated States of Micronesia – net of “for refund”			1 119 112
Expanded vaccination and presumptive treatment project for US-bound refugees			1 088 934
Programme for improved disaster management and resilience against natural disasters in Myanmar			1 055 220
Support for the most vulnerable populations affected by the 2012 crisis through direct assistance – Mali			1 001 043
Non-food item pre-positioning and capacity-building for strengthened emergency response capacities – Haiti			953 195
Port-au-Prince northern extension zone: community revitalization programme – Haiti			944 438
Emergency humanitarian assistance for populations affected by the conflict in the Central African Republic			905 493
PRIMA – strengthening capacity in project information management (Global: strengthening IOM capacities in project information management)			900 000
Disaster risk reduction through building community resilience – Papua New Guinea			856 734

C/108/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Migrants in countries in crisis initiative – phase III: secretariat and capacity-building			853 347
Addressing mixed migration flows through capacity-building in Central Asia – phase III – Kazakhstan			800 000
Deterring irregular migration and illicit flows of goods across the Tajik–Afghan border – phase II – Tajikistan			800 000
Improving decentralized emergency and rapid response capacity in Mozambique			792 191
Countering trafficking in persons in Ukraine			773 506
Combating human trafficking in Afghanistan			772 120
Capacity-building and institutional strengthening: improving IOM's accountability to affected populations framework and enhancing displacement tracking and emergency operations capacity			750 000
Integrated emergency response: addressing the needs of displacement-affected populations in Iraq			743 123
Enhancing cooperation measures to effectively combat trafficking in persons through capacity-building and technical assistance in Azerbaijan – phase VI			742 478
Support for trafficking victims: global return and reintegration and family reunification – United States			700 000
Countering trafficking in persons – Belarus			650 234
Strengthening cross-border cooperation along the Western Balkans route – Serbia			650 000
Assisting the government of Ghana to combat child trafficking – Ghana			637 919
Positive life alternatives for Egyptian youth at risk of irregular migration (PLAYA) – Egypt			611 423
Strengthening disaster risk reduction capacity and promoting community resilience in Aceh – phase II – Indonesia			605 883
Life-saving emergency assistance for internally displaced persons and conflict-affected populations in Yemen			585 260
Rapid assistance programme for the internally displaced: R.A.P.I.D. fund for eastern Democratic Republic of the Congo			565 174
Yemen transition initiative – net of “for refund”			556 431
Emergency assistance for persons in search of international protection and community-strengthening in western Venezuela – phase XII – Colombia			550 000
Supporting human rights and the rule of law in Iraq			546 520
IOM global assistance fund for the protection, return and reintegration of victims of trafficking			516 117
Emergency flood mitigation and hurricane season preparation 2015 – Haiti			514 226
Construction of health and education facilities in Kabul – Afghanistan			505 723
Emergency water distribution and drought awareness campaign in Maputo province – Mozambique			500 610
Enhancing capacity to manage mixed migration flows in China within the northern Mekong region – phase VII – China			500 000
Ensuring a comprehensive approach to address smuggling and trafficking in Egypt			487 353
Logistics management for urgent humanitarian assistance in response to hurricane Matthew – Haiti			471 547
Non-food items and livelihoods response for internally displaced persons and host communities in northern Cameroon			461 862
Transition initiative for Somalia – net of “for refund”			457 493
Enhancing the overseas health assessment and management of US-bound refugees			455 306
Combating trafficking in persons in the Federated States of Micronesia through the establishment of protection frameworks			453 214
Disaster risk reduction – building community resilience in Timor-Leste – phase III			451 278
Health and humanitarian border management in Sierra Leone – phase II – Sierra Leone – net of “for refund”			450 809
Displacement tracking matrix and shelter/non-food item and camp coordination and camp management assistance for displaced communities in Burundi			443 917
Camp coordination and camp management support and capacity-building in Rakhine state and Kachin state – Myanmar			434 905
Enhancing livelihood opportunities for Syrians and host communities in Egypt			400 000
Emergency humanitarian assistance for internally displaced persons, returnees and host communities in the Central African Republic			388 405
Global rapid response: emergency direct assistance for victims of trafficking – United States			383 125
Mobile training for Ebola practitioners and for non-Ebola health-care clinicians – Sierra Leone			369 735
Capacity-building and mentorship of civil protection actors to enhance emergency operation centres – Haiti			366 708
Disaster risk reduction: building community resilience in Timor-Leste – phase II			363 828
El Niño mitigation in the Federated States of Micronesia and the Marshall Islands – Federated States of Micronesia			350 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
PSEA capacity-building: providing technical assistance in inter-agency prevention of and response to sexual exploitation and abuse			350 000
IOM development fund line 2			350 000
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups in Thailand			350 000
Climate adaptation, disaster risk reduction and education (CADRE) – Federated States of Micronesia			342 502
Funds received in 2016 – to be allocated			337 219
International disaster response capacity-building for humanitarian actors in the Republic of Korea			333 852
Victim-centred response to trafficking crimes in Tajikistan			310 380
Shelter provision and water, sanitation and hygiene response for conflict-affected populations in Borno state – Nigeria			306 419
Ebola crisis response in Liberia – net of “for refund”			304 453
Migration crisis in Costa Rica: supporting the government of Costa Rica to provide humanitarian assistance to stranded migrants – Costa Rica			303 969
Displacement tracking matrix to support enhanced coordination and assist the displaced populations in the Darfur region – Sudan			303 104
Building an NGO network to combat trafficking, especially in conflict and ceasefire areas in Myanmar			300 113
Rural community engagement in border security and management – Senegal			296 009
Comprehensive action to combat trafficking in persons in Maldives			288 807
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project – United States			281 254
Building preparedness for disaster risk management in Indonesia: reducing risks of displacement			280 558
Post-return humanitarian assistance for deportees – Haiti			277 429
Supporting the enactment of anti-trafficking legislation and the national action plan in Tunisia			266 708
Emergency response for internally displaced persons and host communities in northern Cameroon			258 304
Safe emergency debris removal and management to prepare for shelter and recovery – Nepal – net of “for refund”			251 859
Enhancing Indonesia’s counter-trafficking efforts at subnational level in labour migration provinces			248 748
Humanitarian assistance programme in Afghanistan			241 934
IOM appeal Haiti/hurricane Matthew – Haiti			235 777
Community-based approach to support youth in target municipalities in Bosnia and Herzegovina			232 300
Technical assistance to strengthen measures to combat trafficking in persons in Papua New Guinea			228 224
Establishment and institutionalization of a national referral mechanism for victims of trafficking and child victims of trafficking			226 433
Strengthening the capacity of the government of the Lao People’s Democratic Republic to manage and respond to humanitarian emergencies			225 577
Capacity-building support for stabilization programming in Somalia			220 781
Strengthening coordinated efforts to combat trafficking in persons in Solomon Islands – Australia			218 589
Protecting victims of trafficking through enhanced partnership, identification and referral – Timor-Leste			202 115
Fiji cyclone response: displacement tracking and monitoring – Australia			200 000
Childcare services and psychosocial assistance at the Bangkok immigration detention centre – Thailand			200 000
Strengthening international cooperation on migration and support for the migrants in countries in crisis initiative through outreach and research			199 881
Positive life alternatives for Egyptian youth at risk of irregular migration (PLAYA) – Egypt – net of “for refund”			195 181
Strengthening the national action plan on trafficking in persons in Turkmenistan to ensure coordinated assistance and a victim-centred approach – Kazakhstan			191 412
Victim-centred counter-trafficking awareness in typhoon Haiyan-affected areas in the Philippines			178 389
Emergency direct assistance for victims of trafficking – United States			178 001
Technical assistance for the government of Kyrgyzstan to strengthen the framework on combating trafficking in persons – Kazakhstan			174 337
Counter-trafficking activities – Azerbaijan			171 830

C/108/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Strengthening Ukraine's response to trafficking in persons - Ukraine			168 017
Strengthening coordination to respond to trafficking in persons and to provide protection for all victims of trafficking in Mozambique			167 680
Global migration data portal - pilot phase - Germany			165 000
Capacity-building towards resilience for reducing disaster risks in Palau - Federated States of Micronesia			156 403
Enhancing identity management in Guyana through expert skills: phase III - data entry process and management; and phase IV - national handover and monitoring - Guyana			152 179
Strengthening the capacity of the government of Mexico to conduct victim-centred investigations and prosecutions of trafficking in persons cases and to enhance victim protection systems - Mexico			151 760
Enhancement of international dialogue on migration issues - phase II			150 000
Community cohesion initiative - Afghanistan			146 883
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			145 338
Improving the conditions of vulnerable internally displaced persons, returnees and host community members in northern Mali through the displacement tracking matrix and return information, support for protection assistance and referral systems - Mali			145 254
Combating trafficking in persons in Georgia and addressing the demand aspect of trafficking			140 000
Capacity-building for criminal justice actors in the Caribbean to counter trafficking in persons - Jamaica			131 458
Strengthening coordination to respond to trafficking in persons and ensure justice and protection for all victims of trafficking in Namibia			128 314
Comprehensive action to combat trafficking in persons in Maldives - net of "for refund"			123 056
Enhancing national counter-trafficking efforts in Malaysia			114 375
Horn of Africa/Gulf of Aden/Yemen: improving protection of migrants - phase VI - Kenya			107 000
Human trafficking information exchange: a reliable foundation for effective anti-trafficking			106 317
Women in policing regional conference - Georgia			105 000
Preventing criminal behaviour among adolescents and youth with an emphasis on drug-related crime - Colombia			100 000
Adaptation of existing border police premises for development of a trilateral police cooperation centre - Montenegro			99 434
Capacity-building support for the Kenyan authorities and assistance for at-risk groups in marginalized communities in Kenya to counter violent extremism			90 806
Identification and management of open spaces for disaster preparedness (PMOS - phase II) - Nepal			90 284
Strengthening protection of victims of human trafficking - Madagascar - net of "for refund"			90 188
Central American minors programme on parole processing - pilot programme - Ecuador			89 897
International dialogue on migration 2016: follow-up and review of migration in the sustainable development goals			80 000
Humanitarian assistance for internally displaced persons in the Diffa region - Niger			72 952
Awareness-raising on the dangers of drug abuse among at-risk vulnerable groups in Georgia			70 000
Capacity-building support for stabilization programming in Somalia			65 994
Global consultation of chairs and secretariats of principal consultative processes on migration: inter-State consultation mechanisms on migration and the new framework of sustainable development goals			63 655
Harmonization of protocols for tuberculosis diagnosis and treatment in Bhutanese refugee camps surrounding host communities - Nepal			62 012
Water, sanitation and hygiene and non-food item distribution in response to the drought in Maputo - Mozambique			50 000
Emergency assistance for the victims of floods and landslides in Rwanda			50 000
Palau drought technical assistance - Federated States of Micronesia			50 000
Disaster response for drought-affected people in the Marshall Islands - phase II			49 999
Enhancing climate-resilient agriculture and water supply in drought-affected communities in Papua New Guinea			49 982
Mitigating conflict in Abyei through water, sanitation and hygiene and livelihood interventions - Sudan			48 180
Emergency assistance for the most vulnerable communities suffering from the effects of flooding and landslides in Papua New Guinea			44 514
Strengthening the humanitarian response for conflict-affected populations in north-eastern Nigeria			41 074
Cross-border community engagement on border management mechanisms enforcement in Niger			38 736
Strengthening government capacity for disaster management - logistical support for incident command system training in Timor-Leste (phase II)			35 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Strengthening disaster risk reduction capacity and promoting community resilience – Indonesia			31 151
Strengthening the capacity of the government of Georgia to combat crime through the reconstruction of the national forensics bureau – Georgia			30 741
Promoting and facilitating approval of the national action plan and standard operating procedures in Turkmenistan – phase II – Kazakhstan			30 000
Technical support for the national programme on disengaged combatants in Somalia			27 852
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			26 062
Prevention and the reintegration of at-risk youth in the North Caribbean Coast Autonomous Region of Nicaragua			20 599
Building capacities of governments to prepare for, respond to and manage crisis-induced displacement and improving understanding of mobility patterns in ECOWAS countries – Senegal			19 686
Prevention of youth violence in the Zinder region – Niger			18 571
Enhanced pre-positioning for disaster response preparedness in the Federated States of Micronesia			13 764
Strengthening capacities for improved coordination, protection and prosecution relating to trafficking in persons in Madagascar			12 772
Shelter projects 2015–2016			6 723
Strengthening government efforts to combat human trafficking through enhanced prosecution and victim protection in Egypt			4 740
Research on the health risks and consequences of trafficking in persons (global)			4 135
IOM X campaign launch and workshops in Singapore – Thailand			4 000
Summer school on migration studies 2016 – Czechia			2 945
Enhancing basic services and livelihood opportunities in Abyei – Sudan			2 140
Strengthening institutional capacity to coordinate national anti-trafficking response, including the identification and protection of victims and investigation and prosecution of trafficking offenders – Mali			1 891
Combating food insecurity and increasing livelihood opportunities for Malian refugees and host communities in Mauritania – for refund			(529)
Distribution of emergency interim care packages for Ebola cases for admission to Port Loko in Sierra Leone – for refund			(2 470)
Emergency shelter and non-food item assistance for internally displaced persons and returnees – Yemen – for refund			(5 748)
Emergency assistance programme for persons in search of international protection – Colombia – for refund			(12 560)
Community-based disaster risk reduction initiative in south-eastern Myanmar – for refund			(16 423)
Institutional strengthening in the Bahamas, Barbados and Saint Lucia to counter human trafficking – for refund			(19 051)
Umbrella grant management for NGO response to the Ebola outbreak in Guinea – net of “for refund”			(22 713)
Voluntary repatriation of Liberian nationals in Ghana – for refund			(57 399)
Assistance for stranded migrants in the Andaman Sea and Bay of Bengal – Thailand – for refund			(162 906)
Urgent measures to enhance police stations and border posts in Egypt – for refund			(173 794)
Total: United States of America – Unearmarked and earmarked		2 100 000	531 590 742
URUGUAY			
Promotion of human rights and migration in Uruguay			60 000
Funds received in 2016 – to be allocated			31 696
Cooperation agreement between IOM and AUCI – Uruguay			11 816
Total: Uruguay – Earmarked			103 512
Subtotal: MEMBER STATES	10 558	3 455 096	1 162 401 701
NON-MEMBER STATES			
KUWAIT			
Winterization assistance for populations affected by the Mosul crisis – Iraq			4 000 000
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operations			541 362
Total: Kuwait – Earmarked			4 541 362

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SAUDI ARABIA			
Increasing safe movement, protection and durable solutions for returnees, refugees and migrants fleeing the Yemen crisis – Somalia			2 279 500
Promoting resilient community development and agricultural and livelihoods development for food security in Rakhine state – Myanmar			436 500
Total: Saudi Arabia – Earmarked			2 716 000
UNITED ARAB EMIRATES			
Research on the labour recruitment industry between the United Arab Emirates, Kerala (India) and Nepal – Kuwait			163 268
Total: United Arab Emirates – Earmarked			163 268
Subtotal: NON-MEMBER STATES			7 420 630
UNSC RESOLUTION 1244-ADMINISTERED KOSOVO			
Return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase IV			2 163 189
EU return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase IV			55 381
EU – Beautiful Kosovo II			40 506
Subtotal: UNSC resolution 1244-administered Kosovo – Earmarked			2 259 076
EUROPEAN COMMISSION			
Multisectoral assistance for and protection of migrants and refugees stranded in Greece			15 294 173
Support for migration and asylum management in Ukraine			11 558 790
Emergency support to assist the most vulnerable migrants stranded in Greece			11 504 425
Integrated emergency response programme to improve the living conditions of the most vulnerable conflict-affected populations across central Iraq			10 087 650
Relocation programme from Greece to other EU member states for beneficiaries in clear need of international protection – Greece			8 676 790
Strengthening the operational capacities of the Turkish coastguard in managing migration flows in the Mediterranean sea – Turkey			8 071 570
Enhancing protection in the humanitarian response in Turkey through better addressing basic needs, supporting access to education and integrated service provision			7 150 838
Special measure supporting the former Yugoslav Republic of Macedonia to manage its southern border in the context of the European migration crisis – The former Yugoslav Republic of Macedonia			6 469 984
Emergency assistance for populations affected by the crisis in South Sudan			6 293 306
Strengthening the capacities of the government of Georgia in border and migration management			5 209 203
EU support to Serbia and the former Yugoslav Republic of Macedonia in managing the migration/refugees crisis/Balkan route – Serbia			5 130 181
Provision of seasonal non-food items and expansion of communication with communities activities to meet the basic needs of internally displaced persons – Iraq			3 907 385
Emergency assistance for crisis-affected populations in South Sudan and Abyei			3 296 593
IOM's whole-of-Syria humanitarian assistance programme for vulnerable Syrians affected by the crisis in Jordan, the Syrian Arab Republic and Turkey			3 128 492
Humanitarian assistance programme for vulnerable Syrians affected by the crisis			3 060 109
Supporting the stabilization and early recovery of at-risk communities in Bangui – Central African Republic			2 949 114
Supporting recovery and sustainable solutions for internally displaced persons and the conflict-affected population in Ukraine			2 869 036
Implementation of the European election observation mission in Ghana – Belgium			2 821 478
Supporting ACP-EU cooperation on migration and development – Belgium			2 802 691
Readmission capacity-building facility (EURCAP) – Belgium			2 793 296
Repatriation assistance for vulnerable migrants stranded in Libya and promoting stability in the southern regions of Libya			2 659 367
Facilitating sustainable return through laying foundations for Somalia in the Horn of Africa (FLASH) – Somalia			2 621 413
Contributing to ongoing stabilization efforts in Iraq by helping to reduce tensions between internally displaced persons and host communities – Iraq			2 548 583
The Iraq EU-IOM jointly run advanced assisted migration initiative (HIJRA AMINA)			2 458 101
Stabilizing communities and enhancing migration management for smooth transitions in Egypt, Tunisia and Libya – net of “for refund”			2 375 207

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Multisectoral assistance for Syrian refugees in Turkey displaced by the conflict			2 364 401
EU return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase IV			2 060 391
Integrated support programme for populations affected by displacement in Sudan			1 821 628
Water, sanitation and hygiene and winterization support for the conflict-affected population in the eastern regions of Ukraine			1 803 833
Supporting the implementation of displacement tracking and direct assistance for the conflict-affected population in north-eastern Nigeria			1 789 004
Regional and multisector assistance for populations affected by the Syrian crisis			1 759 852
Migrant resource and response mechanism – phase II – Niger			1 625 993
Strengthening social cohesion and stability in slum populations – Uganda			1 523 828
Improving post-crisis recovery through community stabilization initiatives in Burundi			1 510 710
Strengthening migration governance and response to mixed migration flows in the Agadez region – Niger			1 464 208
Support for Jordanian border guards in the provision of humanitarian assistance to Syrian refugees			1 457 612
Emergency response addressing the critical non-food item needs of internally displaced persons fleeing violence in Iraq			1 398 883
Stabilization support for internally displaced persons and the conflict-affected population in Ukraine			1 331 345
Strengthening security at borders in the Diffa region of Niger			1 306 919
Assisted voluntary return of third-country nationals to their country of origin – Greece – net of “for refund”			1 263 468
Migration, environment and climate change: evidence for policy (MECLEP)			1 214 378
Providing a comprehensive response to the mixed migration crisis on the island of Hispaniola – Haiti			1 168 222
Building back safer communities in flood- and cyclone-affected areas of Myanmar			1 084 599
EU election observation mission in Haiti – Belgium			1 076 252
Support for the EU–China dialogue on migration and mobility project – China			1 003 496
Humanitarian assistance for undocumented nationals of Myanmar in Cox’s Bazar to improve living conditions – Bangladesh			988 632
Providing local infrastructure and empowerment for cross-border peace and cooperation – Sudan			933 878
Rapid response for disaster-affected internally displaced persons in Ethiopia			907 029
Safe and quality education support for conflict-affected children in Mindanao in the Philippines			901 917
Supporting Serbia to improve border management capabilities in the context of the European migration crisis – Serbia			891 862
Ghana integrated migration approach			878 520
Community resilience initiative to support the regional development and protection programme in North Africa – Tunisia			851 781
Complementary measures in light of the relocation programme from Italy to member states of relocation – Italy			849 162
Implementation of the EU election observation mission to Uganda 2016 (services) – Brussels – net of “for refund”			821 549
Comprehensive assistance for the population affected by the earthquake in Ecuador			802 676
Promoting stability, well-being and harmony for Muslims of Myanmar and host communities in Thailand			786 962
Support for border management in Senegal			778 174
Support for EU member states under particular migratory pressure in their response to health-related challenges – Belgium			759 219
Pilot initiative to monitor readmission in Ukraine and Pakistan (MONITOR) – Ukraine			741 736
Regional cooperation on border management between Bulgaria, Greece and Turkey – phase I – Turkey			739 776
Protecting children in the context of the refugee and migrant crisis in Europe – Hungary			733 696
Humanitarian assistance for and protection of vulnerable migrants in Yemen			725 624
Assistance for conflict-affected populations – phase II – Democratic Republic of the Congo			721 533
Reducing medium- and long-term recurrent costs: adoption of renewable energy to ensure water supply in refugee and internally displaced person camps and local communities – Kenya			713 489
Action to protect and assist vulnerable and exploited migrant workers in the Middle East (PAVE)			629 799
Regional support for protection-sensitive migration management in the Western Balkans and Turkey – component II – Serbia			608 242
Early recovery support for earthquake-affected populations in Nepal			557 109

C/108/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Establishing a displacement tracking matrix system in Somalia to address information management gaps and strengthen the effectiveness of humanitarian actors targeting riverine areas – Somalia			544 218
Supporting the implementation of the migration and development component of the EU–Moldova mobility partnership and harnessing its benefits for the residents of the Transnistria region of the Republic of Moldova			535 097
Regional support for protection-sensitive migration management in the Western Balkans and Turkey – component I – Serbia			529 738
Voices from the underground: improving the protection and capacity of migrant workers – Mozambique			526 988
Strengthening surveillance and bilateral coordination capacity along the common border between Belarus and Ukraine – Belarus			513 792
Strengthening human rights monitoring and protection in Zimbabwe			513 529
Enhancing response to displacement			488 346
Supporting active inclusion of disadvantaged migrants in Europe through the development and testing of local centres for socioeconomic integration – Italy			446 927
Provision of security awareness support to the humanitarian community in Pakistan			443 951
Humanitarian assistance for internally displaced persons in Ukraine using cash transfers			441 501
Fostering health provision for migrants, the Roma and other vulnerable groups			432 074
Funds received in 2016 – to be allocated			418 911
Developing innovative European models for protecting refugees and providing support to new resettlement countries – Belgium			409 628
Humanitarian protection assistance for vulnerable undocumented and unaccompanied Afghan minors and single female deportees from the Islamic Republic of Iran – Afghanistan			369 786
Implementation of the EU election observation mission in Guinea under the EuropeAid contract – Belgium			341 897
Enhancement of national capacities to combat human trafficking in Azerbaijan			338 885
Protection assistance for vulnerable populations in camps and in high-return areas in Haiti			328 939
Humanitarian assistance to protect vulnerable migrants in Yemen			318 471
Emergency assistance for conflict-affected populations: human mobility tracking and psychosocial support for the most vulnerable mobile populations – Cameroon			315 671
Strengthening coordination for increased protection of trafficked migrant children – Ethiopia			300 139
Supporting the implementation of displacement tracking and direct assistance in north-eastern Nigeria			298 166
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups – Thailand			272 109
Emergency assistance for the effective management of immigration flows on Greek territory – Greece			254 777
Technical assistance to strengthen prosecution efforts and protection measures to combat trafficking in persons in Papua New Guinea			250 531
Assistance for the improvement of the socioeconomic conditions of military families – Democratic Republic of the Congo			249 636
Strengthening the response to cholera outbreaks in Artibonite and north-western departments – Haiti			242 949
Emergency response and protection of refugees in Ethiopia through mitigation of secondary movement			239 692
Preventing abuse by aid workers: Piloting inter-agency community-based complaint mechanisms			239 130
Assistance for the conflict-affected population in the Democratic Republic of the Congo			221 976
Rapid response for disaster-affected internally displaced persons in Ethiopia			215 316
Resilient environmentally appropriate building by upgrading local techniques in Vanuatu (REBUILT)			208 522
Strengthening dialogue and cooperation to establish management models on migration and development policies			173 565
External thematic expertise in migration – Belgium			130 153
Response to cholera outbreaks in Upper Artibonite and south-eastern departments and for internally displaced persons – Haiti			129 632
Improving water, sanitation and hygiene services for unaccompanied minors living in Teknaf in Bangladesh			111 483
Emergency assistance for flood-affected displaced populations in Malawi and Mozambique – South Africa			89 050
Provision of security awareness induction support to the humanitarian community in Pakistan			88 270
Humanitarian assistance for stranded migrants in Indonesia, Thailand and Malaysia			67 992
Support for populations affected by violence in Kachin, Northern Shan and Rakhine states in Myanmar			67 758

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Life-saving humanitarian assistance for Burundian refugees in the United Republic of Tanzania			66 372
ACCESS – Active citizenship: enhancing political participation of migrant youth			56 835
HEADSTART: Fostering integration before departure – Czechia			48 850
Support for the eastern partnership panel on migration and asylum – Ukraine			44 789
Streamlining the asylum and mixed migration system in Montenegro			44 411
MAGNET II – Joint approach to job placement for Iraqi returnees (Kurdistan region of Iraq)			43 328
Literature review of significant push and pull factors of asylum-related migration – Germany – net of “for refund”			31 355
Infectious disease health services for refugees and asylum seekers in Europe – Belgium			24 044
Reducing vulnerability through monitoring, analysing and responding to protection incidents – Zimbabwe			23 625
EU election observation mission in Uganda 2016: first MEP visit – Belgium			12 693
EU election observation mission in Haiti 2015: MEP visit – Belgium			12 094
EU election observation mission in Haiti 2015: second MEP visit – Belgium			1 881
Provision of housing and income-generation support to refugees and internally displaced persons – Serbia – net of “for refund”			(1 552)
Improving local organizations to protect victims of political violence and internally displaced persons through protection monitoring – Zimbabwe – for refund			(4 129)
115 callback system: implementing the system and framework for alerts generated by the 115 Ebola call centre – Guinea – for refund			(10 623)
Support for the creation of an electronic system of pre-arrival information exchange between Belarus and Ukraine – for refund			(10 956)
Emergency assistance for conflict-affected populations in Cameroon: assistance for internally displaced persons – for refund			(19 210)
Encouraging migrant returns from Libya and reinforcing their communities of return – for refund			(28 135)
Support for democratization processes in Sudan through the capacity-building of the national elections commission and contribution to inclusive political participation – phase II – Sudan – for refund			(160 002)
Coordinated approach for the reintegration of victims of trafficking (CARE) – France – for refund			(160 642)
Facilitating the recovery and transition process for returnees in flood-affected districts of Malawi – for refund			(328 924)
Technical assistance for the government of Ethiopia: Reception, reinsertion, reintegration – Ethiopia – for refund			(396 340)
EU border assistance mission in the Republic of Moldova and Ukraine – for refund			(1 747 366)
Subtotal: EUROPEAN COMMISSION			192 740 753
UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND FUNDS			
AFGHANISTAN COMMON HUMANITARIAN FUND			
Humanitarian post-arrival assistance for Afghan returnees from Pakistan in Nangarhar and Khost – Afghanistan – for refund			(24 941)
Total: Afghanistan Common Humanitarian Fund – Earmarked			(24 941)
ALBANIA ONE UN COHERENCE FUND			
Contributing to preventing and fighting trafficking in persons in Albania			20 000
Total: Albania One UN Coherence Fund – Earmarked			20 000
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND			
Winterization assistance provided to families affected by the Mosul liberation operations – Iraq			4 000 000
Provision of life-saving non-food items and shelter assistance to displaced persons in emerging crisis areas – South Sudan			3 000 000
Life-saving shelter and basic needs assistance for 15,000 most vulnerable people in zones of return from temporary shelters – Haiti			2 964 970
Shelter provision for school relocations and camp decongestion/upgrade in Maiduguri in Borno state – Nigeria			2 000 000
Emergency shelter/non-food item assistance provided to internally displaced persons fleeing the conflict in central Iraq and located in Anbar governorate in Iraq			2 000 000
Sheltering and tracking the most vulnerable communities affected by the earthquake in Ecuador			1 750 000
Emergency water, sanitation and hygiene services for communities affected by drought in Somaliland and Puntland – Somalia			1 205 366

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)			
Emergency registration and expanded non-food item management capacities for populations affected by hurricane Matthew – Haiti			1 179 996
Provision of transportation assistance to South Sudanese refugees in Ethiopia			1 130 000
Fiji cyclone response: shelter and non-food item pipeline – Australia			1 100 067
Provision of emergency shelter and non-food item support to communities affected by floods and landslides in Rwanda			1 000 780
Urgent repair and rehabilitation of Malakal protection of civilians site – South Sudan			1 000 000
Provision of transportation assistance and transitional shelters to South Sudanese refugees – Ethiopia			1 000 000
Providing Burundian refugees and their belongings with safe and dignified transportation – United Republic of Tanzania			999 997
Humanitarian assistance for newly displaced populations fleeing the Lake Chad basin and the violence caused by Boko Haram in the Diffa region – Niger			998 708
Provision of temporary shelter and other essential basic supplies for vulnerable newly arrived undocumented Myanmar nationals in Teknaf and Ukhiya upazilas of Cox's Bazar district – Bangladesh			980 591
Provision of humanitarian direct assistance to internally displaced persons – Libya			899 999
Emergency shelter and non-food item support for the landslide- and flood-affected population in Sabaragamuwa province – Sri Lanka			899 993
Enhancing water, sanitation and hygiene services for internally displaced persons, returnees and hosting communities in the Lahj governorate in Yemen			897 582
Displacement tracking, "light" camp coordination and camp management and direct humanitarian assistance provision – Central African Republic			750 000
Providing life-saving emergency shelter and non-food items to people affected by the earthquake in Kagera – United Republic of Tanzania			750 000
Improving access to water and sanitation in areas with high concentrations of internally displaced persons and returnees – Mali			700 000
Emergency life-saving water, sanitation and hygiene response to displacements in Northern Darfur caused by the Jebel Marra crisis – Sudan			639 978
Emergency humanitarian response for the Syrian population at the berm border area – Jordan			600 001
Displacement tracking matrix psychosocial assistance and community-based protection including strengthening communication with crisis-affected communities – Burundi			600 000
Emergency assistance for undocumented Afghan returnees in Nangarhar province – Afghanistan			600 000
Protection and direct assistance for stranded migrants in Libya			500 000
Emergency sanitation, hygiene and water provision for refugees from the Democratic Republic of the Congo in south-west and mid-west Uganda (Kyangwali, Kyaka II and Rwamwanja) – Uganda			399 999
Provision of life-saving primary health-care services to drought-affected populations – Somalia			372 583
Responding to shelter and non-food item needs of internally displaced persons, returnees and vulnerable persons in northern Mali			350 000
Shelter/non-food item assistance for displaced and flood-affected households – Burundi			325 000
Emergency psychosocial support for displaced populations in camps in Maiduguri, Borno state – Nigeria			300 000
Protecting vulnerable internally displaced returnees and host communities in Mali through identification of basic needs and provision of direct psychosocial assistance by protection teams and referral to mental health professionals – Mali			300 000
Integrated response to the emergency health needs of conflict-affected populations in Western Equatoria, Western Bahr el Ghazal and Upper Nile states in South Sudan			251 115
Responding to health needs of internally displaced persons and returnees affected by conflict in northern Mali through mobile clinics – Mali			250 000
Provision of safe water and access to improved sanitation for vulnerable newly arrived undocumented Myanmar nationals in Teknaf and Ukhiya upazilas of Cox's Bazar district – Bangladesh			236 149
Protecting children affected by cyclone Winston from violence, abuse and exploitation – Australia			200 000
Registration/profiling and provision of essential household items and emergency shelter to displaced persons (including returnees and third-country nationals) in the Lac region of Chad			200 000
Emergency shelter assistance – Chad			199 999
Contributing to improving deteriorating health among displaced Ethiopian migrant populations across Djibouti and health assistance for host communities			199 983
Provision of critical primary health care including the minimum initial service package for reproductive health to recently arrived undocumented Myanmar nationals – Bangladesh			187 093
Support for emergency shelter and non-food items for newly displaced persons in Northern Darfur – Sudan			182 304

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)			
Emergency assistance for populations experiencing severe food insecurity in Hodh Ech Chargui – Mauritania – for refund			(97)
Emergency shelter and non-food item assistance for displaced populations in north-eastern Nigeria – for refund			(573)
Emergency assistance for migrants stranded in the Congo after fleeing the Central African Republic – for refund			(751)
Response to food insecurity through provision of non-food kits and agricultural assistance – Mauritania – for refund			(923)
Emergency assistance for migrants stranded in Cameroon after fleeing the Central African Republic – for refund			(2 068)
Emergency assistance for migrants stranded in Cameroon after fleeing the Central African Republic – for refund			(2 948)
Provision of psychosocial support and community-based protection to migrants from the United Republic of Tanzania – Burundi – for refund			(6 923)
South Sudanese refugee emergency response in Arua – Uganda – for refund			(7 365)
Provision of repair kits and non-food items to returning families affected by floods in Iquitos – Peru – for refund			(11 519)
Water supply, sanitation and hygiene in conflict-affected areas with high numbers of internally displaced persons – Mali – for refund			(12 840)
Emergency shelter, non-food item and camp coordination and camp management support for populations affected by the earthquake in Nepal – for refund			(15 002)
Provision of essential water, sanitation and hygiene support to South Sudanese in White Nile and South Kordofan states – Sudan – for refund			(25 113)
Emergency assistance in Cameroon: life-saving non-food item assistance for the most vulnerable internally displaced populations – for refund			(25 930)
Emergency assessment and movement tracking of conflict-affected populations in Cameroon – for refund			(65 058)
Supporting immediate protection and life-saving needs of Yemeni refugees and Somali returnees – Somalia – for refund			(162 517)
Provision of emergency survival kits to conflict-affected households in remote locations – South Sudan – for refund			(172 667)
Ensuring life-saving support for the displaced population affected by flooding and cyclones through the displacement tracking matrix – Myanmar – for refund			(303 184)
Provision of core relief items and temporary accommodation to vulnerable arrivals from Yemen – Somalia – net of “for refund”			(761 943)
Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked			36 524 832
DIASPORA ENGAGEMENT IN ECONOMIC DEVELOPMENT JOINT PROGRAMME IN KOSOVO			
Diaspora engagement in economic development (DEED II) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo			112 791
Total: Diaspora Engagement in Economic Development Joint Programme in Kosovo – Earmarked			112 791
ETHIOPIA ONE UN FUND			
Joint United Nations programme for counter-trafficking and migration policy and practice in Ethiopia – phase II			124 869
Total: Ethiopia One UN Fund – Earmarked			124 869
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS			
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			227 361
Provision of support to vulnerable households affected by the Syrian crisis in Lebanon			50 000
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			45 897
Increasing preparedness and resilience in vulnerable indigenous communities and organizations – Plurinational State of Bolivia			22 752
Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations – Earmarked			346 010
INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION			
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			29 465
Total: International Civil Aviation Organization – Earmarked			29 465
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION			
Promoting ethical conduct and professionalizing the recruitment industry – Sri Lanka			89 324
Funds received in 2016 – to be allocated			9 217

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION (continued)			
Coordination of rehabilitation support for Rana Plaza victims – Bangladesh			5 900
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			5 666
Total: International Labour Organization – Earmarked			110 107
JOINT PROGRAMME ON SEEKING CARE, SUPPORT AND JUSTICE FOR SURVIVORS OF CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE IN BOSNIA AND HERZEGOVINA			
Seeking care and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina			104 543
Seeking care, support and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina – phase III			89 455
Total: Joint Programme on Seeking Care, Support and Justice for Survivors of Conflict-related Sexual Violence in Bosnia and Herzegovina – Earmarked			193 998
OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS			
Enhancing access and alleviating suffering through the provision of an integrated package of nutrition, health, WASH, shelter, NFI and CCCM emergency response in the most remote areas of Yemen			4 250 000
Multisectoral assistance for displaced populations living in host communities and settlements for internally displaced persons in northern Syrian Arab Republic			4 139 931
Life-saving emergency non-food items to respond to the scabies outbreak among vulnerable groups in Ethiopia			3 200 453
Procurement, transportation and distribution of tents to internally displaced persons affected by the humanitarian crisis in northern Syrian Arab Republic – Turkey			2 811 246
Life-saving emergency shelter and non-food item response for internally displaced persons affected by El Niño – Ethiopia			2 344 407
Emergency multisectoral and winterization assistance for internally displaced persons in settlements and collective centres in northern Syrian Arab Republic			1 999 979
Provision of emergency non-food items and shelter to vulnerable internally displaced persons and the affected populations of Iraq			1 565 000
Procurement, transportation and distribution of non-food item kits for internally displaced persons affected by the humanitarian crisis in northern Syrian Arab Republic			1 499 479
Shelter/non-food item support for conflict-affected populations in Yemen through immediate provision of emergency non-food items and shelter materials			1 300 000
Procurement, transportation and distribution of non-food item kits for populations affected by the recent displacement in northern Syrian Arab Republic			999 771
Shelter/non-food item support for conflict-affected populations in Yemen through immediate replenishment and distribution of kits to respond to the needs of cyclone-affected populations in Socotra and Shabwa			683 607
Life-saving primary health, child health, women's health and reproductive health care for internally displaced persons and host communities in Anbar through mobile medical teams – Iraq			600 000
Task force for population movement multisectoral location assessments – Yemen			600 000
Implementation of the displacement tracking matrix across Iraq – Iraq			570 364
Enhancing access to safe drinking water and environmental sanitation in Yemen			470 040
Enhancing access to safe drinking water for vulnerable internally displaced persons and host communities in Taizz and Abyan governorates in Yemen			420 000
Winterization response through the provision of shelter sealing-off kits and olive pit bricks to vulnerable households in southern Syrian Arab Republic – Jordan			400 009
Building capacity to create a safe and liveable environments and responding to the most urgent IDP site care and maintenance needs through mobile CCCM teams in central Iraq			399 999
Building local capacity to create safe and liveable environments and responding to the most urgent IDP site care and maintenance needs through CCCM mobile teams in central Iraq			399 887
Primary health-care support for crisis-affected communities in Lebanon			231 850
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			170 521
Emergency cholera responses targeting populations living along the banks of the Ubangui river between Bangui and Mongoumba and internally displaced persons in Bangui – Central African Republic			120 000
Provision of technical support for OCHA office renovation in South Sudan			59 366
Displacement tracking matrix – Burundi – net of “for refund”			27 421
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			10 766
Reducing morbidity, mortality and suffering and improving the health of internally displaced persons and their families – Iraq – for refund			(12 314)
Emergency response addressing the critical needs of internally displaced persons fleeing violence/provision of non-food items and shelter – Iraq – for refund			(47 686)
Total: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Earmarked			29 214 096

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES			
Potential for resettlement for Ashraf transportation – Iraq			2 594 550
Management of Dhobley way station and transit assistance in Mogadishu to support Somali returnees from Kenya – Somalia			1 867 751
Establishment of dedicated voluntary repatriation centres within nine temporary shelters along the Thai–Myanmar border – Thailand			723 680
Resettlement activities for refugees in Lebanon			629 656
Improving the livelihoods of refugee returnees through business enterprise establishment in southern Iraq – net of “for refund”			460 480
Facilitation of voluntary return of Myanmar refugees – Thailand			460 078
Management of Dhobley way station to support spontaneous return of refugees from Kenya – Somalia			373 077
Support for IOM for the summit for refugees and migrants			300 000
Provision of emergency evacuation and relocation assistance (transportation) to South Sudanese refugees in Gambella – Ethiopia			293 165
Transportation of refugees and medical screening for resettlement cases – Ethiopia – net of “for refund”			277 996
Medical assessment for resettlement for persons of concern and transportation for USRAP refugees – Jordan			258 978
Improving the protection of Somali refugees through the provision of transportation assistance – Ethiopia			250 598
Provision of support services to Norwegian selection mission as referred by UNHCR – Turkey			240 599
Voluntary repatriation and relocation of refugees within Kenya – net of “for refund”			200 542
Safe and dignified transportation for Burundian refugees to transit centres and refugee camps in the United Republic of Tanzania			200 000
Funds received in 2016 – to be allocated			157 205
Displaced person movement from Kapise to Luwani in Neno district – Malawi			137 307
Emergency assistance to identify and document Haitian migrants: providing a comprehensive response to the mixed migration crisis on the island of Hispaniola – phase I – Dominican Republic			109 741
Movements from Africa to Denmark			81 047
Enhancing coordination of humanitarian shelter response			80 544
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			27 198
Combating secondary movement and irregular migration in Eritrean refugee camps in northern Ethiopia			26 337
Resettlement medical assessment and provision of transportation for refugees from Jijiga to Malkadida – Ethiopia			24 610
Voluntary repatriation of refugees from South Africa			23 896
Mainstreaming housing, land and property issues into key humanitarian, transitional and development planning tools			20 000
Expert-level workshop series on protection at sea – net of “for refund”			12 315
UNHCR–IOM advancing refugee employment in Uganda scoping and exercise – pilot project – Uganda			7 057
Global movement project (GMP Pretoria)			1 798
Provision of measles and polio immunization for newly arrived Syrian refugees at Raba al Sarhan transit centre – Jordan – for refund			(8 064)
Capacity-building and minimal site maintenance to strengthen camp coordination and management – Iraq – for refund			(8 785)
Humanitarian support for the Cuban migration situation in Costa Rica – net of “for refund”			(9 419)
Transportation to countries of resettlement or transit of refugees from various countries – for refund			(19 958)
Resettlement activities for refugees in Lebanon – for refund			(20 504)
Support for transportation services for Syrian children to attend a school in Malatya, Turkey – for refund			(36 640)
Psychosocial support for refugees, internally displaced persons and other vulnerable groups in far northern Cameroon – Cameroon – for refund			(86 116)
Provision of onward transport assistance to returnees from Yemen to south central Somalia – for refund			(458 152)
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – Earmarked			9 192 568
PEACEBUILDING FUND			
Midnimo (unity) – support for the attainment of durable solutions in areas affected by displacement and returns in Jubaland and South West States – Somalia			1 620 000
Empowerment of young people for peace in Niger (“AJPANI”) – Niger			875 000
Support for the security sector reform in Madagascar (ARSSAM)			600 000
Total: Peacebuilding Fund – Earmarked			3 095 000

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SOMALIA COMMON HUMANITARIAN FUND			
Provision of life-saving and life-sustaining integrated water, sanitation and hygiene response to internally displaced persons and host communities in Dalxiis, Kismayo – Somalia			300 033
Addressing food security needs through the provision of agricultural inputs for internally displaced persons and vulnerable host communities in Baidoa district – Somalia			300 000
Provision of life-saving emergency shelter kits and solar lamps to the most vulnerable internally displaced persons in Daynille, Mogadishu – Somalia			250 039
Enhancing access to food for internally displaced persons through the provision of unconditional cash transfers in Kaxda district – Somalia			229 893
Water, sanitation and hygiene and health emergency response for acute watery diarrhoea/cholera-affected communities in Kismayo – Somalia			200 000
Provision of integrated life-saving primary health-care services to internally displaced persons and their host communities in the Daynille district in Banadir – Somalia			190 000
Provision of integrated life-saving primary health-care services to internally displaced persons and their host communities in Kismayo – Somalia			150 000
Total: Somalia Common Humanitarian Fund – Earmarked			1 619 965
SOUTH SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND			
Provision of emergency shelter and non-food items to people in need in South Sudan (pipeline)			1 700 014
Humanitarian common logistics services in South Sudan 2016 – phase II			1 699 994
Provision of emergency shelter and non-food item supplies to people in need in South Sudan			1 599 998
Provision of emergency shelter and non-food items to people in need in South Sudan (pipeline)			1 500 000
Humanitarian common logistics services in South Sudan			1 250 000
Procurement and management of core emergency supplies to support the enhancement of the water, sanitation and hygiene sector's preparedness and response in South Sudan			949 990
Procurement and management of core emergency supplies to support the enhancement of the water, sanitation and hygiene sector's preparedness and response in South Sudan			700 000
Provision of life-saving primary health-care services through semi-static and mobile clinics in Renk county and flexible rapid response teams – South Sudan			510 000
Sustaining life-saving primary health-care services and provision of rapid response and psychosocial support for vulnerable internally displaced persons, returnees and affected host communities in Upper Nile, Unity and Jonglei states – South Sudan			509 000
Provision of life-saving shelter and non-food item assistance to conflict-affected populations in Western Bahr el Ghazal – South Sudan			479 204
Provision of emergency shelter and non-food items to people in need in South Sudan (front line)			320 000
Provision of emergency shelter and non-food items to people in need in South Sudan (front line)			320 000
Psychosocial support services for the conflict-affected population in Wau – South Sudan			150 000
Life-saving health assistance and prevention, detection and response to disease outbreaks for internally displaced persons and host communities in Wau – South Sudan			125 000
Psychosocial support for conflict-affected populations living in UNMISS protection of civilians sites – South Sudan – net of "for refund"			(27 103)
Provision of water, sanitation and hygiene assistance to internally displaced persons in Melut county, Upper Nile state in South Sudan			(198 269)
Improving service delivery to beneficiaries in protection of civilians sites through maintenance of hubs – South Sudan – for refund			(219 108)
Total: South Sudan Common Humanitarian Fund – Earmarked			11 368 720
SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND			
Implementation of the displacement tracking matrix and emergency information management in Sudan			499 993
Procurement of water, sanitation and hygiene emergency supplies to support enhancement of the sector – South Sudan			400 000
Support for South Sudanese affected by conflict – Sudan			200 000
Water, sanitation and hygiene vulnerability study project – Sudan			150 000
Providing health and nutrition services to returnees and host communities in Umbaru, Northern Darfur, to facilitate recovery, return and reintegration – Sudan			86 322
Tracking returnees and conflict-affected persons in Darfur and the three areas – Sudan – for refund			(636)
Registration and verification of internally displaced persons and populations affected by natural disasters in Sudan – for refund			(3 692)
Improved advocacy and protection of migrants and other vulnerable groups travelling through Sudan – for refund			(10 229)
Registration and verification of internally displaced persons and populations affected by natural disasters and conflict – Sudan – for refund			(11 565)
Total: Sudan Common Humanitarian Fund – Earmarked			1 310 195

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNDP PROJECT CLEARING ACCOUNT			
Investing in having an impact on HIV and AIDS in South Sudan			652 178
Supporting regular and fair labour migration policies, including return migration management – Kuwait			358 953
Joint migration and development initiative: strengthening the contribution of migration			335 645
EU flood recovery programme – Bosnia and Herzegovina – net of “for refund”			290 049
Recruitment of Somali diaspora technical experts for local governance in Somalia			176 602
Recruitment of Somali diaspora technical experts for the beneficiary institutions in Somalia under the joint rule of law programme			158 987
Afghanistan: update of the migration profile			90 000
Seeking care, support and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina			82 667
Supporting Belarus in addressing irregular migration and promoting human rights – Belarus			65 507
Anti-corruption and rule of law – Albania			61 875
Health promotion and assistance for migrants in Bosnia and Herzegovina			1 240
Total: UNDP Project Clearing Account – Earmarked			2 273 704
UN-HABITAT			
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			12 466
Mainstreaming housing, land and property issues into key humanitarian, transitional and development planning tools			12 000
Total: UN-Habitat – Earmarked			24 466
UNICEF			
Provision of school transportation for Syrian students in Azraq camp to access formal education for the academic year 2016–2017 – Jordan			1 300 000
Integrated biological and behavioural surveillance survey in Hargeisa, Bossaso and Mogadishu – Somalia			499 990
Roll-out of the essential package of health services in Kismayo district in the Lower Juba region of Somalia	267 454		225 852
Joint programme on social protection in Zambia			301 674
Funds received in 2016 – to be allocated			242 993
Increasing protection and preventing exploitation in emergency settings in Mozambique			225 000
Enhancing the network of evacuation centres in Eastern Samar in the Philippines			200 000
Cold chain and vaccine management in the Lower Juba region of Somalia – Somalia	199 207		
Pre-positioning water, sanitation and hygiene emergency supplies in Middle Juba and Lower Juba regions of Somalia	120 821		36 594
Increasing child protection and combating child trafficking through community education in child rights – Ghana			113 970
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			99 450
Contributing to establishing a multi-donor trust fund for providing assisted voluntary return support to stranded Ethiopians – Ethiopia			96 551
Mapping and size estimation of key populations in Somalia: female sex workers and their clients in Somalia			88 180
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			70 829
Protecting migrant children from trafficking and exploitation in Zambia			46 369
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			7 500
Strengthening routine immunization activities in the high-risk areas and Za'atari refugee camp in Jordan – for refund			(9 937)
Total: UNICEF – Earmarked	587 481		3 545 013
UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION IN SOMALIA			
Supporting the government of Somalia to create a secure environment for female former combatants – Somalia			121 121
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			10 199
Total: United Nations Assistance Mission in Somalia – Earmarked			131 320
UNITED NATIONS CAPITAL DEVELOPMENT FUND			
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			3 400
Total: United Nations Capital Development Fund – Earmarked			3 400

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION			
Promoting land management in migration-prone areas through innovative financing mechanisms – Italy			299 357
West Africa: promoting sustainable land management in migration-prone areas through innovative financing mechanisms – Burkina Faso			98 824
Total: United Nations Convention to Combat Desertification – Earmarked			398 181
UNITED NATIONS DARFUR FUND			
Water, sanitation and hygiene services underpinned by improved integrated water resource management in Darfur – Sudan			258 153
Total: United Nations Darfur Fund – Earmarked			258 153
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS			
Junior professional officer			17 875
Total: United Nations Department of Economic and Social Affairs – Earmarked			17 875
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF SAFETY AND SECURITY			
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			284 201
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			17 566
Total: United Nations Department of Safety and Security – Earmarked			301 767
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME			
UNDP accommodation village – Afghanistan			3 810 474
Funds received in 2016 – to be allocated			2 231 937
Prevention and continuity of care and treatment of tuberculosis among internally displaced persons in the Kurdistan region of Iraq and Kirkuk and some central governorates in Iraq			289 802
Joint migration and development initiative – phase II – Belgium			263 003
Consolidation of the policy on immigration and refuge in Brazil			89 000
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			52 697
Preparedness response capacity and creation of a society resilient to disasters in the Dominican Republic			30 908
Joint migration and development initiative: strengthening the contribution of migration			11 365
Total: United Nations Development Programme – Earmarked			6 779 185
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME – SOMALIA			
Joint programme to support the electoral process in Somalia in 2016			2 148 270
Total: United Nations Development Programme – Somalia – Earmarked			2 148 270
UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION			
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			1 133
Total: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization – Earmarked			1 133
UNITED NATIONS INTERIM SECURITY FORCE FOR ABYEI			
Mitigating conflict in Abyei through water, sanitation and livelihood interventions – Sudan			454 904
Mitigating conflict in Abyei through water, sanitation and livelihood interventions – Sudan			356 000
Mitigating conflict in Abyei through water, sanitation and livelihood interventions – Sudan			91 042
Total: United Nations Interim Security Force for Abyei – Earmarked			901 946
UNITED NATIONS JOINT PROGRAMME ON GENDER-BASED VIOLENCE IN ZAMBIA			
United Nations joint programme on gender-based violence: capacity-building on gender and migration – Zambia			205 000
Total: United Nations Joint Programme on Gender-based Violence in Zambia – Earmarked			205 000
UNITED NATIONS MISSION FOR EBOLA EMERGENCY RESPONSE			
In-kind contribution – Philippines	51 020		
Total: United Nations Mission for Ebola Emergency Response – Earmarked	51 020		
UNITED NATIONS MULTIDIMENSIONAL INTEGRATED STABILIZATION MISSION IN MALI			
Promoting community initiatives to reduce violence in localities surrounding cantonment sites in Timbuktu and Gao – Mali			249 966
Total: United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali – Earmarked			249 966

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES			
Capitalizing human mobility for poverty alleviation and inclusive development in Myanmar – Myanmar			870 945
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – programme management budget – Myanmar			642 006
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – comprehensive health plan (Bogale) – Myanmar	132 036		285 350
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – comprehensive health plan (Mawlamyinegyun) – Myanmar	77 629		270 048
Migration as a livelihood diversification strategy in the Delta (MILDAS) – Myanmar			178 269
Maternal and neonatal child health project in Rakhine state – Myanmar			162 700
Stop TB Partnership–IOM grant to work on key populations, migrants and mobile populations			69 550
Early and improved case detection of tuberculosis through the use of GeneXpert technology in Nepal			47 035
Funds received in 2016 – to be allocated			20 000
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			4 533
Tuberculosis control and early detection among migrants and migration-affected communities – Zimbabwe – for refund			(24 082)
Strengthening social cohesion in the labour market through providing support to the disadvantaged – Serbia – for refund			(27 699)
Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked	209 665		2 498 655
UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME			
IOM global action to protect and assist trafficked and smuggled migrants and similarly vulnerable persons			315 000
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			170 521
Strengthening institutional capacities to identify and respond to cases of trafficking in persons between Colombian regions			137 362
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			5 100
Total: United Nations Office on Drugs and Crime – Earmarked			627 983
UNITED NATIONS PEACE FUND FOR NEPAL			
Support on land issues – Nepal – for refund			(428)
Technical assistance for implementing psychosocial counselling and support services – Nepal – for refund			(38 457)
Building the foundations for access to justice and reparations for conflict-related sexual violence survivors – Nepal – for refund			(45 625)
Total: United Nations Peace Fund for Nepal – Earmarked			(84 510)
UNITED NATIONS POPULATION FUND			
Prevention of violence against women in Central America			3 294 446
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			9 633
Contributing to improved labour market information through the United Nations–government of Uganda joint programme on population – Uganda – for refund			(3 403)
Winterization: blanket distribution for displaced populations affected by cyclone Komen in Chin state – Myanmar – for refund			(10 183)
Construction of a security area by IOM on behalf of UNFPA – Somalia – for refund			(73 692)
Total: United Nations Population Fund – Earmarked			3 216 800
UNITED NATIONS POST-CONFLICT MULTI-PARTNER TRUST FUND FOR COLOMBIA			
Local implementation of the rapid response strategy and disclosure of transparency and communications mechanisms – Colombia			620 821
Support for the release of children and adolescents from FARC camps – Colombia			183 191
Total: United Nations Post-conflict Multi-Partner Trust Fund for Colombia – Earmarked			804 012
UNITED NATIONS SUPPORT OFFICE IN SOMALIA			
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			3 400
Total: United Nations Support Office in Somalia – Earmarked			3 400

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY			
Strengthening human security by enhancing resilience to natural disasters and climate-related threats in Ngororero district – Rwanda			321 277
Applying the human security concept to stabilize communities in canton 10 – Bosnia and Herzegovina			154 024
Human security through inclusive socioeconomic development in upper Egypt			101 650
Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked			576 951
UN-WOMEN			
Empowerment of women migrant workers in South Asia through the implementation of standard terms of employment – Nepal			75 000
Empowering conflict-related sexual violence survivors to effectively assert their rights on services and justice – Nepal			73 983
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			3 966
Preventing and addressing violence against women and girls in Albania, Mexico and Timor-Leste – Albania – for refund			(4 328)
Total: UN-Women – Earmarked			148 621
VIET NAM ONE PLAN FUND II			
Assessment on environment-induced population resettlement design, planning and implementation – Viet Nam			14 816
Total: Viet Nam One Plan Fund II – Earmarked			14 816
WORLD FOOD PROGRAMME			
Bentiu protection of civilians site logistics hub development – South Sudan			357 393
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			83 861
Strengthening humanitarian response in Yobe through biometric registration – Nigeria			58 983
Supplementary feeding for vulnerable HIV and tuberculosis patients in south-eastern Myanmar			42 867
Displacement tracking matrix in Burundi			20 000
Provision of cash payments under the voluntary repatriation of Myanmar refugees from Thailand			18 134
Establishment of an IOM office in the Central African Republic			7 343
Supplementary feeding for HIV and tuberculosis patients in IOM's integrated migration health programme – Myanmar			3 734
Total: World Food Programme – Earmarked			592 316
WORLD HEALTH ORGANIZATION			
Enhancing health and sanitation services through sustainable water in drought-affected communities in the highlands region of Papua New Guinea			200 000
Response to the epidemic of the Ebola virus disease in Mali			150 000
Management and payment of special police unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			36 831
Migration health research			6 000
Total: World Health Organization – Earmarked			392 831
Subtotal: UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND FUNDS	848 167		119 268 930
PRIVATE SECTOR			
Holocaust Victim Assets Litigation – Roma holocaust survivors – Humanitarian and social programmes			3 982 727
KT Group Hope Sharing Foundation – Enhancing access to and quality of public services in rural areas in Bangladesh through information and communications technologies			1 273 059
Elizabeth Margaret Werth – Inheritance from a private donor	865 979		
Empresas Públicas de Medellín – Management of the migratory effects of the Ituango hydroelectric project: improving the livelihood of rural households and 750 women in the affected area – Colombia			779 351
Philip Morris International – Promoting the integration and preventing the exploitation of vulnerable migrants – Italy			600 000
Management Systems International, Inc. – Darfur monitoring project II – Sudan			559 032
Management Systems International, Inc. – HUMAID/DARFUR monitoring project – Sudan			444 072

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PRIVATE SECTOR (continued)			
IKEA Supply AG – Promoting ethical recruitment and fair labour in IKEA's Asian supply chain: delivering change and expanding reach – phase II – Viet Nam			376 417
University of the Republic of Uruguay – Cooperation agreement with the university of Uruguay			374 208
Holocaust Victim Assets Litigation – Roma holocaust survivors – Humanitarian and social programmes			237 995
AMADEUS – Amadeus incentive – global			203 319
Innovation Norway/NOREPS – Strengthening IOM global pre-positioning and stockpiling 2016			175 234
Americares Foundation – Recovery phase: step-down care facility for earthquake-affected patients and their families in Sindhupalchowk – Nepal			156 946
Ewha Woman's University Graduate School of International Studies – Research on the role of remittances as effective development finance for sustainable development in Nepal – Republic of Korea			128 872
AECOM International Development, Inc. – Enhancing the resilience of Misseriya communities by improving basic water services – Sudan			99 765
Apple Inc. – Promoting ethical recruitment and fair labour practices in the electronics industry supply chain – phase II			99 068
KT Group Hope Sharing Foundation – IOM-Korea Telecom: needs assessment for establishing a “digital island” in Maheshkhali, Bangladesh – Republic of Korea			79 452
BBC Media Action – Advocacy for communication with communities at national level in Bangladesh			63 155
Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health – Non-communicable disease guidelines and health records for refugees in Lebanon			50 922
Fundación La Caixa – Investment and training centre for entrepreneurship in Senegal: training of trainers – Spain			43 312
Porticus Asia Ltd – Strengthening victim identification and protection: reaching out to foreign domestic workers project – Hong Kong, China			37 765
Läkarmissionen – Reintegration of victims and potential victims of trafficking in human beings through specialized assistance in the Republic of Moldova, including the Transnistria region			34 817
Private individual donations – USAIM c/o IOM – Partnership support for trafficked children in Ghana			29 281
Fundación BBVA Bancomer – Capacity-building for the shelter network in Mexico for unaccompanied children – Mexico			25 543
Singapore Management University – Grandparents of Myanmar caring for their grandchildren: impact of cross-border migration – Myanmar			24 119
Syracuse University – Student mobility programme for Syracuse University in Ghana (2016)			22 609
Private individual donations – Greek entrepreneurs – Supporters of anti-trafficking initiatives			22 297
Oxford Policy Management – Development of financing mechanisms to support the implementation of the framework for population mobility and communicable diseases in the SADC region – South Africa			21 282
IKEA Services AB – Workshop for the promotion of ethical recruitment and fair labour practices in IKEA's supply chain			16 532
ISAGEN Energía Productiva – Awareness on sexual exploitation and abuse of children in areas affected by ISAGEN energy-generation projects – Colombia – net of “for refund”			16 401
The Network University – E-learning for entrepreneurship in West Africa – Netherlands			15 524
JBS Food Canada – Facilitating labour migration of workers from El Salvador for employment in Canada – El Salvador			14 126
University of York – Missing migrants and deaths at the EU Mediterranean border: humanitarian needs and state obligations – Germany – net of “for refund”			12 444
Karel Janecek Foundation – Migration communication strategy of Czechia			11 703
Private donations – Funds received in 2016 – to be allocated			10 352
University of Warsaw – Analysis of migrants' enfranchisement process by example of EU countries – phase II – Poland			9 893
Global Off-Grid Lighting Association – Improving access to health, water, sanitation and hygiene services, education and freedom from violence in Cox's Bazar – Bangladesh			8 500
Minera Quinchia SAS – Improving socioeconomic development and mitigating migration impacts for families in Quinchia – Colombia			6 987
Private donations on the IOM website – Sponsorship of 200 trafficked children in Ghana			2 894
Private donations (including on the IOM website) – 6Degree.org – Thailand			2 632
Reformierte Kirche Belp-Belpberg-Toffen – Sozialdiakonin/Reformierte Kirche Belp-Belpberg-Toffen Dorfstrasse – Reimbursable movements to/from Switzerland			2 241
Clinical Center of the University of Sarajevo – Swedish medical programme for Bosnia and Herzegovina and UNSC 1244-administered Kosovo – phase V – Bosnia and Herzegovina			2 206
USAIM c/o IOM – Partnership support for trafficked children in Ghana			1 260
USAIM c/o IOM – Facilitation of circular labour migration of Haitian seasonal workers to the United States under the H-2 visa programme – Haiti – for refund			(180 022)
Subtotal: PRIVATE SECTOR	865 979		9 898 288

C/108/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ORGANIZATIONS			
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Emergency fund: enhancing tuberculosis prevention, diagnosis and treatment among Syrian refugees and other vulnerable migrant populations in Jordan and Lebanon – Jordan			1 810 041
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Sex workers of Latin America and the Caribbean working to create alternatives that reduce their vulnerability to HIV: a regional strategy with genuine impact – Argentina			1 764 389
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Strengthening the national strategy to prevent the reintroduction of malaria in Paraguay (malaria-free country certification process) – Paraguay			1 517 493
African Development Bank – Socioeconomic reintegration of ex-combatants and youth at risk project – Somalia			1 006 921
Save the Children Federation – Targeted HIV prevention and community-based diagnosis, treatment and care and support in mobility-affected communities in Mon and Kayin states – Myanmar	232 800		765 539
International Rescue Committee – Maternal, newborn and child health services in Kayah state – Myanmar	77 672		845 082
Save the Children Federation – Community-based tuberculosis awareness, detection, diagnosis and treatment in mobility-affected communities in Mon state and Kayin state – Myanmar	19 171		854 315
International Rescue Committee – Epidemic preparedness and response consortium – Liberia			839 634
Swisscontact – Implementation of the mobile training unit under the vocational skills development programme – Myanmar	31 182		786 565
Council of Europe Development Bank – Migrants and refugees in Croatia			798 784
Save the Children Federation – Community-based malaria prevention, detection and treatment in mobility-affected communities in Mon state and Kayin state – Myanmar	108 213		666 189
Financial Mechanism Office – Supporting organizations that assist migrant asylum-seeking populations in Greece			711 710
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Enhancing tuberculosis prevention, diagnosis and treatment for Syrian refugees and other vulnerable populations affected by the Syrian crisis in Lebanon – phase II – Lebanon			681 743
Expertise France – Setting up and strengthening migration response centres in Sudan and Djibouti: addressing mixed migration flows in Eastern Africa – Kenya			669 432
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Transwomen without borders against transphobia and HIV/AIDS – Argentina			621 573
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Enhancing tuberculosis diagnosis and treatment among Syrian refugees and migrants – phase II – Jordan			553 432
Council of Europe Development Bank – Improving reception capacities and access to services for migrants and refugees entering Albania			358 744
Swedish Red Cross – Family reunification resettlement cases to Sweden			343 669
International Rescue Committee – Strengthening infection control and water, sanitation and hygiene infrastructure in government hospitals in Sierra Leone			324 477
Foundation Wereldwijd – Wereld tools 2015–2018 – Netherlands			306 731
Croix-Rouge Genevoise – Project between IOM Bern and the Croix-Rouge Genevoise – Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Geneva			283 034
Council of Europe Development Bank – Migrants and refugees in the former Yugoslav Republic of Macedonia			277 242
Oxfam Novib – Work in progress – youth empowerment skills and knowledge development in Hargeisa in Somalia – Netherlands			237 384
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Hosting the global fund steering committee secretariat in Somalia – Somalia			231 464
ANESVAD Foundation – Strengthening the integration of quality and comprehensive health services into the government health-care system for survivors of human trafficking and abuse in Jessore and Satkhira districts – Bangladesh			197 952
Save the Children Tajikistan/DEVCO – Addressing negative economic and social consequences of migration in Tajikistan			150 463
ANESVAD Foundation – Promoting comprehensive sexual and reproductive health rights for internal migrants and internally displaced populations living in 756 urban slums in Sylhet city of Bangladesh			137 709
Project HOPE – USAID tuberculosis control programme – Tajikistan			116 448
Plan International – Tindog kita (rise together) project: accountability to affected populations and communicating with community common services project			115 032
Group 484 – The former Yugoslav Republic of Macedonia: technical support for enhancement of migrant registration – net of “for refund”			113 204
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Funds received in 2016 – to be allocated			108 890
Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces – Building the capacities and strengthening cooperation between law enforcement officials – Montenegro			101 213

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ORGANIZATIONS (continued)			
Council of Europe Development Bank – Migrants and refugees in Serbia			98 969
Asian Development Bank – Malaria and communicable disease control in the Greater Mekong Subregion: mobile and migrant populations (Myanmar)			97 636
Nordic Council of Ministers (Norden) – Collaboration between the public and private sectors on prevention of trafficking in human beings on passenger ferries on the Baltic Sea – Finland			94 444
Family Health International – Cross-border health integrated partnership project – Kenya			93 126
Colnodo – Supporting digital marketing strategies of entrepreneurship initiatives for former combatants – Colombia			82 383
Church World Service – Funds received in 2016 – to be allocated			75 176
Vital Voices Global Partnership – Gender-based violence emergency response and protection initiative			74 312
Religiosas Oblatas del Santísimo Redentor – Strengthening the efforts of Uruguay to effectively combat trafficking in persons at the local level – Uruguay			73 856
Conference Board of Canada – Contributing to the protection of labour rights of in-migrant workers in Meta – Colombia			71 573
USAID c/o IOM – Facilitating the voluntary return of Ethiopian child migrants detained in Malawi			65 932
Mercosur – Promoting the right to freedom of movement in Mercosur – Uruguay			50 000
Secretariat of the Pacific Community – Implementing coastal protection as a hazard mitigation measure in Awak school in Pohnpei – Federated States of Micronesia			48 953
Asian Development Bank – Regional capacity development technical assistance for malaria and communicable disease control in mobile and migrant populations in the Lao People's Democratic Republic			46 101
Secretaría General Iberoamericana – Analysis of migration and development in Latin America and proposed lines of action – Spain			44 843
Save the Children UK – Measuring separation in emergencies project (phase II): community-based monitoring method pilot terms of reference – Ethiopia			36 609
USAID c/o IOM – Distribution of non-food items for migrants and refugees rescued at sea			30 000
Project HOPE – Addressing multidrug-resistant tuberculosis/extensively drug-resistant tuberculosis and HIV-related tuberculosis among migrant workers in Kazakhstan			29 332
Liga Apararii Drepturilor Omului – MIGRANET: regional network for migrant integration – Romania			29 265
ACF International – Philippines (ECHO) – Restoring integrity and resilience of the internally displaced populations in Zamboanga through shelter, public health, nutrition, water, sanitation and hygiene and protection interventions – Philippines			28 415
Irish Red Cross – Movements from Africa to Denmark			27 131
Nordic Council of Ministers (Norden) – Nordic health-care network on counter-trafficking – Finland			25 769
USAID – Funds received in 2016 – to be allocated			36 260
Asian Development Bank – Regional capacity development technical assistance for malaria and communicable disease control – Cambodia			23 696
Save the Children South Africa – Migration dialogue for southern Africa (MDSA)			23 385
Center for International Migration and Integration – Assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants in Israel – phase II – Austria			22 658
Red Cross – Association Cantonale Bernoise – Reimbursable movements to/from Switzerland			20 699
Croix-Rouge Genevoise – Project between IOM Bern and Croix-Rouge Genevoise – Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Geneva			19 724
Swiss Red Cross Uri – Reimbursable movements to/from Switzerland			13 556
Caritas Bern – Reimbursable movements to/from Switzerland – net of “for refund”			12 926
Caritas Schwyz – Training on migration and development for the Swiss civil society platform on migration and development			11 150
International Visegrad Fund – SAFE: smart, aware, free, enjoy – information campaign to prevent trafficking in human beings – Slovakia			10 037
World Bank – Support for the transitional justice and reconciliation commission in Mindanao, the Philippines – Austria			10 000
USAID c/o IOM – I am a migrant global campaign			10 000
Oxfam Timor-Leste – Humanitarian partnership agreement and inter-agency harmonized needs assessment evaluation – Timor-Leste			9 672
Red Cross Sion (Croix-Rouge Suisse) – reimbursable movements to/from Switzerland			8 690
Caritas Fribourg – Caritas Genève – Reimbursable movements to/from Switzerland			8 469
Caritas Aargau – Reimbursable movements to/from Switzerland			8 414
Migration Research and Training Centre – IOM-MRTC partnership: K-ASEAN migration and development workshop – Republic of Korea			8 000
Fundación Oleoductos de Colombia – Training on peace and peaceful coexistence for community leaders in Cauca – Colombia – net of “for refund”			6 995

C/108/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ORGANIZATIONS (continued)			
Project HOPE – USAID tuberculosis control programme – Tajikistan			6 446
African Union – Establishing the Accra forum – an intraregional consultation towards facilitating free movement of persons in Africa			5 000
Conference Board of Canada – Mainstreaming housing, land and property issues into key humanitarian, transitional and development planning tools			5 000
ITF – Enhancing human security: Socioeconomic reintegration programme for mine victims in South Caucasus – phase III – Armenia			4 602
Swiss Red Cross Zurich – reimbursable movements to/from Switzerland			3 925
Caritas Neuchâtel – reimbursement movements			3 862
Centre Social Protestant – Reimbursable movements to/from Switzerland			3 451
Caritas Fribourg – Funds received in 2016 – to be allocated			3 300
British Council Ghana – Scholarship holders in the United Kingdom and France: support for the British Council			2 791
Anesvad Foundation – Strengthening the integration of quality and comprehensive health services into the government health-care system for survivors of human trafficking and abuse in six upazilas of Jessore and Satkhira districts – Bangladesh			2 732
Swiss Red Cross Valais – Reimbursable movements to/from Switzerland			2 721
Asylbrücke Zug – Reimbursable movements to/from Switzerland			1 409
Centre Social Protestant – Reimbursable movements to/from Switzerland			1 231
Union for Development and Integration of Roma Minority in Albania – Fostering the social inclusion of Roma communities in Albania through targeted interventions for vulnerable children			1 056
Community Chest of Korea – 2015 shelter assistance for populations affected by the earthquake in Nepal – for refund			(13 596)
Center for International Migration and Integration – Migration management capacity-building in Israel: promoting migrant rights – Austria – for refund			(19 386)
Anesvad Foundation – Promoting sexual and reproductive health rights for people living in 756 slums in Sylhet city of Bangladesh – for refund			(46 095)
Foundation Wereldwijd – Wereld tools plus – Netherlands – for refund			(46 524)
Subtotal: OTHER ORGANIZATIONS	469 038		19 706 581
Promissory note repayments			51 804 879
Net interest and other income		4 072 400	
Refugees, migrants, sponsors and others			100 666 871
Period-end net accrual adjustments of down payment			(106 142 810)
TOTAL: CONTRIBUTIONS	2 193 742	7 527 496	1 560 024 899
TOTAL: REVENUE – CONTRIBUTIONS AND OTHER			1 569 746 137

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA
Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
RECETTES		
FONAPAZ		
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 057	998
Programmes techniques – Exécutif I – PTV	13	13
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	(84)	35
	986	1 046
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	31	30
	31	30
Réévaluation du taux de change du solde reporté	146 419	
TOTAL DES RECETTES	147 436	1 076
DEPENSES		
FONAPAZ		
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	49	38
TOTAL DES DEPENSES	49	38
Dépenses excédentaires pour l'exercice	147 387	1 038
Recettes reportées en début d'exercice		
FONAPAZ	15 123 485	15 122 439
SCEP	(413 292)	(413 284)
	14 710 193	14 709 155
Recettes reportées en fin d'exercice		
FONAPAZ	15 270 890	15 123 485
SCEP	(413 310)	(413 292)
	14 857 580	14 710 193

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA (suite)
Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016

	Dollars E.-U.	
	2016	2015
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	35 773	34 430
Sommes à recevoir	19 170 429	18 980 522
TOTAL ACTIF	19 206 202	19 014 952
PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	4 348 621	4 304 758
Recettes reportées en fin d'exercice	14 857 581	14 710 194
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	19 206 202	19 014 952

Remarque générale

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et de FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et FONAPAZ. Les dépenses du Fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet d'une vérification comptable de la part de l'OIM, conformément à son Règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétariat à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille les demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret n° 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'Etat général pour les rentrées et les dépenses (année fiscale 2005). Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après : construction de routes locales ; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement ; construction d'écoles ; mise en place d'infrastructures, fourniture de services sanitaires et assistance sociale ; exécution de programmes productifs ; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournit une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre de FONAPAZ.

Politique comptable

Les états financiers ont été établis selon le système de comptabilité de caisse modifiée. En conséquence, les produits sont comptabilisés non pas lorsqu'ils sont acquis, mais lorsqu'ils sont reçus, tandis que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles ont été réglées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les charges pourraient donc excéder temporairement les produits enregistrés pour une catégorie donnée de projets.

Les recettes et les dépenses du Fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars E.-U., après conversion au taux de 7,54 au 31 décembre 2016 (contre 7,62 au 31 décembre 2015).

